

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/11789]

14 MARS 2019. — Décret modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État*

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est modifié comme suit :

1° à l'article 18, le point 6 est abrogé;

2° à l'article 31^{ter}, alinéa 1^{er}, le 7° est abrogé;

3° à l'article 80, les paragraphes 4, 5 et 6 sont supprimés;

4° à l'article 94, § 1^{er},

a) les mots « à l'exception de la fonction de directeur de l'enseignement primaire, fondamental et de l'enseignement secondaire et de directeur dans l'enseignement de promotion sociale, » sont insérés entre le mot « promotion, » et le mot « peut ».

b) les paragraphes 3, 4 et 5 sont supprimés;

5° aux articles 101 et 102, les modifications suivantes sont apportées :

a) les termes « aux dispositions de l'article 97 » sont remplacés par les termes « aux dispositions de l'article 36^{bis} du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement »;

b) les mots « produire un certificat médical de six mois de date au maximum attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel » sont abrogés.

Art. 2. Les articles 97 à 100 et 103 à 105 du même arrêté royal sont abrogés.

TITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'État, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection*

Art. 3. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'État, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, les termes « Secrétaire de direction », « Surveillant-éducateur, surveillant-éducateur d'internat, secrétaire-bibliothécaire » sont supprimés.

TITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'État pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'État*

Art. 4. Dans l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'État pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'État, sont abrogés :

a) l'article 1^{er}*bis*;

b) l'annexe II.

TITRE IV. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion

Art. 5. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. - Le membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, à la catégorie du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française à la catégorie des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service bénéficie d'une allocation pendant la période au cours de laquelle il exerce provisoirement une fonction de sélection ou une fonction de promotion en vertu d'une décision prise par le pouvoir organisateur. ».

Art. 6. Dans l'arrêté royal du 13 juin 1976 précité, sont apportées les modifications suivantes :

- a) à l'article 3, les mots « l'arrêté ministériel visé » sont remplacés par les mots « la décision prise par le pouvoir organisateur visée »;
- b) à l'article 4, § 1^{er}, les mots « ou désigné à titre temporaire » sont insérés à la suite des mots « à titre définitif ».

TITRE V. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire

Art. 7. Dans l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, à l'article 7, alinéa 1^{er}, les mots « à l'exception de l'emploi d'éducateur-économiste » sont supprimés.

TITRE VI. — Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 8. A l'article 29^{quater} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

- au 1^o les termes « 41^{ter} alinéa 1^{er} » sont remplacés par « 41^{ter}, § 1^{er} »;
- au 3^o les termes « 41^{ter} alinéa 2 » sont remplacés par « 41^{ter}, § 2 ».

Art. 9. Dans les articles 30 et 54^{sexies} du décret du 1^{er} février 1993 précité, les termes « 4^o Remettre, lors de la première entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel » sont abrogés.

Art. 10. L'article 41^{ter} du décret du 1^{er} février 1993 précité est remplacé par ce qui suit :

« Article 41^{ter}. - § 1^{er}. Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être engagé à titre définitif, dans un emploi définitivement vacant, au sein du même pouvoir organisateur ou d'un autre pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif :

- a) d'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- b) d'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- c) d'une fonction de chef de travaux d'atelier s'il l'a auparavant exercée à titre définitif ou s'il a auparavant exercé à titre définitif une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction.

L'engagement à titre définitif visé par l'alinéa précédent a lieu au sein d'un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion conformément aux dispositions de l'article 29^{quater}, 1^o.

§ 2. Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être engagé à titre définitif par un autre pouvoir organisateur dans un emploi définitivement vacant :

- a) d'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- b) d'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- c) d'une fonction de chef de travaux d'atelier s'il l'a auparavant exercée à titre définitif ou s'il a auparavant exercé à titre définitif une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction.

L'engagement à titre définitif visé par l'alinéa précédent a lieu auprès d'un pouvoir organisateur autre que ceux visés au § 1^{er}, conformément aux dispositions de l'article 29^{quater}, 3^o.

§ 3. Pour l'application des §§ 1^{er} et 2, et sans préjudice de l'article 29^{quinquies}, l'engagement peut avoir lieu quelle que soit la date. Il ne peut être réalisé que pour autant que le membre remplisse toutes les conditions prévues selon le cas :

- a) à l'article 42, § 1^{er}, à l'exception du point 8^o en ce qui concerne l'ancienneté de fonction et des points 10^o et 12^o;
- b) à l'article 51, les conditions devant être remplies dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- c) à l'article 59, les conditions devant être remplies dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Pour l'application des points b) et c) de l'alinéa précédent, l'exigence de la réussite de la formation relative à une fonction déterminée est d'office réputée remplie si le membre du personnel a été titulaire à titre définitif de cette fonction avant l'exercice de sa fonction actuelle.

Le passage d'un emploi à l'autre conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 doit se faire sans interruption. Le membre du personnel doit préalablement démissionner de sa fonction d'origine.

Le membre du personnel exerçant la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier ne peut bénéficier de la présente disposition qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe pendant 3 ans.

§ 4. Le membre du personnel visé au présent article se voit attribuer l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est engagé à titre définitif conformément à cette disposition.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent article, qui a exercé pendant au moins dix ans à titre définitif la fonction de sélection ou de promotion qu'il quitte, bénéficie d'un mécanisme dégressif d'échelles de traitement pour rejoindre à partir de la 3^e année l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est engagé à titre définitif conformément au présent article fixé comme suit :

- a) au cours de la première année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 66 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté;
- b) au cours de la deuxième année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 33 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté. ».

Art. 11. A l'article 50bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er},

a) les mots « Le pouvoir organisateur qui doit engager à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de sélection » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur qui doit engager un membre du personnel dans une fonction de sélection à titre temporaire pour plus de quinze semaines »

b) au 2°, les mots « à titre définitif » sont remplacés par les mots « à titre temporaire »;

le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de sélection à pourvoir, en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste est à pourvoir.

Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales suivantes :

- a) analyser l'information;
- b) résoudre des problèmes;
- c) travailler en équipe;
- d) s'adapter;
- e) faire preuve de fiabilité;
- f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions d'engagement complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir.

2° lance un appel à candidatures selon les formes visées à l'article 61sexies/1;

3° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le pouvoir organisateur procède à l'engagement après avoir suivi la procédure de sélection décrite à l'article 61sexies/3. ».

Art. 12. A l'article 51 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les points 1° à 4° de l'alinéa 1^{er} sont remplacés par les points suivants :

« 1° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française, calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis;

2° avoir exercé cet emploi durant 720 jours, calculés depuis l'entrée en fonction selon les modalités définies à l'article 29bis;

3° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par une attestation de réussite;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 50bis. »;

2° les points 5° et 6° sont abrogés;

3° à l'alinéa 2,

a) le point 8° est abrogé;

b) au point 10°, les mots « de fréquentation » sont remplacés par les mots « de réussite »;

4° à l'alinéa 3, les termes « des articles 54 ou 54bis » sont remplacés par « de l'article 53, § 1^{er}. ».

Art. 13. L'article 53 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 53. - § 1^{er}. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant les conditions suivantes, au moment de l'engagement :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis;

2° être titulaire, avant cet engagement d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 précité;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 50bis.

Pendant cette période le membre du personnel reste, le cas échéant, titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel définitif dans une fonction de sélection qui postule dans un autre emploi de la même fonction est réputé remplir les conditions d'accès à titre temporaire énumérées aux 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} pour ladite fonction. Pour son engagement à titre définitif, il sera également réputé remplir les conditions 1° et 3° de l'article 51, alinéa 1^{er}.

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées au § 1^{er}, pour les fonctions de directeur adjoint, de directeur adjoint de l'enseignement secondaire inférieur ou de directeur adjoint de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le pouvoir organisateur peut confier temporairement l'exercice de ladite fonction à un candidat remplissant les conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n'existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1^{er} degré, peuvent se voir confier l'exercice de la fonction de directeur adjoint pour autant qu'ils soient porteurs d'un des titres visés aux articles 105 à 108, point a) ou b), du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 du décret du 2 février 2007 précité;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 50bis.

Remplit les conditions 1° et 2°, le candidat qui possède un diplôme constitutif à la fois d'un titre pédagogique et d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins.

§ 3. Un pouvoir organisateur qui atteste avoir lancé un appel à candidatures et n'avoir pas reçu de candidature valable après ce 1^{er} appel, peut lancer un second appel à candidatures ne remplissant pas la condition 3° visée au § 2.

Si la personne engagée dans l'une des fonctions visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, n'exerce pas de fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française au moment de son entrée en fonction elle ne sera engagée que si elle rencontre également les conditions suivantes :

1° jouir des droits civils et politiques;

2° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° être de conduite irréprochable;

4° satisfaire aux lois sur la milice.».

Art. 14. L'article 54 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 54. - Par dérogation à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, et § 2, alinéa 1^{er}, 4°, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à 15 semaines, la condition de l'appel à candidatures n'est pas exigée.

Cet engagement pour 15 semaines maximum peut être renouvelé pour autant que la durée totale d'engagement n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période d'engagement visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'engagement visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé pendant la période entre l'appel à candidatures et l'engagement d'un candidat.

Le pouvoir organisateur engage un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné. ».

Art. 15. L'article 54bis du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 54bis. - § 1^{er}. Lorsque l'emploi est définitivement vacant, le membre du personnel temporaire est engagé à titre définitif dans la fonction de sélection au terme d'un délai de deux ans s'il remplit les conditions de l'article 51, alinéa 1^{er} ou alinéa 2, ou dès qu'il remplit ces dernières.

Lorsqu'au terme de ce délai de 2 ans l'emploi est temporairement vacant, le membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 51, alinéa 1^{er} ou alinéa 2, est engagé à titre définitif dès que l'emploi devient vacant.

§ 2. Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application de l'article 53 peut, le cas échéant, être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément aux dispositions du chapitre VIII. ».

Art. 16. A l'article 54quater du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes «, le cas échéant, » sont insérés entre les termes « il réintègre » et « à titre définitif »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de sélection ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction et son affectation d'origine de 15 semaines à dater de la demande du membre du personnel.

Si, au-delà de la période visée à l'alinéa précédent, le poste n'a pas pu être pourvu, la réintégration peut encore être reportée de maximum 15 semaines de commun accord entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel. ».

Art. 17. A l'article 54sexies, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « des articles 51, alinéa 1^{er}, et 54bis » sont remplacés par les termes « de l'article 53 ».

Art. 18. L'intitulé du chapitre V du titre I du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre V. De l'accès à la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier».

Art. 19. L'article 58*bis* du même décret est modifié comme suit :

1° au § 1^{er},

a) les mots « Le pouvoir organisateur qui doit engager à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de promotion » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur qui doit engager un membre du personnel dans la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier à titre temporaire pour plus de quinze semaines »;

b) au 2°, les mots « à titre définitif » sont remplacés par les mots « à titre temporaire »;

2° le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier à pourvoir en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste est à pourvoir.

Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales suivantes :

a) analyser l'information;

b) résoudre des problèmes;

c) travailler en équipe;

d) s'adapter;

e) faire preuve de fiabilité;

f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions d'engagement complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir;

2° lance un appel à candidatures selon les formes visées à l'article 61*sexies*/1. »;

3° le § 3 est remplacé comme suit:

« § 3. Le pouvoir organisateur procède à l'engagement après avoir suivi la procédure de sélection décrite à l'article 61*sexies*/3. ».

Art. 20. A l'article 59 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les points 1° à 4° de l'alinéa 1^{er} sont remplacés par les points suivants :

« 1° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 29*bis*.

2° avoir exercé cet emploi durant 720 jours, calculés depuis l'entrée en fonction, selon les modalités définies à l'article 29*bis*;

3° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par une attestation de réussite;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 58*bis*. »;

2° le point 5° de l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 21. L'article 60 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 60. - § 1^{er}. La fonction de promotion de chef de travaux d'atelier peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant les conditions suivantes, au moment de l'engagement :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel directeur et enseignant, calculée selon les modalités fixées à l'article 29*bis*;

2° être titulaire, avant cet engagement, d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de chef de travaux d'atelier à conférer, conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 précité, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 précité;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 58*bis*.

Pendant cette période le membre du personnel reste, le cas échéant, titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel définitif dans une fonction de promotion de chef de travaux d'atelier qui postule dans un autre emploi de la même fonction est réputé remplir les conditions d'accès à titre temporaire énumérées aux 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} pour ladite fonction. Pour son engagement à titre définitif, il sera également réputé remplir les conditions 1° et 3° de l'article 59.

Le membre du personnel ne pourra bénéficier du changement d'emploi visé à l'alinéa précédent qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de 3 ans.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, la condition de l'appel à candidatures, n'est pas exigée.

Cet engagement pour 15 semaines maximum peut être renouvelé pour autant que la durée totale d'engagement n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période d'engagement visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'engagement visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé pendant la période entre l'appel à candidatures et l'engagement d'un candidat.

Le pouvoir organisateur engage un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné. ».

Art. 22. L'article 61 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 61. - § 1^{er}. Lorsque l'emploi est définitivement vacant, le membre du personnel temporaire est engagé à titre définitif dans la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier au terme d'un délai deux ans s'il remplit les conditions de l'article 59 ou dès qu'il remplit ces dernières.

Lorsqu'au terme de ce délai de 2 ans l'emploi est temporairement vacant, le membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 59 est engagé à titre définitif dès que l'emploi devient vacant.

§ 2. Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application de l'article 60 peut, le cas échéant être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément aux dispositions du chapitre VIII. ».

Art. 23. L'article 61bis du même décret est abrogé.

Art. 24. A l'article 61quater du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes «, le cas échéant, » sont insérés entre les termes « il réintègre » et « à titre définitif »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de promotion ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction et son affectation d'origine de 15 semaines à dater de la demande du membre du personnel.

Si, au-delà de la période visée à l'alinéa précédent, le poste n'a pas pu être pourvu, la réintégration peut encore être reportée de maximum 15 semaines de commun accord entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel. ».

Art. 25. L'article 61quinquies est abrogé.

Art. 26. L'intitulé du Chapitre Vbis du titre I^{er} du même décret est remplacé comme suit :

« CHAPITRE Vbis. – De l'appel à candidatures, de la commission de sélection, de la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection ».

Art. 27. A l'article 61sexies, § 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « 4, 3° et à l'article 5, 1° et 2° » sont remplacés par les termes « 4 § 1^{er}, 3° et 5, § 1^{er}, 1° à 3° et 5° ainsi que 5, § 2, 1° et 2° ».

2° A l'alinéa 2, le terme « Elle » est remplacé par « Il »;

3° Un nouvel alinéa 3 est introduit comme suit :

« A l'exception de la section Iter relative à la lettre de mission, ce chapitre est également applicable aux membres du personnel exerçant une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation, telle que visée à l'article 7, b), 9. et 10. et à l'article 7bis, 2°, a) et b) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 28. L'intitulé de la section I^{re} du chapitre Vbis du même décret est remplacé par : « Section I^{re}. - De l'appel à candidatures ».

Art. 29. Un article 61sexies/1 est inséré dans le même décret comme suit :

« Article 61sexies/1. - Le modèle des appels à candidatures visé aux articles 50bis et 58bis est fixé par le Gouvernement, sur proposition conjointe de la Commission permanente de la promotion et de la sélection de l'enseignement organisé par la Communauté française, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel et de la Commission Paritaire Centrale de l'enseignement libre confessionnel.

Le Gouvernement peut fixer le modèle d'initiative au cas où les Commissions visées à l'alinéa précédent ne lui ont pas adressé de proposition conjointe dans un délai de 30 jours après l'adoption du présent décret. ».

Art. 30. Un article 61sexies/2 est inséré dans le même décret comme suit :

« Article 61sexies/2. – Le pouvoir organisateur qui lance un appel à candidatures précise l'extension des destinataires auxquels l'appel s'adresse soit aux seuls membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur, soit à toute personne répondant aux conditions d'accès à la fonction. ».

Art. 31. Dans le même décret, une nouvelle section Ibis est insérée comme suit :

« Section Ibis : De la commission de sélection ».

Art. 32. Un article 61sexies/3, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 61sexies/3. – § 1^{er}. Le pouvoir organisateur met en place une commission de sélection. Elle est composée du directeur de l'établissement concerné et de membres ou de délégués du pouvoir organisateur auxquels celui-ci peut adjoindre un ou plusieurs membres extérieurs au pouvoir organisateur, disposant d'une expertise en ressources humaines et en matière de sélection du personnel.

La composition de la commission de sélection est communiquée aux Services du Gouvernement selon les modalités qu'ils fixent.

§ 2. La sélection des candidats se fonde sur le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur et annexé à l'appel à candidatures et, plus particulièrement, sur l'évaluation des compétences techniques et comportementales des candidats, assorties d'indicateurs de maîtrise, et leur compatibilité avec le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

La commission de sélection peut opérer un tri des candidatures sur dossier et n'entendre que les candidats retenus suite à cette sélection.

§ 3. Au terme des auditions, la commission de sélection établit un rapport classant les candidats et fournissant toutes informations utiles pour motiver le classement.

Ce rapport est adressé au pouvoir organisateur qui, sur cette base, prend la décision d'engagement.

§ 4. Le pouvoir organisateur communique aux candidats les motifs de son choix eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction, déterminés conformément au présent article.

§ 5. A sa demande, tout candidat recevra communication de la façon dont a été évaluée la correspondance de ses compétences comportementales et techniques avec les critères de sélection définis et pondérés par le profil de fonction. ».

Art. 33. L'ancienne section I^{er} devient la section *Iter* et est réinsérée après l'article 61*sexies*/3 dans le même décret, comme suit :

« Section *Iter*. - De la lettre de mission ».

Art. 34. Dans l'article 61*septies* du même décret, est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, le pouvoir organisateur consulte l'organe local de concertation sociale. ».

Art. 35. A l'article 61*nonies* § 1^{er}, alinéa 2 du même décret, entre les termes « membre du personnel » et « engagé à titre temporaire » sont ajoutés les termes « engagé à titre définitif et le membre du personnel ».

Art. 36. A l'article 61*duodecies* du même décret, les termes « la section I^{er} » sont remplacés par les termes « la section *Iter* ».

Art. 37. A l'article 71*nonies* du même décret, au dernier tiret, les mots « suite à la fin du stage de direction prévu à l'article 33 » sont remplacés par les mots : « suite à l'application des dispositions concernant la fin du stage ou de l'engagement à titre temporaire des directeurs prévues aux articles 10, § 5, alinéa 2, et 131*bis*. ».

TITRE VII. — Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 38. A l'article 20 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les termes « 4^o remettre, lors de la première entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel » sont abrogés.

Art. 39. L'article 29*bis* du décret du 6 juin 1994 précité est remplacé comme suit :

« Article 29*bis*. – § 1^{er}. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être nommé à titre définitif, dans un emploi définitivement vacant, au sein du même pouvoir organisateur ou au sein d'un autre pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'une nomination :

- a) d'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- b) d'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- c) d'une fonction de chef de travaux d'atelier s'il l'a auparavant exercée à titre définitif ou s'il a auparavant exercé à titre définitif une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction.

La nomination à titre définitif visée par l'alinéa précédent a lieu au sein d'un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'une nomination à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion.

Le passage d'un emploi à l'autre conformément au présent paragraphe doit se faire sans interruption. Le membre du personnel doit préalablement démissionner de sa fonction d'origine.

Les modalités de la nomination en vertu du présent paragraphe, sont, pour le surplus, fixées par les commissions paritaires locales.

§ 2. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être nommé à titre définitif, au sein d'un autre pouvoir organisateur, dans un emploi définitivement vacant:

- a) d'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- b) d'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- c) d'une fonction de chef de travaux d'atelier s'il l'a auparavant exercée à titre définitif ou s'il a auparavant exercé à titre définitif une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction.

La nomination à titre définitif visée par l'alinéa précédent a lieu auprès d'un pouvoir organisateur autre que ceux visés au § 1^{er}, si aucun des membres de ce dernier n'est prioritaire.

Le passage d'un emploi à l'autre conformément au présent paragraphe doit se faire sans interruption. Le membre du personnel doit préalablement démissionner de sa fonction d'origine.

Les modalités de la nomination en vertu du présent paragraphe sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale constituée au sein du pouvoir organisateur qui accueille l'agent.

§ 3. Pour l'application des §§ 1^{er} et 2, et sans préjudice de l'article 28, 1^o, la nomination à titre définitif peut avoir lieu quelle que soit la date. Elle ne peut être accordée que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues, selon le cas :

- a) à l'article 30, à l'exception du 8^o, du 9^o en ce qui concerne l'ancienneté de fonction et des 10^o et 11^o;
- b) à l'article 40, alinéa 1^{er}, à l'exception du 4^o;
- c) à l'article 49, alinéa 1^{er}, à l'exception du 4^o;

Pour l'application des points b) et c) de l'alinéa 1^{er}, l'exigence d'avoir réussi la formation relative à une fonction déterminée est d'office réputée remplie si le membre du personnel a été titulaire à titre définitif de cette fonction avant l'exercice de sa fonction actuelle.

Le membre du personnel exerçant la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier ne peut bénéficier de la présente disposition qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe pendant 3 ans. ».

Art. 40. A l'article 39bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er},

a) la phrase « Le pouvoir organisateur qui doit nommer à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de sélection » est remplacée par la phrase « Le pouvoir organisateur qui doit désigner à titre temporaire pour plus de 15 semaines un membre du personnel dans une fonction de sélection »;

b) au 2°, les mots « nomination à titre définitif » sont remplacés par les mots « désignation à titre temporaire ».

2° le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de sélection à pourvoir en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste est à pourvoir.

Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales suivantes :

a) analyser l'information;

b) résoudre des problèmes;

c) travailler en équipe;

d) s'adapter;

e) faire preuve de fiabilité;

f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions de désignation complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir;

2° lance un appel à candidatures selon les formes visées à l'article 52quinquies/1. »;

3° un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Le pouvoir organisateur procède à la désignation après avoir suivi la procédure de sélection décrite à l'article 52quinquies/3. ».

Art. 41. A l'article 40 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les points 1° à 6° de l'alinéa 1^{er} sont remplacés par les points suivants :

« 1° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, calculée selon les modalités fixées à l'article 34

2° avoir exercé cet emploi durant 600 jours, calculés selon les modalités définies à l'article 34;

3° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par une attestation de réussite;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 39bis. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont supprimés;

3° à l'ancien alinéa 4, devenu alinéa 2 :

a) les termes « § 5 » sont supprimés dans la 1^{ère} phrase et au point 3°;

b) la condition 8° est abrogée;

c) au point 10°, les mots « de fréquentation » sont remplacés par les mots « de réussite »;

4° l'ancien alinéa 5, devenu alinéa 3, est modifié comme suit :

a) les termes « des articles 43 ou 44, §§ 1^{er} à 4 » sont remplacés par « de l'article 42 »;

b) les termes « § 5 » sont supprimés;

c) les termes « alinéa 4 » sont remplacés par les termes « alinéa 2 ».

Art. 42. L'article 42 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 42. - § 1^{er}. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions suivantes, au moment de la désignation :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34;

2° être titulaire, avant cette désignation d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 précité;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 39bis.

Pendant cette période le membre du personnel reste, le cas échéant, titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel définitif dans une fonction de sélection qui postule dans un autre emploi de la même fonction est réputé remplir les conditions d'accès à titre temporaire, énumérées aux 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} pour ladite fonction. Pour sa nomination à titre définitif, il sera également réputé remplir les conditions 1° et 3° de l'article 40, alinéa 1^{er}.

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées au § 1^{er}, pour les fonctions de directeur adjoint, de directeur adjoint de l'enseignement secondaire inférieur ou de directeur adjoint de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le pouvoir organisateur peut confier temporairement l'exercice de ladite fonction à un candidat remplissant les conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n'existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1^{er} degré, peuvent se voir confier l'exercice de la fonction de directeur adjoint pour autant qu'ils soient porteurs d'un des titres visés aux articles 105 à 108, point a) ou b), du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 du décret du 2 février 2007 précité;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou organisé par la Communauté française;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 39bis.

Remplit les conditions 1° et 2°, le candidat qui possède un diplôme constitutif à la fois d'un titre pédagogique et d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins.

§ 3. Un pouvoir organisateur qui atteste avoir lancé un appel à candidatures et n'avoir pas reçu de candidature valable après ce 1^{er} appel, peut lancer un second appel à candidatures ne remplissant pas la condition 3° visée au § 2.

Si la personne désignée dans l'une des fonctions visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, n'exerce pas de fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française au moment de son entrée en fonction, elle ne sera désignée que si elle rencontre également les conditions suivantes :

1° jouir des droits civils et politiques;

2° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° être de conduite irréprochable;

4° satisfaire aux lois sur la milice. ».

Art. 43. Un article 42bis est inséré dans le même décret comme suit :

« Article 42bis. - Par dérogation à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, et au § 2, alinéa 1^{er}, 4°, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, la condition de l'appel à candidatures n'est pas exigée. Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27bis sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines.

Cette désignation pour 15 semaines maximum peut être renouvelée pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période de désignation visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, la désignation visée à l'alinéa 1^{er} est prolongée pendant la période entre l'appel à candidatures et la désignation d'un candidat.

Le pouvoir organisateur désigne un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné. ».

Art. 44. Les articles 43 et 44 du même décret sont remplacés par ce qui suit :

« Article 43. - § 1^{er}. Lorsque l'emploi est définitivement vacant, le membre du personnel temporaire est nommé à titre définitif dans la fonction de sélection au terme d'un délai de deux ans s'il remplit les conditions de l'article 40, alinéa 1^{er} ou alinéa 3, ou dès qu'il remplit ces dernières.

Lorsqu'au terme de ce délai de 2 ans, l'emploi est temporairement vacant, le membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 40, alinéa 1^{er} ou alinéa 3, est nommé à titre définitif dès que l'emploi devient vacant.

§ 2. Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application de l'article 42 peut, le cas échéant, être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément à l'article 44bis.

Article 44. - Pour la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation, le pouvoir organisateur peut, dans le cadre de l'application des articles du présent chapitre, mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions de l'article 42, § 1^{er}, avec celle de personnes répondant aux conditions suivantes :

1° jouir des droits civils et politiques;

2° être porteur d'un des titres de capacité suivants :

a) pour la fonction d'éducateur-économe : un titre du niveau supérieur du premier degré au moins à orientation économique, commerciale, comptable ou en gestion;

b) pour la fonction de secrétaire de direction : un titre du niveau supérieur du premier degré au moins à orientation secrétariat, en droit ou en administration. Le Gouvernement arrête la liste des titres de capacité admis dans ce cadre.

3° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° avoir répondu à l'appel à candidatures.

La personne recrutée en vertu de l'alinéa 1^{er} est désignée à titre temporaire dans la fonction d'éducateur-économe ou de secrétaire de direction respectivement auprès du pouvoir organisateur, jusqu'à ce qu'elle remplisse les conditions de l'article 40, alinéa 2, ou le cas échéant de l'article 40, alinéa 1^{er}, et si entre-temps, le pouvoir organisateur ne l'a pas déchargée de cette fonction. ».

Art. 45. A l'article 44ter, sont apportées les modifications suivantes :

1° à alinéa 1^{er}, les termes « , le cas échéant, » sont insérés entre les termes « il réintègre » et « à titre définitif »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de sélection ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction et son affectation d'origine de 15 semaines à dater de la demande du membre du personnel.

Si, au-delà de la période visée à l'alinéa précédent, le poste n'a pas pu être pourvu, la réintégration peut encore être reportée de maximum 15 semaines de commun accord entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel. ».

Art. 46. L'intitulé du chapitre V du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre V. De l'accès à la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier ».

Art. 47. L'article 48bis du même décret est modifié comme suit :

1° au § 1^{er},

a) les mots « Le pouvoir organisateur qui doit nommer à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de promotion » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur qui doit désigner à titre temporaire pour plus de 15 semaines un membre du personnel dans la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier »;

b) au 2°, les termes « nomination à titre définitif » sont remplacés par les termes « désignation à titre temporaire »;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier à pourvoir en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste est à pourvoir.

Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales suivantes :

- a) analyser l'information;
- b) résoudre des problèmes;
- c) travailler en équipe;
- d) s'adapter;
- e) faire preuve de fiabilité;
- f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions de désignation complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir.

2° lance un appel à candidatures selon les formes visées à l'article 52quinquies/1. »;

3° un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Le pouvoir organisateur procède à la désignation après avoir suivi la procédure de sélection décrite à l'article 52quinquies/3. ».

Art. 48. A l'article 49 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les points 1° à 4° de l'alinéa 1^{er} sont remplacés par les points suivants :

« 1° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, calculée conformément à l'article 34;

2° avoir exercé cet emploi durant 600 jours, calculés depuis l'entrée en fonction selon les modalités définies à l'article 34;

3° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par une attestation de réussite;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 48bis. »;

2° le point 5° de l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 49. L'article 50 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 50. - § 1^{er}. Une fonction de promotion de chef de travaux d'atelier peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions suivantes, au moment de la désignation :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel directeur et enseignant, calculée selon les modalités fixées à l'article 34;

2° être titulaire, avant cette désignation d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer, conformément à l'article 102 du décret du 2 février précité, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 précité;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 48bis.

Pendant cette période le membre du personnel reste, le cas échéant, titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel définitif dans une fonction de promotion de chef de travaux d'atelier qui postule dans un autre emploi de la même fonction est réputé remplir les conditions d'accès à titre temporaire, énumérées aux 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} pour ladite fonction. Pour sa nomination à titre définitif, il sera également réputé remplir les conditions 1° et 3° de l'article 49.

Le membre du personnel ne pourra bénéficier du changement d'emploi visé à l'alinéa précédent qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de 3 ans.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, la condition de l'appel à candidatures, n'est pas exigée. Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27bis sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines.

Cette désignation pour 15 semaines maximum peut être renouvelée pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période de désignation visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, la désignation visée à l'alinéa 1^{er} est prolongée pendant la période entre l'appel à candidatures et la désignation d'un candidat.

Il désigne un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné.».

Art. 50. L'article 51 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. - § 1^{er}. Lorsque l'emploi est définitivement vacant, le membre du personnel temporaire est nommé à titre définitif dans la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier au terme d'un délai de deux ans s'il remplit les conditions de l'article 49 ou dès qu'il remplit ces dernières.

Lorsqu'au terme de ce délai de 2 ans, l'emploi est temporairement vacant, le membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 49 est nommé à titre définitif dès que l'emploi devient vacant.

§ 2. Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion de chef de travaux d'atelier en application de l'article 50 peut, le cas échéant, être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément à l'article 52bis. ».

Art. 51. L'article 52 du même décret est abrogé.

Art. 52. A l'article 52ter du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1°, les termes « , le cas échéant, » sont insérés entre les termes « il réintègre » et « à titre définitif » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de promotion ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction et son affectation d'origine de 15 semaines à dater de la demande du membre du personnel.

Si, au-delà de la période visée à l'alinéa précédent, le poste n'a pas pu être pourvu, la réintégration peut encore être reportée de maximum 15 semaines de commun accord entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel. ».

Art. 53. L'intitulé du Chapitre Vbis du même décret est remplacé comme suit :

« CHAPITRE Vbis. - De l'appel à candidatures, de la commission de sélection, de la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection ».

Art. 54. A l'article 52quinquies § 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont introduites :

1° A l'alinéa 1^{er}, les termes « 4, 3° et 5°, 1° et 2° » sont remplacés par les termes « 4 § 1^{er}, 3° et 5, § 1^{er}, 1° à 3° et 5° ainsi que 5, § 2, 1° et 2° » ;

2° A l'alinéa 2, le terme « Elle » est remplacé par « Il » ;

3° Un nouvel alinéa 3 est introduit comme suit :

« A l'exception de la section Iter relative à la lettre de mission, ce chapitre est également applicable aux membres du personnel exerçant une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation, telle que visée à l'article 7, b), 9. et 10. et à l'article 7bis, 2°, a) et b) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 55. L'intitulé de la section I^{re} du chapitre Vbis du même décret est remplacé par : « Section I^{re}. - De l'appel à candidatures ».

Art. 56. Dans l'intitulé de la section 3 du chapitre Vbis du décret du 6 juin 1994 précité, les termes « par les membres du personnel enseignant désignés » sont remplacés par les termes « exercées ».

Art. 57. Un article 52quinquies/1 est inséré dans le même décret comme suit :

« Article 52quinquies/1. - Le modèle des appels à candidats visé aux articles 39bis et 48bis est fixé par le Gouvernement, sur proposition conjointe de la Commission permanente de la promotion et de la sélection de l'enseignement organisé par la Communauté française, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel et de la Commission Paritaire Centrale de l'enseignement libre confessionnel.

Le Gouvernement peut fixer le modèle d'initiative au cas où les Commissions visées à l'alinéa précédent ne lui ont pas adressé de proposition conjointe dans un délai de 30 jours après l'adoption du présent décret. ».

Art. 58. Un article 52quinquies/2 est inséré dans le même décret comme suit :

« Article 52quinquies/2. - Le pouvoir organisateur qui lance un appel à candidatures précise l'extension des destinataires auxquels l'appel s'adresse soit, aux seuls membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur soit, à toute personne répondant aux conditions d'accès à la fonction.».

Art. 59. Dans le même décret, une nouvelle section Ibis est insérée comme suit : « Section Ibis : De la commission de sélection ».

Art. 60. Un article 52quinquies/3, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 52quinquies/3. – § 1^{er}. Le pouvoir organisateur met en place une commission de sélection. Elle est composée du directeur de l'établissement concerné et de membres ou de délégués du pouvoir organisateur auxquels celui-ci peut adjoindre un ou plusieurs membres extérieurs au pouvoir organisateur, disposant d'une expérience en ressources humaines et en matière de sélection du personnel.

La composition de la commission de sélection est communiquée aux Services du Gouvernement selon les modalités qu'ils fixent.

§ 2. La sélection des candidats se fonde sur le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur et annexé à l'appel à candidatures et, plus particulièrement, sur l'évaluation des compétences techniques et comportementales des candidats, assorties d'indicateurs de maîtrise, et leur compatibilité avec le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

La commission de sélection peut opérer un tri des candidatures sur dossier et n'entendre que les candidats retenus suite à cette sélection.

§ 3. Au terme des auditions, la commission de sélection établit un rapport classant les candidats et fournissant toutes informations utiles pour motiver le classement.

Ce rapport est adressé au pouvoir organisateur qui, sur cette base, prend la décision de désignation.

§ 4. A sa demande, tout candidat recevra communication de la façon dont a été évaluée la correspondance de ses compétences comportementales et techniques avec les critères de sélection définis et pondérés par le profil de fonction. ».

Art. 61. L'ancienne section I^{re} devient la section I^{ter} et est réinsérée après l'article 52quinquies/2 dans le même décret, comme suit :

« Section I^{ter}. - De la lettre de mission ».

Art. 62. Dans l'article 52sexies du même décret, est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, le pouvoir organisateur consulte l'organe local de concertation sociale. »

Art. 63. A l'article 52octies § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 6 juin 1994 précité, entre les termes « membre du personnel » et « désigné à titre temporaire » sont ajoutés les termes « nommé à titre définitif et le membre du personnel ».

Art. 64. A l'article 52undecies du même décret, les termes « la section I^{re} » sont remplacés par les termes « la section I^{ter} ».

TITRE VIII. — Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 65. Dans l'article 1^{er} du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. – Le présent décret s'applique aux membres du personnel qui exercent leurs fonctions dans les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale organisés par la Communauté française. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le présent décret ne s'applique pas aux membres du personnel du Service général de l'Inspection créé par le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection. »;

3° les 2° et 3° du § 3 sont supprimés.

Art. 66. Dans l'intitulé du chapitre II du même décret, le mot « enseignant » est supprimé.

Art. 67. Dans l'article 3 du même décret, le mot « enseignant » est supprimé.

Art. 68. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 4.- § 1^{er}. Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel dans l'enseignement secondaire sont les suivantes :

1° directeur de l'enseignement secondaire inférieur;

2° directeur;

3° chef de travaux d'atelier;

4° directeur d'un centre technique et pédagogique;

5° directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée;

6° directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française;

7° administrateur.

§ 2. La fonction de promotion que peuvent exercer les membres du personnel dans l'enseignement de promotion sociale est la fonction de directeur. ».

Art. 69. L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 5.- § 1^{er}. Les fonctions de sélection que peuvent exercer les membres du personnel dans l'enseignement secondaire sont les suivantes :

1° directeur adjoint de l'enseignement secondaire inférieur;

2° directeur adjoint;

3° chef d'atelier;

- 4° chef d'atelier d'un centre technique et pédagogique;
- 5° coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance;
- 6° coordonnateur de centre de technologies avancées;
- 7° secrétaire de direction.

§ 2. Les fonctions de sélection que peuvent exercer les membres du personnel dans l'enseignement de promotion sociale sont les suivantes :

- 1° directeur adjoint;
- 2° chef d'atelier;
- 3° secrétaire de direction. ».

Art. 70. Dans l'article 6 du même décret, aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « ni les 5e et 6e années de l'enseignement secondaire de type 2 » sont supprimés.

Art. 71. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par l'intitulé qui suit :

« CHAPITRE III. - Conditions de nomination ».

Art. 72. L'article 8 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 8. - § 1^{er} Tout membre du personnel peut être nommé dans une fonction de promotion ou de sélection aux conditions suivantes :

- 1° répondre aux conditions reprises aux articles 10, 11, 12, 12bis, 12ter, 12quater et 12quinquies;
- 2° compter une ancienneté de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française de six ans exercée dans l'enseignement de plein exercice ou de 1800 jours de sélection exercés dans l'enseignement de promotion sociale;
- 3° avoir été désigné dans l'emploi en application de la procédure prévue à l'article 28 pendant deux années au moins;
- 4° être titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer.

§ 2. Pour être désigné à titre temporaire dans les fonctions de secrétaire de direction, de chef d'atelier, de chef de travaux d'atelier et de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, le candidat doit également avoir acquis une ancienneté de service de trois ans dans une des fonctions de la catégorie en cause au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les secrétaires de direction désignés sur base d'un des titres de capacité listés à l'annexe du présent décret ne doivent pas avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Si la personne recrutée dans les conditions de l'alinéa précédent n'exerce pas de fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française au moment de son recrutement, elle ne sera désignée que si elle rencontre également les conditions suivantes :

- 1° jouir des droits civils et politiques;
- 2° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 3° être de conduite irréprochable;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice.

Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans la même fonction de promotion ou de sélection en application des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article sont réputés remplir les conditions de désignation prévues au présent paragraphe.

§ 3. Les dispositions du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ne sont pas d'application en ce qui concerne l'accès à la fonction de sélection de chef d'atelier d'un centre technique et pédagogique, et aux fonctions de promotion de directeur d'un centre technique et pédagogique, de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée, de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air ou d'un directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française.

Le présent article n'est pas applicable aux fonctions de promotion de directeur, régies par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

La condition visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, n'est pas requise pour l'accès à la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées. ».

Art. 73. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Article 10. - Pour être nommés à la fonction de sélection de chef d'atelier dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les membres du personnel doivent :

- 1° avoir exercé, à la veille de leur désignation en qualité de chef d'atelier, la fonction de recrutement de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle ou d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance;
- 2° être porteurs d'un des titres de capacité repris en annexe I du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement;
- 3° être porteurs d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

Art. 74. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 11. - Pour être nommés à la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

- 1° avoir exercé, à la veille de leur désignation en qualité de chef de travaux d'atelier, la fonction de recrutement de professeur de cours techniques ou de professeur de pratique professionnelle, de chef d'atelier ou d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance;

2° être porteurs d'un des titres de capacité repris en annexe II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement;

3° être porteurs d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

Art. 75. L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 12. - Pour être nommés à la fonction de sélection de directeur adjoint ou de directeur adjoint dans l'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent être porteurs d'un titre du niveau supérieur du niveau du 1^{er} degré au moins et d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

Art. 76. L'article 12*bis* du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 12*bis*. - Pour être nommés à la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, les membres du personnel doivent :

1° avoir exercé, à la veille de leur désignation en qualité de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance une fonction relevant de la catégorie du personnel directeur et enseignant;

2° être porteurs d'un des titres de capacité repris en annexe I du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur;

4° être porteurs d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

Art. 77. Dans le même décret, il est inséré un article 12*quater* libellé comme suit :

« Article 12*quater*. - Pour être nommés à la fonction de promotion d'administrateur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent être porteurs d'un titre du niveau supérieur du niveau du 1^{er} degré au moins et d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

Art. 78. Dans le même décret, il est inséré un article 12*quinquies* libellé comme suit :

« Article 12*quinquies*. - Pour être nommés à la fonction de sélection de secrétaire de direction dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les membres du personnel doivent soit avoir exercé la fonction d'éducateur, d'éducateur d'internat, d'éducateur-secrétaire à la veille de leur désignation en qualité de secrétaire de direction soit être porteurs d'un des titres de capacité repris à l'annexe du présent décret. ».

Art. 79. Dans l'article 16, alinéa 4, du même décret, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « pouvoir organisateur ».

Art. 80. Dans le même décret, sont abrogés :

1° les mots « Chapitre III*bis*. - Des fonctions donnant accès aux fonctions de sélection et de promotion que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel directeur et auxiliaire d'éducation dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ainsi que de certaines conditions requises pour y être nommés »;

2° les articles 17*bis*, 17*ter*, 17*quater*, 17*quinquies*, 17*sexies* et 17*octies*, insérés par le décret du 9 février 2017 portant diverses mesures dans l'enseignement de promotion sociale.

Art. 81. A l'article 17*septies*, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « à l'article 17*bis* » sont remplacés par les mots « à l'article 8, § 1^{er}, 2°, ».

Art. 82. L'article 17*septies* du même décret est renuméroté article 17*bis*.

Art. 83. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré une section 1*re*, comportant les articles 19, 19*bis*, 19*ter*, 20, 20*bis*, 21, 21*bis*, 21*ter*, 22, 23, 24, 25, 26 et 27, intitulée comme suit :

« Section 1^{re}. - Des brevets permettant d'accéder à certaines fonctions de promotion et de sélection ».

Art. 84. Dans l'article 19*bis*, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Les brevets de proviseur ou sous-directeur, de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, sont délivrés » sont remplacés par les mots « Le brevet de directeur adjoint est délivré ».

Art. 85. Dans l'article 19*ter* du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, le brevet de directeur adjoint est délivré au terme de deux sessions de formation, sanctionnées chacune par une épreuve distincte. ».

Art. 86. Dans l'article 21*bis*, § 2, 10°, du même décret, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « pouvoir organisateur ».

Art. 87. Dans l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « Gouvernement » est à chaque fois remplacé par les mots « pouvoir organisateur »;

2° au paragraphe 3, 1°, les mots « fonctionnaires généraux » sont remplacés par les mots « représentants du pouvoir organisateur »;

3° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement » sont supprimés.

Art. 88. Dans l'article 23 du même décret, le mot « Gouvernement » est à chaque fois remplacé par les mots « pouvoir organisateur ».

Art. 89. L'article 24 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 24. - Sur proposition de la Commission permanente, le pouvoir organisateur peut agréer, notamment, les opérateurs de formation suivants :

- 1° les Universités;
- 2° les Hautes Ecoles;
- 3° les établissements d'enseignement de promotion sociale.

Les formations organisées par les opérateurs de formation visés à l'alinéa 1^{er} sont certifiées par lesdits opérateurs de formation.

Les membres du personnel qui obtiennent les attestations de réussite relatives aux trois ou deux épreuves des sessions respectivement visées aux articles 19, 19^{ter}, 20, 20^{bis}, 21 et 21^{ter} sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction considérée. ».

Art. 90. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré une section II, comportant les articles 27^{bis} et 27^{ter}, intitulée comme suit :

« Section II. – De l'appel à candidatures ».

Art. 91. Dans la section II, insérée par l'article précédent, il est inséré un article 27^{bis} libellé comme suit :

« Article 27^{bis} - Le modèle des appels à candidatures visé à l'article 28 est fixé par le Gouvernement, sur proposition conjointe de la Commission permanente de la promotion et de la sélection de l'enseignement organisé par la Communauté française, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel et de la Commission Paritaire Centrale de l'enseignement libre confessionnel.

Le Gouvernement peut fixer le modèle d'initiative au cas où les Commissions visées à l'alinéa précédent ne lui ont pas adressé de proposition conjointe dans un délai de 30 jours après l'adoption du présent décret. ».

Art. 92. Dans la même section II, il est inséré un article 27^{ter} libellé comme suit :

« Article 27^{ter}. – Le pouvoir organisateur qui lance un appel à candidatures précise l'extension des destinataires auxquels l'appel s'adresse, soit aux seuls membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur, soit à toute personne répondant aux conditions d'accès à la fonction. ».

Art. 93. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré une section III, comportant l'article 28, libellé comme suit :

« Section III. – Des Conditions générales d'accès et de dévolution des emplois de promotion et de sélection ».

Art. 94. L'article 28 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 28. - § 1^{er}. Lorsque le pouvoir organisateur doit procéder à une désignation dans un emploi vacant ou dans un emploi qui n'est pas vacant mais dont le titulaire de la fonction est temporairement absent pour une durée de plus de 15 semaines :

1° il arrête le profil de la fonction à pourvoir en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste est à pourvoir.

Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales attendues suivantes :

- a) analyser l'information;
- b) résoudre des problèmes;
- c) travailler en équipe;
- d) s'adapter;
- e) faire preuve de fiabilité;
- f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions de désignation complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir;

2° il lance un appel à candidatures selon le modèle visé à l'article 31.

Avant d'arrêter le profil de fonction, le pouvoir organisateur :

- a) consulte le directeur de l'établissement et le comité de concertation de base sur le profil de la fonction de promotion ou de sélection à pourvoir;
- b) reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer.

Les candidatures introduites dans le cadre du présent paragraphe sont examinées par la Commission de sélection visée à l'article 28^{decies} du présent décret. Au terme de cet examen, la Commission de sélection transmet au pouvoir organisateur le classement des candidats en indiquant les motifs qui fondent ce classement.

Après transmission du classement établi en application de l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur désigne un des candidats ayant répondu à l'appel dans l'emploi visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour être désigné en application du paragraphe 1^{er}, tout candidat doit avoir répondu à l'appel à candidatures, répondre aux conditions des articles 8, § 1^{er}, 1°, et 8, § 2.

Dans le cas d'un appel à une désignation en tant que directeur adjoint, si le pouvoir organisateur atteste avoir lancé un appel à candidatures et n'avoir pas reçu de candidature valable après ce 1^{er} appel, il peut lancer un second appel auquel pourront répondre les candidats ne comptant pas une ancienneté de service de 3 ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 3. Lorsqu'il doit procéder à une désignation temporaire dans un emploi non vacant pour une durée égale ou inférieure à quinze semaines, le pouvoir organisateur désigne un membre du personnel qui répond aux conditions mentionnées au paragraphe 2 sans faire application de la procédure prévue à l'alinéa 1^{er} de ce même paragraphe.

Cette désignation pour une durée de 15 semaines maximum peut être renouvelée pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période de désignation visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la désignation visée à l'alinéa 1^{er} est prolongée pendant la période entre l'appel à candidatures et la désignation d'un candidat.

Il désigne un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné. ».

§ 4. Le membre du personnel désigné dans un emploi de promotion en application du § 1^{er}, est nommé dans cet emploi le 1^{er} janvier si celui-ci est vacant, sous réserve que l'emploi ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent et à condition que le candidat remplisse toutes les conditions reprises à l'article 8.

Le membre du personnel désigné dans un emploi de sélection en application du § 1^{er}, est nommé dans cet emploi le 1^{er} janvier si celui-ci est vacant, sous réserve que l'emploi qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois de janvier précédent ou, pour l'enseignement de promotion sociale, au mois de février précédent et à condition que le candidat remplisse toutes les conditions reprises à l'article 8.

§ 5. Conformément aux articles 78 et 92 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il peut être mis fin à la désignation d'un membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection ou de promotion en application du présent article.

§ 6. Le présent article n'est pas applicable aux fonctions de promotion de directeur, régies par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Art. 95. Dans l'article 28bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° « au paragraphe 1^{er}, les termes « à l'article 5, 1° et 2° » sont remplacés par les termes « aux articles 5, § 1^{er}, 1° à 3° et 5° ainsi que 5, § 2, 1° et 2° ».

2° au paragraphe 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « pouvoir organisateur ».

Art. 96. L'article 28ter du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, le pouvoir organisateur consulte l'organe local de concertation sociale. ».

Art. 97. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IVter intitulé comme suit :

« CHAPITRE IVter. - Des Commissions de sélection ».

Art. 98. Dans chapitre IVter, inséré par l'article précédent, il est inséré un article 28decies libellé comme suit :

« Article 28decies. - § 1^{er}. Le pouvoir organisateur crée une ou plusieurs commissions de sélection. Ces commissions sont composées du directeur de l'établissement concerné et de membres ou de délégués du pouvoir organisateur auxquels celui-ci peut adjoindre un ou plusieurs membres extérieurs au pouvoir organisateur, disposant d'une expérience en ressources humaines et en matière de sélection du personnel.

§ 2. La sélection des candidats se fonde sur le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur conformément à l'article 28 et annexé à l'appel à candidatures et, plus particulièrement, sur l'évaluation des compétences techniques et comportementales attendues des candidats, assorties d'indicateurs de maîtrise, et leur compatibilité avec le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

La commission de sélection peut opérer un tri des candidatures sur dossier et n'entendre que les candidats retenus suite à cette sélection.

Au terme des auditions, celle-ci établit un rapport classant les candidats et fournissant toutes informations utiles pour motiver le classement.

Ce rapport est adressé au pouvoir organisateur qui, sur cette base, prend la décision d'admission au stage.

A la demande de tout candidat, le pouvoir organisateur lui communique les informations relatives à l'évaluation de ses compétences techniques et comportementales et à la compatibilité de ces compétences avec les critères de sélection définis et pondérés par le profil de fonction. ».

Art. 99. Dans les articles 22, 34, 40 et 44 du même décret, les mots « l'enseignement de la Communauté française » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 100. Dans le même décret, il est inséré une annexe rédigée comme suit :

« Annexe au décret de la Communauté française du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection
Liste des titres de capacités permettant d'être nommé dans la fonction de secrétaire de direction».

1) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITAIRE	
1 ^{ER} CYCLE	2 ^E CYCLE
- CANDIDAT/BACHELIER EN DROIT	- LICENCIE/MASTER EN DROIT
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES POLITIQUES	- LICENCIE/MASTER EN SCIENCES POLITIQUES
	- LICENCIE/MASTER EN SCIENCES DU TRAVAIL
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION	- LICENCIE/MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
- CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR DE GESTION	- INGENIEUR DE GESTION

	- MASTER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
2) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE DE PLEIN EXERCICE DE TYPE COURT	
- GRADUE/BACHELIER EN DROIT	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT DE DIRECTION	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT-LANGUES	
- GRADUE/BACHELIER EN RELATIONS PUBLIQUES	
- GRADUE/BACHELIER EN SCIENCES ADMINISTRATIVES ET GESTION PUBLIQUE	
- GRADUE/BACHELIER EN ADMINISTRATION ET GESTION DU PERSONNEL	
- GRADUE/BACHELIER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	
3) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE DE PLEIN EXERCICE DE TYPE LONG	
1 ^{ER} CYCLE	2 ^E CYCLE
- CANDIDAT EN SCIENCES ADMINISTRATIVES	- LICENCIE EN SCIENCES ADMINISTRATIVES
- BACHELIER EN GESTION PUBLIQUE	- MASTER EN GESTION PUBLIQUE
4) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE PROMOTION SOCIALE DE TYPE COURT DE REGIME 1	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT-LANGUES	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT DE DIRECTION	
- GRADUE/BACHELIER EN DROIT	
- GRADUE/BACHELIER EN RELATIONS PUBLIQUES	
- GRADUE/BACHELIER EN SCIENCES COMMERCIALES ET ADMINISTRATIVES	
- GRADUE/BACHELIER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	

».

Art. 101. Les articles 9, 13, 14, 15 et 18 du même décret sont abrogés.

TITRE IX. — Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

CHAPITRE 1^{ER}. — *Modification de l'intitulé du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 102. L'intitulé du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est remplacé par ce qui suit :

« Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ».

CHAPITRE II. — *Modifications du titre I^{er} « Dispositions générales » du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement*

Art. 103. A l'article 2, § 1^{er}, du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° «directeur» : le membre du personnel titulaire, à quelque titre que ce soit, de la fonction de promotion de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale, de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de directeur, de directeur d'établissement de promotion sociale telles qu'énumérées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, 1° et 2°, et § 2, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, ou de directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tel que prévu à l'article 50, 2°, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française. »;

2° sont insérés des points 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° plan de pilotage : le dispositif visé à l'article 67, § 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

6° : fédérations de pouvoirs organisateurs : les organes de représentation et de coordination visés à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement »;

3° le § 1^{er} est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le terme « élève » utilisé dans le présent décret doit s'entendre comme « étudiant » pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale. ».

CHAPITRE III. — *Modifications du titre II « Dispositions communes aux directeurs de tous les réseaux » du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement*

Art. 104. § 1^{er}. L'intitulé du Chapitre I^{er} du Titre II du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre I^{er}. Du profil de fonction des directeurs ».

§ 2. La section I^{re} du Chapitre I^{er} du Titre II du même décret est remplacée par ce qui suit :

« Section I^{re}. – Des responsabilités du directeur

Article 3. - Le directeur a une compétence générale de pilotage et d'organisation de l'établissement.

Il assume les responsabilités que son pouvoir organisateur lui confie selon le cadre fixé par la lettre de mission visée au chapitre III du présent titre.

Article 4. - Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le directeur d'une école maternelle, primaire ou fondamentale annexée, assume ses responsabilités sans préjudice des responsabilités confiées au directeur de l'établissement auquel son école est annexée. ».

§ 3. La section II du Chapitre I^{er} du Titre II du même décret est remplacée par ce qui suit :

« Section II. - Du profil de fonction

Article 5. - § 1^{er}. Le Gouvernement arrête un profil de fonction-type du directeur d'école et le met à la disposition des pouvoirs organisateurs qui peuvent l'utiliser en vue de construire le profil de fonction visé au § 2.

Le profil de fonction-type comprend un référentiel de responsabilités et une liste des compétences comportementales et techniques attendues.

Les responsabilités décrites dans le profil de fonction-type sont structurées en sept catégories :

- 1° production de sens;
- 2° pilotage stratégique et opérationnel global de l'école;
- 3° pilotage des actions et des projets pédagogiques;
- 4° gestion des ressources et des relations humaines;
- 5° communication interne et externe;
- 6° gestion administrative, financière et matérielle de l'établissement.;
- 7° planification et gestion active de son propre développement professionnel.

Les compétences comportementales et techniques attendues sont assorties d'indicateurs de maîtrise.

§ 2. En vue de tout appel à candidatures à une fonction de directeur visée au chapitre V, le pouvoir organisateur établit un profil de fonction, qu'il joint à tout appel à candidatures à une fonction de directeur.

Le profil de fonction définit :

- 1° les responsabilités principales du directeur;
- 2° les compétences comportementales et techniques nécessaires à leur exercice.

Les compétences comportementales et techniques visées à l'alinéa précédent sont assorties d'indicateurs de maîtrise.

Le pouvoir organisateur construit le profil de fonction, d'une part, à partir du profil de fonction-type visé au § 1^{er} et, d'autre part, en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste de directeur est à pourvoir.

Le profil de fonction reprend les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions de recrutement complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir.

§ 3. Dans le profil de fonction visé au paragraphe précédent, les responsabilités du directeur sont structurées en sept catégories, conformément au profil de fonction-type.

§ 4. Dans les catégories visées au paragraphe précédent, pour que la Communauté française soit assurée que toutes les écoles reprennent dans le profil de fonction qu'elles établissent, les responsabilités essentielles d'un directeur, le profil de fonction reprend, a minima, les responsabilités suivantes :

- 1° production de sens :

le directeur explique régulièrement aux acteurs de l'école quelles sont les valeurs sur lesquelles se fonde l'action pédagogique et éducative, développée au service des élèves, dans le cadre du projet du pouvoir organisateur et donne ainsi du sens à l'action collective et aux actions individuelles, en référence à ces valeurs ainsi qu'aux missions prioritaires et particulières du système éducatif de la Communauté française et aux finalités de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

- 2° pilotage stratégique et opérationnel global de l'école :

a) dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, le directeur est le garant des projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur, définis dans le respect des finalités et des missions prioritaires et particulières du système éducatif de la Communauté française; dans l'enseignement de promotion sociale, le directeur est le garant du projet pédagogique du pouvoir organisateur définis dans le respect des finalités de cet enseignement; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le directeur est le garant des projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur et du projet pédagogique et artistique de l'établissement, définis dans le respect des finalités de cet enseignement;

b) dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, en tant que leader pédagogique et éducatif, le directeur pilote la co-construction du projet d'établissement et du plan de pilotage de l'école, en menant à bien le processus de contractualisation y afférent ainsi que la mise en œuvre collective du contrat d'objectifs (ou le cas échéant, le protocole de collaboration);

3° pilotage des actions et des projets pédagogiques :

- a) le directeur garantit le soutien et l'accompagnement du parcours scolaire de chacun des élèves et leur orientation positive;
- b) le directeur favorise un leadership pédagogique partagé;
- c) le directeur assure le pilotage pédagogique de l'établissement;

4° gestion des ressources et des relations humaines :

- a) le directeur organise les services de l'ensemble des membres du personnel, coordonne leur travail, fixe les objectifs dans le cadre de leurs compétences et des textes qui régissent leur fonction. Il assume, en particulier, la responsabilité pédagogique et administrative de décider des horaires et attributions des membres du personnel;
- b) dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, le directeur développe avec l'équipe éducative une dynamique collective et soutient le travail collaboratif dans une visée de partage de pratiques et d'organisation apprenante; dans l'enseignement de promotion sociale, le directeur soutient le travail en équipe dans une visée de partage de pratiques et d'organisation apprenante;
- c) le directeur collabore avec le pouvoir organisateur pour construire, une équipe éducative et enseignante centrée sur l'élève, son développement et ses apprentissages;
- d) le directeur soutient le développement professionnel des membres du personnel;
- e) le directeur accompagne les équipes éducatives dans les innovations qu'elles mettent en œuvre et le changement;
- f) le directeur veille à l'accueil et à l'intégration des nouveaux membres du personnel ainsi qu'à l'accompagnement des personnels en difficulté;
- g) le directeur veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes locaux de concertation sociale légaux et conventionnels;
- h) le directeur est le représentant du pouvoir organisateur auprès des Services du Gouvernement;
- i) le directeur peut nouer des contacts avec le monde économique et socioculturel local de même qu'avec des organismes de protection de la jeunesse, d'aide à l'enfance et d'aide à la jeunesse;

5° communication interne et externe :

le directeur recueille et fait circuler de l'information en la formulant de manière adaptée et au moyen des dispositifs adéquats à l'attention, respectivement, du Pouvoir organisateur, des membres du personnel, des élèves, et, s'il échet, des parents et des agents du Centre psycho-médico-social, ainsi que, en tant qu'interface, avec les partenaires et interlocuteurs extérieurs;

6° gestion administrative, financière et matérielle de l'établissement :

- a) le directeur veille au respect des dispositions légales et réglementaires;
- b) le directeur assure la gestion du budget pour lequel il a reçu délégation, en vue de parvenir à un fonctionnement optimal de l'école et à la réalisation de ses objectifs;

7° planification et gestion active de son propre développement professionnel :

- a) le directeur s'enrichit continûment de nouvelles idées, compétences et connaissances;
- b) le directeur a des entretiens de fonctionnement réguliers avec le pouvoir organisateur ou les délégués de celui-ci, en référence à sa lettre de mission et à son auto-évaluation.

§ 5. Pour que la Communauté française soit assurée que toutes les écoles reprennent dans le profil de fonction qu'elles établissent, les compétences essentielles d'un directeur, le profil de fonction reprend, a minima, les compétences comportementales et les compétences techniques attendues suivantes :

1° compétences comportementales :

- a) être cohérent dans ses principes, ses valeurs et son comportement, avoir le sens de l'intérêt général et respecter la dignité de la fonction;
- b) être capable de fédérer des équipes autour de projets communs et de gérer des projets collectifs;
- c) être capable d'accompagner le changement;
- d) être capable de prendre des décisions et de s'y tenir après avoir instruit la question à trancher et/ou au terme d'un processus participatif;
- e) avoir une capacité d'observation objective et d'analyse du fonctionnement de son école en vue, le cas échéant, de dégager des pistes d'action alternatives;
- f) avoir le sens de l'écoute et de la communication; être capable de manifester de l'empathie, de l'enthousiasme et de la reconnaissance;

2° compétences techniques :

- a) avoir la capacité de lire et comprendre un texte juridique;
- b) disposer de compétences pédagogiques et montrer un intérêt pour la recherche en éducation adaptée au niveau d'enseignement concerné;
- c) dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, disposer de compétences artistiques;
- d) être capable de gérer des réunions;
- e) être capable de gérer des conflits;
- f) être capable de piloter l'implémentation du numérique dans les dispositifs d'enseignement et de gouvernance dans le cadre du développement de l'environnement numérique de son établissement et de l'enseignement en Communauté française ainsi que pouvoir utiliser les outils informatiques de base.

§ 6. Le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur est utilisé :

1° au moment du recrutement d'un directeur : il documente les candidats sur les attentes du pouvoir organisateur et du système éducatif; il sert de référence pour fonder le choix d'un des candidats par le pouvoir organisateur;

2° au moment de la prise de fonction du directeur et avant la définition concertée de sa lettre de mission; il fait l'objet d'un échange approfondi entre pouvoir organisateur et directeur, de telle sorte que chaque partie ait une claire connaissance de ce que chacune attend de l'autre; à cette fin, le pouvoir organisateur et le directeur s'accordent sur la compréhension des indicateurs de maîtrise des compétences requises ainsi que sur les indicateurs de réalisation ou de résultats qui permettront d'objectiver l'exercice des responsabilités. »

§ 7. Dans le Chapitre I^{er} du Titre II du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° la section III est abrogée;

2° la section IV est renumérotée « section III »;

3° l'article 11bis de la section III, anciennement section IV, est renuméroté article 6;

4° à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, anciennement article 11bis, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « à l'article 30, § 2, alinéa 2° » sont remplacés par les mots « à l'article 26, § 2, alinéa 3 »;

5° à l'article 6, § 3, alinéa 3, anciennement article 11bis, § 3, alinéa 3, du même décret, les mots « à l'article 30, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 26, § 2, alinéa 3, ».

Art. 105. Le chapitre II du titre II du même décret est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE II. - De la formation initiale des directeurs

Section I^{re}. — Des objectifs de la formation initiale des directeurs

Article 7. - La formation initiale du directeur a pour objectifs de permettre au directeur :

1° de prendre conscience de la réalité du métier de directeur et de s'y préparer;

2° d'appréhender les rôles d'un directeur dans ses différents aspects (relationnel, pédagogique, administratif, matériel, financier, organisationnel) en vue de préciser le cadre global de la fonction;

3° d'acquérir des connaissances, notamment conceptuelles et légales en lien avec le système éducatif, ainsi que des outils d'analyse;

4° de développer les compétences de base, notamment en matière de gestion des ressources humaines, nécessaires à l'exercice des responsabilités décrites par les profils de fonction visés à la section II du chapitre I^{er};

5° de travailler le changement de posture professionnelle et la capacité de prendre du recul par rapport à sa pratique.

Section II. — De l'organisation et de la certification de la formation initiale des directeurs

Sous-section I^{re}. — Dispositions générales

Article 8. - § 1^{er}. La formation initiale des directeurs comprend deux volets :

1° un volet « inter-réseaux », commun à l'ensemble des réseaux;

2° un volet « réseau », propre à chaque réseau.

§ 2. Au long de leur formation initiale, les directeurs sont invités à constituer un dossier de développement professionnel (« portfolio »).

Le « portfolio » est un outil formatif facilitant le soutien aux apprentissages et le développement d'une analyse réflexive. Les directeurs peuvent y consigner les traces qu'ils jugent utiles et pertinentes au sujet du cheminement de leur développement professionnel.

Article 9. - Les pouvoirs organisateurs qui ne sont pas affiliés à une fédération de pouvoirs organisateurs sont, pour ce qui les concerne, responsables de l'organisation du volet « réseau ».

Ils peuvent établir avec une fédération de pouvoirs organisateurs ou le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française une convention lui confiant l'organisation de tout ou partie de ce volet.

Article 10. - § 1^{er}. La formation « inter-réseaux » visée à l'article 8, 1°, se centre sur :

1° les enjeux et orientations du système éducatif et notamment sur les valeurs, les finalités, les objectifs et missions prioritaires du système éducatif, en vue de développer chez les directeurs une vision pédagogique et une capacité de pilotage de leur école en cohérence avec ceux-ci;

2° les responsabilités et compétences communes à tous les directeurs tels que développées dans le profil de fonction-type visé à l'article 5, § 1^{er}.

§ 2. La formation « inter-réseaux », qui comporte en tout nonante heures, est structurée en deux axes : l'axe « administratif » (12 heures) et l'axe « pilotage » (78 heures).

§ 3. L'axe « administratif » est développé dans un module visant à :

1° acquérir les éléments de base pour appréhender le cadre légal et réglementaire, la hiérarchie des normes et les principes généraux de droit;

2° appréhender les principales bases légales pertinentes du niveau concerné;

3° s'initier à une démarche de recherche dans les bases légales et réglementaires pour pouvoir résoudre des cas pratiques simples et actualiser et approfondir ses connaissances sur une problématique donnée.

Ce module doit être suivi préalablement à la première partie du module « vision pédagogique et pilotage » visé au § 4, alinéa 2, 1°, a) de la formation « inter-réseaux » et au module « administratif, matériel et financier » de la formation « réseau ».

Il doit avoir été suivi avant la fin de la 1^{ère} année de stage.

§ 4. L'axe « pilotage » vise à développer :

1° une vision pédagogique en lien avec les orientations du système éducatif, à partir de laquelle le directeur exercera le leadership pédagogique qui lui revient et organisera le pilotage de son école;

2° des compétences et aptitudes relationnelles, interpersonnelles et groupales, notamment, en organisation scolaire, en vue d'atteindre les objectifs et missions prioritaires du système éducatif.

Cet axe est développé dans deux modules comptant chacun 39 heures :

1° le module « vision pédagogique et pilotage », qui est scindé lui-même en deux parties :

a) une première partie de 18 heures est centrée principalement sur le développement d'une vision pédagogique; cette partie est suivie par les directeurs de préférence avant leur entrée en fonction et, en tout cas, avant la fin de la 1^{re} année de stage;

b) une seconde partie de 21 heures, qui ne peut être suivie avant la première, centrée principalement sur le pilotage.

2° le module « développement des compétences et aptitudes relationnelles, interpersonnelles et groupales et construction de l'identité professionnelle » est structuré par trois fils conducteurs :

- a) la prise de conscience et l'analyse du changement de posture en lien avec l'identité professionnelle de la fonction de directeur;
- b) le leadership en milieu scolaire;
- c) l'auto-évaluation de ses modes de fonctionnement dans les relations professionnelles.

Le module visé au point 2° de l'alinéa précédent est scindé en deux parties :

- a) une première partie de 30 heures est centrée sur trois thèmes;
 - 1° la gestion des ressources et relations humaines dans le cadre d'une organisation scolaire;
 - 2° la communication en organisation scolaire;
 - 3° la prévention et gestion des conflits en organisation;
- b) une seconde partie de 9 heures, permet aux directeurs d'approfondir un des trois thèmes de la première partie, en fonction d'une auto-évaluation réalisée à l'issue de la première partie des comportements qu'ils ont à développer prioritairement.

La première partie visée au point a) de l'alinéa précédent est suivie par les directeurs de préférence avant leur entrée en fonction et en tout cas avant la fin de la 1^{re} année de stage.

§ 5. Les directeurs temporaires désignés ou engagés pour une durée initiale au moins égale à un an sont également tenus de suivre les formations visées aux §§ 3 et 4, alinéa 2, 1°, a), et alinéa 3, a).

Le pouvoir organisateur met fin d'office aux fonctions du directeur temporaire visé à l'alinéa précédent qui n'a pas suivi ces formations.

Article 11. - § 1^{er}. La formation « réseau » visée à l'article 8, § 1^{er}, 2°, se centre sur :

- 1° les enjeux et orientations propres au réseau, notamment son projet éducatif et pédagogique ou pédagogique et artistique et ses modèles organisationnels;
- 2° les dispositions spécifiques en matière juridique et administrative ainsi qu'en matière de gestion matérielle et financière;
- 3° l'accompagnement de l'insertion professionnelle des directeurs.

§ 2. La formation « réseau » comporte nonante heures et est composée :

- 1° d'une formation de base de 60 heures structurée en deux modules (un module « administratif, matériel et financier » et un module « éducatif et pédagogique »);
- 2° d'une formation/accompagnement d'intégration au moment de l'insertion professionnelle.

§ 3. Le module « administratif, matériel et financier » (30 heures) vise l'étude et l'application des dispositions légales et réglementaires spécifiques à chaque réseau, notamment le statut des membres du personnel, le règlement de travail, les organes locaux de concertation sociale, ainsi que la gestion des infrastructures de l'école et des ressources financières, dans la limite des responsabilités exercées en la matière par les directeurs selon leur réseau.

Le module « éducatif et pédagogique » (30 heures) vise à développer des connaissances et des compétences notamment en matière de :

- a) exercice du leadership pédagogique;
- b) gestion du projet éducatif et pédagogique;
- c) co-construction de la culture d'école;
- d) co-construction et mise en œuvre du projet d'établissement;
- e) projet pédagogique et artistique dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- f) co-construction et mise en œuvre du plan de pilotage/suivi du contrat d'objectifs dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire;
- g) programmes et outils pédagogiques du réseau.

§ 4. La formation/accompagnement d'intégration au moment de l'insertion professionnelle (30 heures) a pour finalité d'accompagner les directeurs lors de leur entrée en fonction et de les aider à transférer dans leur quotidien les acquis des modules de formation « inter-réseaux » et « réseau ».

La formation/accompagnement d'intégration favorise le développement de l'identité professionnelle du directeur par la clarification de son rôle, l'analyse de ses forces et des améliorations à apporter et l'identification de ses besoins en matière de développement professionnel.

Elle développe l'analyse réflexive, notamment à partir de situations du quotidien ou d'incidents critiques rapportés par le directeur. Elle peut soutenir le directeur dans différents domaines qui lui posent question : par exemple, la mobilisation de l'équipe éducative, la gestion de son temps, la priorisation de ses actions ou l'application concrète des dispositions légales et réglementaires.

Elle peut prendre la forme de séances d'intervision avec d'autres directeurs.

Dans le cadre de la formation/accompagnement, le directeur procède à une auto-évaluation personnalisée qui mette en évidence les forces et les points à améliorer au terme de la formation. Le directeur qui le souhaite peut mobiliser cette évaluation personnalisée dans le cadre de l'évaluation de son fonctionnement avec le pouvoir organisateur. Le pouvoir organisateur ne peut y accéder, en tout ou en partie, que si le directeur la lui communique.

La formation/accompagnement d'intégration est aussi l'occasion d'une évaluation formative préparatoire à l'évaluation de fin de stage.

La formation/accompagnement d'intégration est prise en charge par des formateurs/accompagnateurs sans lien hiérarchie avec les directeurs concernés. Elle se déploie sur les trois années suivant l'entrée en fonction du directeur. Elle est obligatoire.

Article 12. - Sur la base d'une proposition formulée par l'Institut de la formation en cours de carrière, le Gouvernement détermine un plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs, qui fixe, notamment, les objectifs et le contenu des différents modules visés à l'article 10, §§ 3 et 4, ainsi que les compétences à développer.

Le plan de formation peut être décliné par niveau ou par type d'enseignement.

Article 13. - Le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, chaque fédération de pouvoirs organisateurs ou chaque pouvoir organisateur non affilié déterminent chacun un plan de formation relatif au volet « réseaux » de la formation initiale des directeurs, qui fixe notamment :

- a) les objectifs et le contenu des deux modules visés à l'article 11, § 3, ainsi que les compétences à développer;
- b) un descriptif du dispositif de formation/accompagnement d'intégration au moment de l'insertion professionnelle visé à l'article 11, § 4, des objectifs spécifiques poursuivis, de la méthodologie proposée et des moyens humains mobilisés.

Le plan de formation peut être décliné par niveau ou par type d'enseignement.

Chaque plan de formation est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Article 14. - La formation initiale de directeur est gratuite. Sauf nécessité liée à leur contenu, les modules de formation « inter-réseaux » et les modules de la formation « réseau » visés à l'article 11, § 3, sont organisés en dehors des périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires. Les membres du personnel qui suivent une formation sont considérés comme en activité de service.

Article 15. - § 1^{er}. Les modules de formation visés aux articles 10, §§ 3 et 4, et 11, § 3, se clôturent par une épreuve sanctionnée par une attestation de réussite.

Tous les candidats qui ont suivi un module de formation reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la durée du module sont admis à présenter l'épreuve qui le sanctionne. Pour chaque épreuve, les candidats sont soit admis, soit refusés. Aucun classement n'est établi.

L'Institut de la Formation en cours de carrière délivre aux directeurs qui la lui demandent une attestation de suivi pour l'ensemble des formations visées à l'article 10, § 3, et à l'article 10, § 4, alinéa 2, 1^o, a), et alinéa 3, a).

La formation/accompagnement visée à l'article 11, § 4, n'est pas certifiée mais est sanctionnée par une attestation de suivi délivrée par le réseau ou le pouvoir organisateur qui l'a assurée.

§ 2. Les attestations de réussite ou de suivi visées au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 4, ont une durée de validité de six ans commençant à courir le lendemain de la date de délivrance de la dernière attestation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la durée de validité des attestations d'un membre du personnel est suspendue pendant les périodes où il exerce la fonction de directeur.

Pour prolonger de six ans la durée de validité de leurs attestations de réussite, les membres du personnel titulaires des cinq attestations de réussite visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont tenus de suivre à nouveau les cinq modules de la formation initiale des directeurs; ils sont dispensés des épreuves certificatives; une attestation de fréquentation leur est délivrée aux conditions visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2. Ces attestations prolongent d'office pour une nouvelle durée de six ans la validité des attestations de réussite obtenues antérieurement. Le nouveau délai de validité débute le lendemain de la date de délivrance de la dernière attestation.

Le Gouvernement peut arrêter des dispositions permettant aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent de valider les acquis de leur expérience professionnelle et personnelle et les formations qu'ils ont suivies, de sorte qu'ils puissent être dispensés de suivre, à nouveau, tout ou partie de la formation initiale des directeurs.

§ 3. Les directeurs définitifs désignés ou engagés dans un autre emploi de directeur sont réputés répondre à la condition visée aux articles 36bis, alinéa 1^{er}, 2^o, 58, 1^o, et 81, 1^o.

Article 16. - § 1^{er}. Nul ne peut s'inscrire à l'un des modules de la formation si, à la date de l'introduction de sa demande de participation, il n'est pas titulaire d'un des titres de capacité visés :

- 1^o à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o et 2^o, pour l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 2^o à l'article 57, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- 3^o à l'article 80, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, pour l'enseignement libre subventionné.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la personne qui a été déclarée éligible comme candidat à la fonction de directeur par la commission visée à l'article 29 peut s'inscrire à l'un des modules de formation.

§ 2. Les opérateurs de formation accordent une priorité à l'inscription aux directeurs en fonction ou dont l'entrée en fonction se fera dans les six mois.

Sous-section II. — De l'organisation et de la certification

Article 17. - § 1^{er}. La formation « inter-réseaux » est organisée et certifiée, sur la base du plan de formation visé à l'article 12, par :

- 1^o les Universités;
- 2^o les Hautes Écoles;
- 3^o les Établissements d'enseignement de promotion sociale organisant de l'enseignement supérieur;
- 4^o l'Institut de la formation en cours de carrière.

§ 2. Un membre du personnel d'une institution universitaire, d'une Haute École ou d'un établissement d'enseignement de promotion sociale ne peut suivre de volet de formation au sein de celle-ci/celui-ci, sauf dérogation accordée par le Gouvernement à la suite d'une demande motivée du membre du personnel concerné. A défaut de réponse dans les trois mois suivant la réception de la demande, la dérogation est présumée accordée.

Article 18. - § 1^{er}. La formation « réseau » et les épreuves qui sanctionnent les modules de formation sont organisés sur la base du plan de formation visé à l'article 13 :

- a) par le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française pour les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française;
- b) par les fédérations de pouvoirs organisateurs ou par chaque pouvoir organisateur non affilié à une de ces fédérations pour les membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Chaque fédération de pouvoirs organisateurs peut déléguer sa compétence d'organisation et de certification de la formation visée au présent paragraphe à un ou plusieurs pouvoirs organisateurs affiliés auprès de lui. Dans ce cas, le ou les pouvoirs organisateurs concernés assument les obligations des fédérations de pouvoirs organisateurs, telles que décrites aux articles suivants.

§ 2. Pour l'organisation de la formation « réseau », le Gouvernement peut agréer notamment les opérateurs de formation suivants :

- 1° les Universités;
- 2° les Hautes Écoles;
- 3° les Écoles et Instituts supérieurs pédagogiques;
- 4° les Établissements d'enseignement de promotion sociale organisant de l'enseignement supérieur;
- 5° les Centres de formation des réseaux.

§ 3. Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles doivent en outre répondre les opérateurs de formation visés au § 2, point 5, afin de vérifier leur capacité à dispenser des formations. Ces conditions auront notamment trait à l'expérience de l'opérateur, aux formations qu'il a déjà dispensées, aux garanties professionnelles et financières qu'il présente.

§ 4. Un membre du personnel d'une institution universitaire, d'une Haute École ou d'un établissement d'enseignement de promotion sociale ne peut suivre de volet de formation au sein de celle-ci/celui-ci, sauf dérogation accordée par le Gouvernement à la suite d'une demande motivée du membre du personnel concerné. A défaut de réponse dans les trois mois suivant la réception de la demande, la dérogation est présumée accordée.

Article 19. - Les épreuves de certification des modules de formation sont organisées au moins une fois tous les deux ans.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les épreuves de certification des formations visées à l'article 10, § 3, et à l'article 10, § 4, alinéa 2, 1°, a), et alinéa 3, a), sont organisées au moins une fois par an.

Article 20. - Sur proposition conjointe de l'Institut de la Formation en cours de carrière, du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française et des fédérations de pouvoirs organisateurs, le Gouvernement peut fixer pour les opérateurs de formation la forme des épreuves à organiser pour chaque module de formation ainsi que les critères d'évaluation.

Article 21. - § 1^{er}. Pour tenir compte du portefeuille de compétences des candidats, les organes certificateurs visés à l'article 17, § 1^{er}, peuvent les dispenser du suivi d'un ou de plusieurs module(s) du volet « inter-réseaux » et des épreuves y relatives :

- 1° soit s'ils sont titulaires d'un autre brevet relatif à une fonction de sélection ou de promotion;
- 2° soit s'ils fournissent la preuve qu'ils ont suivi et, le cas échéant, réussi des formations équivalentes.

§ 2. Les opérateurs de formations visés à l'article 18, § 1^{er}, peuvent, selon les conditions fixées au § 1^{er}, dispenser les candidats du suivi d'un ou plusieurs module(s) du volet « réseau » et des épreuves y relatives.

Article 22. - Les voies de recours habituellement applicables au sein des Universités, Hautes Écoles et Établissements d'enseignement de promotion sociale sont d'application pour ce qui concerne les décisions prises par ces établissements dans le cadre de la certification des formations qu'ils dispensent en vertu de la présente sous-section. Le cas échéant, les modalités d'application de ces voies de recours sont adaptées par les établissements aux spécificités du présent décret.

Article 23. - Les Services du Gouvernement sont chargés du contrôle, selon les modalités fixées par le Gouvernement, de la mise en œuvre, dans le respect des dispositions du présent chapitre, des plans de formations visés aux articles 17 et 18.

Article 24. - L'Institut de la formation en cours de carrière, les autres organes certificateurs visés à l'article 17, § 1^{er}, le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, chaque fédération de pouvoirs organisateurs et chaque pouvoir organisateur non affilié à une de ces fédérations remettent, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur l'application des dispositions organisant les formations et les épreuves qui les sanctionnent conformément au présent chapitre, chacun pour ce qui le concerne.

Article 25. - Tous les trois ans au moins, l'Institut de la formation en cours de carrière, la Commission permanente visée à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999, le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, chaque fédération de pouvoirs organisateurs et chaque pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes, chacun pour ce qui le concerne, transmet à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, un rapport d'évaluation sur l'organisation et la certification de la formation initiale des directeurs, conformément au présent chapitre.

Le Gouvernement peut fixer un modèle commun de rapport d'évaluation. Il peut créer un organe chargé de lui proposer ce modèle commun et de préparer, avec les organismes visés à l'alinéa précédent, un rapport global à l'attention de la Commission de pilotage.

La Commission de pilotage peut, dans son rapport annuel, remettre des avis ou formuler des propositions au Gouvernement au sujet de la cohérence de l'organisation et de la certification de la formation initiale des directeurs organisée conformément au présent chapitre. ».

Art. 106. Au chapitre III du titre II du même décret, il est procédé aux renumérotations suivantes :

- 1° l'article 30 est renuméroté « article 26 »;
- 2° l'article 31 est renuméroté « article 27 »;
- 3° l'article 32 est renuméroté « article 28 ».

Art. 107. Au chapitre III du titre II du même décret, il est procédé aux modifications suivantes:

1° à l'article 26, § 1^{er}, anciennement article 30, § 1^{er}, le mot « directeur » est remplacé par les mots « directeur stagiaire »;

2° à l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, anciennement article 30, § 2, alinéa 1, les mots « et en cohérence avec le profil de fonction visé à l'article 5, § 5. » sont ajoutés;

3° à l'article 26, § 2, alinéa 2, anciennement article 30, § 2, alinéa 2, entre le mot « particulier » et les mots « le primo-recrutement », les mots «, dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, » sont insérés;

4° à l'article 26, § 2, alinéa 3, anciennement article 30, § 2, alinéa 3, les mots « à l'article 11*bis*, § 3, sont remplacés par les mots « à l'article 6, § 3, alinéa 3 »;

5° l'article 27, § 3, anciennement 31, § 3, les mots « à l'article 30, § 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 26, § 3 »;

6° à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, anciennement 32, § 1, alinéa 1^{er}, les mots « Par dérogation à l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou » sont abrogés;

7° à l'article 28, § 3, anciennement 32, § 3, les mots « à l'article 30, § 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 26, § 3 ».

Art. 108. Le chapitre IV du titre II du même décret est renuméroté « chapitre VI ».

Après le chapitre III du Titre II du même décret, il est inséré un nouveau chapitre IV rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV. – De la commission de valorisation de l'expérience dans l'enseignement

Article 29 - § 1^{er}. Le Gouvernement institue une commission de valorisation de l'expérience dans l'enseignement, ci-après dénommée la Commission.

La Commission a pour mission de reconnaître, sur base d'un dossier, l'expérience dans l'enseignement des demandeurs qui ne répondent pas à toutes les conditions d'accès à cette fonction, fixées à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, 2^o et 3^o, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, à l'article 57, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, pour l'enseignement officiel subventionné et à l'article 80, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, pour l'enseignement libre subventionné, pour qu'ils puissent être candidats à la fonction de directeur.

§ 2. La Commission compte 16 membres ayant voix délibérative et est composée comme suit :

1° le directeur général ayant la gestion des membres des personnels de l'enseignement dans ses attributions ou son délégué, de rang 10 au moins;

2° un autre délégué, de rang 10 au moins, du directeur général visé au 1°;

3° le directeur général de l'enseignement obligatoire, ou son délégué, de rang 10 au moins;

4° le directeur général de l'enseignement non obligatoire ou son délégué, de rang 10 au moins;

5° deux délégués du Service général de l'Inspection;

6° deux représentants du Conseil général de l'enseignement fondamental;

7° deux représentants du Conseil général de l'enseignement secondaire;

8° deux représentants du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale;

9° un représentant du Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

10° trois représentants des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Deux délégués du Gouvernement participent aux travaux de la Commission; ils n'ont pas voix délibérative.

La Commission peut solliciter l'avis d'experts et, occasionnellement, associer ceux-ci à ses travaux.

§ 3. La présidence de la Commission est assurée par le membre visé au paragraphe 2, 1°.

Le secrétariat de la Commission est assuré au sein de l'Administration générale de l'Enseignement par les services du Gouvernement.

Le secrétaire de la Commission tient à jour la liste des membres. Il appartient aux organismes représentés au sein de la Commission de lui communiquer les modifications de leur délégation au sein de celle-ci.

§ 4. Les personnes qui souhaitent que leur expérience dans l'enseignement, en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, soit valorisée de telle sorte que leur candidature à un poste de directeur/directrice soient reconnue éligible, même s'ils ne répondent pas à toutes les conditions d'accès rappelées à l'article 30, introduisent, un dossier attestant de leur expérience dans l'enseignement.

Le dossier comprend :

1° une lettre de demande de valorisation;

2° un curriculum vitae précis;

3° une copie certifiée conforme des titres de capacités obtenus;

4° des attestations originales des services rendus dans l'enseignement en Belgique ou à l'étranger, dans des institutions publiques ou dans des institutions privées;

5° tout document jugé utile à l'appui de la demande.

§ 5. Le dossier visé au paragraphe précédent est envoyé par voie postale avec copie par voie électronique à l'Administration générale de l'Enseignement.

Le secrétariat de la Commission en accuse réception au demandeur dans les dix jours de sa réception. Le cas échéant, il invite le demandeur à compléter le dossier. Il informe immédiatement le président des demandes qui ont été introduites.

§ 6. Les dossiers de demande de valorisation sont traités dans un délai d'ordre de quatre mois. A cet effet, le président convoque la Commission chaque fois que nécessaire. A l'ordre du jour est jointe une copie électronique du dossier.

A titre exceptionnel, le président peut proposer aux membres de tenir une réunion électronique. Les modalités d'application relatives à la tenue des réunions électroniques sont les suivantes :

1° avec le dossier, une proposition de décision est envoyée par courrier électronique à tous les membres; ceux-ci sont invités par ledit courrier à faire connaître leurs remarques dans le délai déterminé; ce délai ne peut pas être inférieur à trois jours ouvrables;

2° à défaut de réaction dans le délai fixé, la proposition est considérée comme acceptée;

3° en cas d'approbation selon les modalités précitées, celle-ci est actée au procès-verbal; ce procès-verbal est communiqué aux membres sans délai;

4° à défaut d'une telle approbation ou à la demande d'une des organisations constituantes, une réunion « physique » doit être tenue.

§ 7. La Commission vérifie la recevabilité du dossier : seuls sont recevables les dossiers des titulaires d'un diplôme de master ou assimilé.

Elle analyse les services rendus par le demandeur dans l'enseignement et décide quels services peuvent être valorisés.

La Commission peut décider d'entendre le demandeur.

§ 8. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents. Les décisions sont prises sur base d'un consensus ou, à défaut, à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents, les abstentions n'étant pas prises en compte. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

§ 9. Les procès-verbaux des réunions reprennent synthétiquement les avis émis en réunion, les décisions prises et leur motivation.

Ils sont transmis aux membres par voie électronique pour approbation.

Si après un délai de cinq jours ouvrables après l'envoi, aucune remarque n'a été formulée au secrétariat de la Commission, le procès-verbal est considéré comme approuvé.

§ 10. Si les services valorisés ont une durée d'au moins trois années, la Commission délivre au demandeur une attestation précisant la durée des services valorisés et déclarant qu'il est éligible à une fonction de directeur.

Si la Commission constate que la demande n'est pas recevable ou si elle ne peut valoriser les services rendus dans l'enseignement à hauteur de trois années, elle en informe le demandeur par voie recommandée. Celui-ci dispose alors d'un délai de quinze jours ouvrables pour donner à la Commission des compléments d'information. Après examen de ces éléments, la Commission prend une décision définitive.

Les décisions visées aux alinéas précédents sont communiquées au demandeur dans un délai maximal de quatre mois après la réception du dossier de demande.

§ 11. La Commission peut proposer à l'approbation du Gouvernement un règlement d'ordre intérieur précisant des modalités de fonctionnement complémentaires aux présentes dispositions, un modèle de formulaire de demande de valorisation de l'expérience dans l'enseignement ainsi qu'un modèle de l'attestation visée au paragraphe 10, alinéa 1^{er}.

Après avoir pris l'avis de la Commission, le Gouvernement peut fixer des critères de reconnaissance de l'expérience dans l'enseignement.

§ 12. Les délais prévus aux articles précédents sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

§ 13. Les frais de fonctionnement de la Commission sont à charge du budget de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 14. Les membres de la Commission, de même que les experts ayant siégé dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles, ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours.

Article 30.- Par dérogation aux conditions définies à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o à 3^o, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, à l'article 57, §1^{er}, 1^o à 3^o, pour l'enseignement officiel subventionné et à l'article 80, § 1^{er}, 1^o à 3^o, pour l'enseignement libre subventionné, toute personne qui justifie d'une expérience dans l'enseignement, en Belgique ou à l'étranger, peut introduire un dossier auprès de la commission visée à l'article 29 en vue d'être reconnu éligible comme candidat à une fonction de directeur dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

Art. 109. Après le chapitre IV du titre II du même décret, inséré par le présent décret, il est inséré un chapitre V rédigé comme suit :

« Chapitre V. – De l'appel à candidatures

Article 31. - Le modèle des appels à candidatures visés aux articles 35, 56 et 79 est fixé par le Gouvernement, sur proposition conjointe de la Commission permanente de la promotion et de la sélection de l'enseignement organisé par la Communauté française, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné, de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel et de la Commission Paritaire Centrale de l'enseignement libre confessionnel.

Le Gouvernement peut fixer le modèle d'initiative au cas où les Commissions visées à l'alinéa précédent ne lui ont pas adressé de proposition conjointe dans un délai de 30 jours après l'adoption du présent décret.

Article 32. – Le pouvoir organisateur qui lance un appel à candidatures précise l'extension des destinataires auxquels l'appel s'adresse soit aux seuls membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur, soit à toute personne remplissant les conditions d'accès à la fonction. ».

Art. 110. L'article 33 est remplacé par ce qui suit :

« Article 33. - § 1^{er}. Sans préjudice des § 2, alinéa 8, § 3, alinéa 4, et § 4, alinéa 5, le stage de directeur a une durée de trois ans.

Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus pendant la durée du stage, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal.

La durée du stage est réduite à concurrence du temps déjà presté sans interruption, à titre temporaire, par le directeur occupant cet emploi, à la suite d'une procédure d'appel. Toutefois, le directeur qui ne compte pas une ancienneté de 6 ans au terme de son stage voit celui-ci prolongé jusqu'à ce qu'il atteigne cette ancienneté.

L'admission au stage à la fonction de directeur ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Pendant la durée du stage, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine. Sauf disposition contraire, le membre du personnel admis au stage est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de directeur.

Pendant la durée de son stage, l'obligation de formation qui s'impose au membre du personnel en vertu soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les Centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière soit du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, soit du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est centrée spécifiquement sur sa qualité de directeur stagiaire.

§ 2. Entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la première année du stage, le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire.

Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité.

A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, celle-ci est présumée favorable.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts.

L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée au chapitre III du Titre II.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur stagiaire et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles l'évaluation se déroule et fixe le modèle du rapport d'évaluation. L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

- 1° « favorable »;
- 2° « réservée »;
- 3° « défavorable ».

Lorsque l'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « réservée », la mention attribuée lors de l'évaluation suivante, est soit « favorable » soit « défavorable ».

Il est mis fin d'office au stage du directeur stagiaire qui a obtenu la mention « défavorable » en fin de première année de stage ou qui n'a pas suivi les formations visées à l'article 10, § 3, et à l'article 10, § 4, alinéa 2, 1^o, a), et alinéa 3, a), sauf si l'Institut de la Formation en cours de carrière atteste que le directeur n'a pu être inscrit dans ces formations au cours de sa première année de stage. Dans ce cas l'obligation de formation est reportée à la deuxième année de stage.

§ 3. Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention « favorable » ou « réservée » en fin de première année de stage, est, à nouveau, évalué entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la deuxième année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2, alinéas 4 à 7.

Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité.

A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, l'évaluation est présumée favorable.

Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de cette deuxième évaluation ou si ayant vu son obligation de formation reportée conformément au paragraphe 2, il n'a pas suivi les formations visées à l'article 10, § 3, et à l'article 10, § 4, 1^o, a), et alinéa 3, a).

§ 4. Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention « favorable » ou « réservée », en fin de deuxième année de stage, est, à nouveau évalué entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la troisième année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2, alinéas 4 à 6.

Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la troisième évaluation ne peut, toutefois, aboutir à la mention « réservée ». A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, elle est présumée favorable.

Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention « favorable » à l'issue de cette troisième évaluation.

Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de cette troisième évaluation.

§ 5. La mention obtenue par le directeur stagiaire, au terme de chaque évaluation est portée à la connaissance de ce dernier soit par lettre recommandée, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

§ 6. L'attribution d'une mention « réservée » en cours de stage peut conduire le pouvoir organisateur à adapter la lettre de mission et à préciser ses attentes au directeur.

§ 7. Le directeur stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par recommandé une réclamation écrite contre cette mention dans les dix jours de sa notification, selon le cas auprès de la chambre de recours respectivement créée par :

- a) le chapitre IX, section 2 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, selon les cas, le directeur stagiaire est entendu par le 5^e, 7^e, 9^e ou 14^e comité visé à l'article 136 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;
- b) le chapitre X du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;
- c) le chapitre IX, section 3 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Le membre du personnel transmet immédiatement au pouvoir organisateur une copie de son recours.

Les règles de procédure et de fonctionnement prévues par ces dispositions s'appliquent au recours organisé en vertu du présent paragraphe. Un membre de la Chambre de recours ne peut participer aux travaux de cette dernière pour l'examen d'un recours introduit par le directeur stagiaire chargé de la direction de l'établissement où il est affecté. Il est dans ce cas remplacé, pour l'examen de ce recours, par son suppléant.

La Chambre de recours visée à l'alinéa 1^{er}, a), b), ou c) remet son avis au pouvoir organisateur dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le pouvoir organisateur prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au directeur stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

§ 8. Dans l'enseignement libre subventionné, le pouvoir organisateur motive l'attribution d'une mention «défavorable» au directeur stagiaire au sens de l'article 3, § 11, du décret du 1^{er} février 1993 précité.

§ 9. Le membre du personnel n'est pas nommé ou engagé à titre définitif comme directeur si au plus tard à l'issue de son stage, il n'a pas obtenu les attestations de réussite visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'attestation de suivi visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4. Dans ce cas s'il échet, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine.

Toutefois, le membre du personnel qui, au terme de son stage, ne dispose pas des attestations de réussite visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et de l'attestation de suivi visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4, parce qu'il n'a pu suivre les différents modules de la formation visés aux articles 10, §§ 3 et 4, et 11, § 3, en raison d'un manque de places disponibles attesté par l'Institut de la Formation en cours de carrière peut obtenir deux prolongations de six mois de son stage. Dans ce cas, l'évaluation en fin de troisième année du stage est reportée à due concurrence. ».

Art. 111. A l'article 34 du même décret, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, en cas de prolongation du stage d'un directeur au-delà de la durée de trois ans initialement prévue afin de lui permettre de remplir les conditions de nomination définies à l'article 36*bis*, le pouvoir organisateur peut mettre fin à ce stage selon les modalités prévues à l'article 43.

Dans l'enseignement libre subventionné, il peut être mis fin au stage du directeur conformément aux dispositions de la section III du chapitre VIII du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Dans l'enseignement officiel subventionné, il peut être mis fin au stage de directeur selon les mêmes modalités qu'à l'article 61, § 4.

§ 3. Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de direction ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction et son affectation d'origine de 15 semaines à dater de la demande du membre du personnel ou de la fin d'office du stage. Durant ce délai, le directeur stagiaire continue à prêter ses fonctions de directeur.

Si, au-delà de la période visée à l'alinéa précédent, le poste de directeur n'a pas pu être pourvu, la réintégration peut encore être reportée de maximum 15 semaines de commun accord entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel. ».

CHAPITRE IV. — *Modifications au titre III « Des dispositions spécifiques à chaque réseau » du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

SECTION 1^{re}. — Dispositions modificatives propres à l'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 112. L'article 35 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est remplacé par ce qui suit :

« Article 35. - § 1^{er}. Lorsque le pouvoir organisateur doit procéder à une désignation dans un emploi vacant ou dans un emploi qui n'est pas vacant mais dont le titulaire de la fonction est temporairement absent pour une durée de plus de 15 semaines

- 1° il arrête le profil de la fonction de directeur à pourvoir conformément à l'article 5, § 2, du présent décret;
- 2° il lance un appel à candidatures selon le modèle visé à l'article 31.

Avant d'arrêter le profil de fonction, le pouvoir organisateur :

- 1° consulte le comité de concertation de base sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir;
- 2° reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer.

Pour être désigné en application de l'alinéa 1^{er}, tout candidat doit

- 1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins;
- 2° être porteur d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

3° compter une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures.

Par dérogation à l'alinéa précédent 1° à 3°, un candidat peut introduire sa candidature dans un emploi de directeur à condition que la Commission visée à l'article 29 l'ait reconnu éligible comme candidat à une fonction de directeur.

Si pouvoir organisateur atteste avoir lancé un appel à candidatures et n'a pas reçu de candidature valable après ce 1^{er} appel, il peut lancer un second appel auquel pourront répondre les candidats ne comptant pas une ancienneté de service de 3 ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Si le candidat à une désignation en application du présent article n'exerce pas de fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française au moment de sa désignation, il ne sera désigné que s'il rencontre également les conditions suivantes :

- 1° jouir des droits civils et politiques;
- 2° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 3° être de conduite irréprochable;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice.

Les candidatures introduites dans le cadre de l'alinéa 1^{er} sont examinées par la Commission de sélection visée à l'article 36*ter* du présent décret. Au terme de cet examen, la Commission de sélection transmet au pouvoir organisateur le classement des candidats en indiquant les motifs qui fondent ce classement.

Après transmission du classement établi en application de l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur désigne un des candidats ayant répondu à l'appel dans l'emploi visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsqu'il doit procéder à une désignation temporaire dans un emploi non vacant pour une durée égale ou inférieure à quinze semaines, le pouvoir organisateur désigne un membre du personnel qui répond aux conditions mentionnées à l'alinéa 3 ou 4 du § 1^{er} sans faire application de la procédure prévue à l'alinéa 1^{er} de ce même paragraphe.

Cette désignation pour 15 semaines maximum peut être renouvelée pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période de désignation visée à l'alinéa précédent.

L'engagement visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé pendant la période entre l'appel à candidatures et la désignation d'un candidat.

Le Pouvoir organisateur désigne un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné sauf si le pouvoir organisateur atteste qu'il n'a pu obtenir, à la suite de cet appel, de candidature qui réponde aux critères du profil de fonction.

Dans ce cas, par dérogation à l'alinéa précédent, un délai supplémentaire, ne dépassant pas 15 semaines, est octroyé au pouvoir organisateur afin de désigner un directeur au terme d'une nouvelle procédure d'appel. La désignation initiale visée à l'alinéa précédent n'est pas subventionnée au-delà de ce deuxième appel.

§ 3. Le pouvoir organisateur peut lancer un appel à candidatures conformément aux règles mentionnées au § 1^{er} pour procéder à une désignation temporaire dans un emploi non vacant pour une durée égale ou inférieure à quinze semaines s'il présume, au moment de lancer cet appel, que l'emploi deviendra vacant.

§ 4. Un membre du personnel nommé dans un emploi de directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française qui est désigné dans un autre emploi de directeur du même enseignement suite à un appel à candidatures visé au §§ 1^{er} et 3 se voit accorder un changement d'affectation temporaire par le pouvoir organisateur, à condition, toutefois, que l'emploi dans lequel il est désigné soit vacant et que l'emploi de directeur dans lequel il était nommé relève du même pouvoir organisateur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel ne peut obtenir un changement d'affectation qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans.

Le directeur ainsi désigné est mis en congé pour stage pour une durée d'un an conformément à l'article 9 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Après un an, le pouvoir organisateur effectue une évaluation du directeur désigné en application du présent paragraphe. Cette évaluation est axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifiques à l'établissement. Si cette évaluation est favorable, le membre du personnel démissionne de son emploi d'origine et est affecté définitivement dans l'emploi qu'il occupe.

En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à son changement d'affectation et il réintègre l'emploi de directeur dans lequel il était nommé avant son changement d'affectation.

Le membre du personnel qui se voit accorder un changement d'affectation temporaire en application du présent paragraphe réintègre l'emploi de directeur qu'il occupait avant son changement d'affectation s'il en fait la demande auprès du pouvoir organisateur.

§ 5. Lorsqu'un directeur définitif dans l'enseignement subventionné par la Communauté française est désigné, suite à un appel à candidatures, dans un emploi de directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ce dernier l'admet au stage si l'emploi est définitivement vacant ou le désigne à titre temporaire si l'emploi est temporairement vacant. Durant cette période, le directeur reste titulaire de son emploi d'origine.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel ne peut être admis au stage ou désigné à titre temporaire qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans.

Après un an, le pouvoir organisateur effectue une évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Après deux ans, le pouvoir organisateur effectue une deuxième évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. Si cette évaluation est favorable, le directeur est nommé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe, lorsque celui-ci est définitivement vacant.

En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Il peut, en outre, être mis fin à la fonction conformément aux articles 33 et 34. ».

Art. 113. L'article 36 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 36. Le membre du personnel désigné dans un emploi de directeur en application de l'article 35, §§ 1^{er} et 3, est admis au stage dans cet emploi à condition qu'il soit vacant.

La durée du stage d'un membre du personnel qui a été désigné initialement dans un emploi non vacant en application de l'article 35, §§ 1^{er} et 3, est réduite à concurrence du temps déjà presté, à titre temporaire, dans cet emploi.

Les évaluations du membre du personnel visé à l'alinéa précédent se font, *mutatis mutandis*, conformément à l'article 33, §§ 2 à 5.

Le membre du personnel qui a été désigné à titre temporaire en application de l'article 35, §§ 1^{er} et 3, dans un emploi non vacant, et ce de manière ininterrompue, depuis 3 ans au moins à la date à laquelle l'emploi devient vacant, est nommé dans cet emploi, à condition qu'il remplisse les conditions de nomination prévues à l'article 36bis. ».

Art. 114. Après l'article 36 du même décret, il est inséré une section *Ibis* rédigée comme suit :

« Section *Ibis*. – Conditions de nomination dans la fonction de directeur

Article *36bis*. – Pour être nommé dans la fonction de directeur, le membre du personnel doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir été désigné dans un emploi de directeur en application de la procédure prévue à l'article 35;

2° avoir obtenu les attestations de réussite visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'attestation de suivi visée à l'article à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4;

3° compter une ancienneté de service de 6 ans;

4° avoir obtenu trois évaluations dont la dernière a abouti à la mention « favorable ».

L'ancienneté de service reprise au point 3° de l'alinéa précédent est calculée selon les règles définies à l'article *3sexies* de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. ».

Art. 115. Après la section *Ibis*, insérée par l'article 23 du présent décret, il est inséré une section *Iter* rédigée comme suit :

« Section *Iter*. - Des Commissions de sélection des directeurs

Article *36ter*. – § 1^{er}. Le pouvoir organisateur crée une ou des commissions de sélection des directeurs. Il en fixe la composition.

Au sein de la Commission, doivent néanmoins être désignés au moins un membre disposant d'une expertise pédagogique et un ou plusieurs membres extérieurs au pouvoir organisateur disposant d'une expérience en ressources humaines et en matière de sélection de personnel.

La composition de la commission de sélection est communiquée au Gouvernement selon les modalités qu'il fixe.

§ 2. La sélection des candidats se fonde sur le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur conformément à l'article 5, § 2, et annexé à l'appel à candidatures et, plus particulièrement, sur l'évaluation des compétences techniques et comportementales des candidats, assorties d'indicateurs de maîtrise, et leur compatibilité avec le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

La commission de sélection peut opérer un tri des candidatures sur dossier et n'entendre que les candidats retenus suite à cette sélection.

Au terme des auditions, celle-ci établit un rapport classant les candidats et fournissant toutes informations utiles pour motiver le classement.

Ce rapport est adressé au pouvoir organisateur qui, sur cette base, prend la décision d'admission au stage.

A la demande de tout candidat, le pouvoir organisateur lui communique les informations relatives à l'évaluation de ses compétences techniques et comportementales et à la compatibilité de ces compétences avec les critères de sélection définis et pondérés par le profil de fonction. ».

Art. 116. Dans l'article 37, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les mots « Le délégué de l'Inspecteur général visé au point 2° est un inspecteur qui a exercé une fonction de directeur, sauf en cas d'empêchement » sont abrogés.

Art. 117. L'article 38 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 38. - Jusqu'au 31 décembre 2019 au plus tard, le pouvoir organisateur charge la Commission d'évaluation d'exercer les compétences mentionnées aux articles 26, §§ 1^{er} et 3, 33, § 2, 40, 41 et 42. ».

Art. 118. L'article 40 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 40. - Tous les cinq ans à dater de sa nomination à titre définitif ou de sa désignation à titre temporaire, chaque directeur fait l'objet d'une évaluation réalisée le pouvoir organisateur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts.

Si le pouvoir organisateur le juge utile, il peut procéder plus tôt à une évaluation du directeur.

Toutefois, le directeur ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de 10 ans. ».

Art. 119. L'article 41 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 41. - L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée au chapitre III du titre I^{er}.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Dans ce cadre, le pouvoir organisateur prend, notamment, en considération :

a) dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, les dispositions relatives aux projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur et au projet d'établissement visés au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 précité;

b) dans l'enseignement de promotion sociale, les dispositions relatives au projet pédagogique visé à l'article 36, § 2, du décret du 16 avril 1991 précité. ».

Art. 120. L'article 42 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 42. - En fonction de cette évaluation, le pouvoir organisateur convient avec le directeur, à la suite de l'entretien d'évaluation, des améliorations à apporter. »

Art. 121. A l'article 43 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Moyennant un préavis de 15 jours, le pouvoir organisateur peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné en application de l'article 35. »;

2° aux alinéas 2 à 4, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « pouvoir organisateur »;

3° à l'alinéa 2, les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ou son délégué »;

4° à l'alinéa 4, les mots « le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ou son délégué. ».

SECTION II. — Dispositions modificatives propres à l'enseignement officiel subventionné

Art. 122. Au titre III, chapitre II, section I^{re}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les termes « dévolution des emplois de directeur » sont remplacés par les termes « nomination à titre définitif ».

Art. 123. A l'article 56 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

a) arrête le profil de la fonction de directeur à pourvoir. Ce profil de fonction est établi conformément à l'article 5, § 2;

b) lance un appel à candidatures selon le modèle visé à l'article 31. »;

2° un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Par dérogation au paragraphe précédent, un appel à candidatures pour l'admission au stage ne doit pas être lancé, lorsque l'emploi devient définitivement vacant, dans les deux cas suivants :

a) lorsque le membre du personnel a été désigné à titre temporaire, conformément aux dispositions du présent chapitre, à la suite d'un appel à candidatures pour un emploi temporairement vacant débouchant à terme sur un emploi définitivement vacant et dont le modèle est visé au chapitre V du titre II.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur admet au stage le directeur désigné à titre temporaire à la date de la vacance définitive de l'emploi. La durée du stage est réduite à concurrence du temps déjà presté, à titre temporaire, dans cet emploi.

Les évaluations se font, *mutatis mutandis*, conformément à l'article 33, § 2 à 5;

b) lorsque le membre du personnel a été désigné à titre temporaire dans un emploi non vacant suite à un appel à candidatures et ce, de manière ininterrompue depuis 3 ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant.

Dans ce cas, le membre du personnel est nommé à titre définitif lorsque l'emploi devient vacant, s'il remplit les conditions de l'article 58. ».

Art. 124. Un article 56*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 56*bis*. – § 1^{er}. Le pouvoir organisateur met en place une commission de sélection. Elle est composée de membres ou de délégués du pouvoir organisateur.

Elle comprend au moins un membre disposant d'une expertise pédagogique et un ou plusieurs membres extérieurs au pouvoir organisateur, disposant d'une expérience en ressources humaines et en matière de sélection de personnel.

La composition de la commission de sélection est communiquée aux Services du Gouvernement selon les modalités qu'ils fixent.

§ 2. La sélection des candidats se fonde sur le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur conformément à l'article 5, § 2, et annexé à l'appel à candidatures et, plus particulièrement, sur l'évaluation des compétences techniques et comportementales attendues des candidats, assorties d'indicateurs de maîtrise, et leur compatibilité avec le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur ainsi que, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, avec le projet pédagogique et artistique de l'établissement.

§ 3. La commission de sélection peut opérer un tri des candidatures sur dossier et n'entendre que les candidats retenus suite à cette sélection.

Au terme des auditions, celle-ci établit un rapport classant les candidats et fournissant toutes informations utiles pour motiver le classement.

Ce rapport est adressé au pouvoir organisateur qui, sur cette base, prend la décision d'admission au stage.

A la demande de tout candidat, le pouvoir organisateur lui communique les informations relatives à l'évaluation de ses compétences techniques et comportementales et à la compatibilité de ces compétences avec les critères de sélection définis et pondérés par le profil de fonction. ».

Art. 125. Les articles 57 à 59*bis* du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 57. – § 1^{er}. Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n'existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1^{er} degré, peuvent être admis au stage pour autant qu'ils soient porteurs d'un des titres visés aux articles 105 à 108 point a) ou b) du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56.

Remplit les conditions 1° et 2°, le candidat qui possède un diplôme constitutif à la fois d'un titre pédagogique et d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins.

Le directeur admis au stage en vertu de l'article 30 est réputé remplir les conditions 1°, 2° et 3° de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Un pouvoir organisateur qui atteste avoir lancé un appel à candidatures et n'avoir pas reçu de candidature valable après ce 1^{er} appel, peut lancer un second appel à candidatures ne remplissant pas la condition 3° visée au § 1^{er}.

Si la personne admise au stage n'exerce pas de fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française au moment de son admission au stage, elle ne pourra entrer en fonction que si elle rencontre également les conditions suivantes :

- 1° jouir des droits civils et politiques;
- 2° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 3° être de conduite irréprochable;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice.

Article 58. - Un membre du personnel ne peut être nommé à titre définitif dans la fonction de directeur que s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° avoir obtenu les attestations de réussite visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'attestation de suivi visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4;
- 2° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56;
- 3° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au moins, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité.

Le membre du personnel qui ne remplit pas cette condition voit son stage prolongé jusqu'à ce qu'il remplisse ladite condition;

- 4° avoir obtenu trois évaluations dont la dernière a abouti à la mention « favorable ».

Article 58bis. - § 1^{er}. Un pouvoir organisateur ne peut procéder à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de directeur que s'il n'est pas tenu, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité.

§ 2. La nomination à une fonction de directeur ne peut intervenir que si l'emploi est occupé en fonction principale.

§ 3. Les nominations ne sont pas permises dans un emploi faisant partie d'un établissement, d'une section, d'une implantation, d'un degré, d'un cycle ou d'une autre subdivision qui, en application des règles de rationalisation, est en fermeture progressive ou qui ne peut être subventionné que pour une période limitée.

Article 59. - § 1^{er}. Lorsqu'un directeur définitif est désigné, suite à un appel à candidatures, dans un autre emploi de directeur, tel que défini à l'article 2, par son pouvoir organisateur, celui-ci l'admet au stage si l'emploi est définitivement vacant ou le désigne à titre temporaire si l'emploi est temporairement vacant. Durant cette période, le directeur reste titulaire de son emploi d'origine et bénéficie d'un congé conformément aux articles 9 ou 14 l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le directeur ne peut être admis au stage ou désigné à titre temporaire qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans.

§ 2. Après un an, le pouvoir organisateur effectue une évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. Si cette évaluation est favorable, le directeur est nommé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe, lorsque celui-ci est définitivement vacant.

En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Il peut en outre être mis fin à la fonction conformément aux articles 33 et 34.

Article 59bis. - § 1^{er}. Lorsqu'un directeur définitif est désigné, suite à un appel à candidatures, dans un autre emploi de directeur, tel que défini à l'article 2, auprès d'un autre pouvoir organisateur que celui auprès duquel il est nommé à titre définitif, ce dernier l'admet au stage si l'emploi est définitivement vacant ou le désigne à titre temporaire si l'emploi est temporairement vacant. Durant cette période, le directeur reste titulaire de son emploi d'origine et bénéficie d'un congé conformément aux articles 9 ou 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel ne peut être admis au stage ou désigné à titre temporaire qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans.

§ 2. Après un an, le pouvoir organisateur effectue une évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Après deux ans, le pouvoir organisateur effectue une deuxième évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. Si cette évaluation est favorable, le directeur est nommé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe, lorsque celui-ci est définitivement vacant.

En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Il peut, en outre, être mis fin à la fonction conformément aux articles 33 et 34. ».

Art. 126. L'article 60 du même décret est remplacé comme suit :

« Article 60. - § 1^{er}. La fonction de directeur peut être confiée temporairement, suite à la procédure d'appel visée aux articles 56 et 56bis, appliquée *mutatis mutandis*, à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 57 :

- 1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;
- 2° dans l'hypothèse visée à l'article 58bis, § 3.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

Il est évalué, *mutatis mutandis*, conformément à l'article 33, §§ 2 à 5.

§ 2. Pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à 15 semaines, la condition de l'article 57, § 1^{er}, 3°, n'est pas obligatoire. Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27bis du décret du 6 juin 1994 précité sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines.

Cette désignation pour 15 semaines maximum peut être renouvelée pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période de désignation visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, la désignation est prolongée pendant la période entre l'appel à candidatures et la désignation d'un candidat.

Le pouvoir organisateur désigne un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné sauf si le pouvoir organisateur atteste qu'il n'a pu obtenir, à la suite de cet appel, de candidature qui réponde aux critères du profil de fonction.

Dans ce cas, par dérogation aux alinéas 2 et 4, un délai supplémentaire, ne dépassant pas 15 semaines, est octroyé au pouvoir organisateur afin de désigner un directeur au terme d'une nouvelle procédure d'appel. La désignation initiale visée aux alinéas 1, 2 et 4 n'est pas subventionnée au-delà de ce deuxième appel. ».

Art. 127. A l'article 64 du même décret,

1° à l'alinéa 1^{er} les termes suivants sont supprimés : « et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des articles 13, 14 et 15 »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par un texte rédigé comme suit;

« Dans ce cadre, le pouvoir organisateur prend notamment en considération :

- a) dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, les dispositions relatives aux projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur et au projet d'établissement visés au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 précité;
- b) dans l'enseignement de promotion sociale, les dispositions relatives au projet pédagogique visé à l'article 36, § 2, du décret du 16 avril 1991 précité;
- c) dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les dispositions relatives au projet éducatif et au projet pédagogique du pouvoir organisateur visés à l'article 1^{er} du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française et les dispositions relatives au projet éducatif et artistique d'établissement visé à l'article 3bis du même décret. ».

SECTION III. — Dispositions modificatives propres à l'enseignement libre subventionné

Art. 128. Au titre III, chapitre III, section I^{re}, du même décret, les termes « de dévolution des emplois de directeur » sont remplacés par les termes « d'engagement à titre définitif ».

Art. 129. A l'article 79 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1° du § 1^{er} est remplacé par « 1° consulte l'organe local de concertation sociale, sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir; »;

2° les §§ 2 et 3 sont remplacés comme suit :

« § 2. Le pouvoir organisateur après application du paragraphe 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de directeur à pourvoir. Ce profil de fonction est établi conformément à l'article 5, § 2;

2° lance un appel à candidatures, selon le modèle visé à l'article 31.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes précédents, un appel à candidatures pour l'admission au stage ne doit pas être lancé, lorsque l'emploi devient définitivement vacant, dans les deux cas suivants :

- a) lorsque le membre du personnel a été engagé à titre temporaire, conformément aux dispositions du présent chapitre, à la suite d'un appel à candidatures pour un emploi temporairement vacant débouchant à terme sur un emploi définitivement vacant et dont le modèle est visé à l'article 31.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur admet au stage le directeur engagé à titre temporaire à la date de la vacance définitive de l'emploi. La durée du stage est réduite à concurrence du temps déjà presté, à titre temporaire, dans cet emploi.

Les évaluations se font, *mutatis mutandis*, conformément à l'article 33, §§ 2 à 5;

- b) lorsque le membre du personnel a été engagé à titre temporaire dans un emploi non vacant, suite à un appel à candidatures, et ce, de manière ininterrompue depuis 3 ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant.

Dans ce cas, le membre du personnel est engagé à titre définitif lorsque l'emploi devient vacant, s'il remplit les conditions de l'article 81. ».

Art. 130. Un article 79bis est inséré dans le même décret :

« Article 79bis. – § 1^{er}. Le pouvoir organisateur met en place une commission de sélection. Elle est composée de membres ou de délégués du pouvoir organisateur.

Elle comprend au moins un membre disposant d'une expertise pédagogique et un ou plusieurs membres extérieurs au pouvoir organisateur, disposant d'une expérience en ressources humaines et en matière de sélection du personnel.

La composition de la commission de sélection est communiquée aux Services du Gouvernement selon les modalités qu'ils fixent.

§ 2. La sélection des candidats se fonde sur le profil de fonction élaboré par le pouvoir organisateur conformément à l'article 5, § 2, et annexé à l'appel à candidatures et, plus particulièrement, sur l'évaluation des compétences techniques et comportementales des candidats, assorties d'indicateurs de maîtrise, et leur compatibilité avec le projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur, ainsi que, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, avec le projet pédagogique et artistique de l'établissement.

§ 3. La commission de sélection peut opérer un tri des candidatures sur dossier et n'entendre que les candidats retenus suite à cette sélection. Au terme des auditions, celle-ci établit un rapport classant les candidats et fournissant toutes informations utiles pour motiver le classement.

Ce rapport est adressé au pouvoir organisateur qui, sur cette base, prend la décision d'admission au stage.

§ 4. Le pouvoir organisateur communique aux candidats les motifs de son choix du directeur stagiaire eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article.

§ 5. A sa demande, tout candidat recevra communication de la façon dont a été évaluée la correspondance de ses compétences comportementales et techniques avec les critères de sélection définis et pondérés par le profil de fonction. ».

Art. 131. Les articles 80 à 82*bis* du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 80. - § 1^{er}. Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n'existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1^{er} degré, peuvent être admis au stage pour autant qu'ils soient porteurs d'un des titres visés aux articles 105 à 108 point a) ou b) du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 79.

Remplit les conditions 1^o et 2^o, le candidat qui possède un diplôme constitutif à la fois d'un titre pédagogique et d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins.

Le directeur admis au stage en vertu de l'article 30 est réputé remplir les conditions 1^o, 2^o et 3^o de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Un pouvoir organisateur qui atteste avoir lancé un appel à candidatures et n'avoir pas reçu de candidature valable après ce 1^{er} appel, peut lancer un second appel à candidatures ne remplissant pas la condition 3^o visée au § 1^{er}.

Si la personne admise au stage n'exerce pas de fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française au moment de son admission au stage, elle ne pourra entrer en fonction que si elle rencontre également les conditions suivantes :

1° jouir des droits civils et politiques;

2° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° être de conduite irréprochable;

4° satisfaire aux lois sur la milice.

Article 81. - Un membre du personnel ne peut être engagé à titre définitif dans la fonction de promotion de directeur que s'il remplit les conditions suivantes :

1° avoir obtenu les attestations de réussite visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'attestation de suivi visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4;

2° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 79;

3° avoir acquis une ancienneté de service de six ans au moins calculée selon les modalités fixées à l'article 29*bis* ou 29*ter* du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Le membre du personnel qui ne remplit pas cette condition voit son stage prolongé jusqu'à ce qu'il remplisse ladite condition;

4° avoir obtenu 3 évaluations dont la dernière a abouti à la mention « favorable ».

Article 81*bis*. - § 1^{er}. Un pouvoir organisateur ne peut procéder à un engagement à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de directeur que s'il n'est pas tenu, par les dispositions en vigueur sur la réaffectation ou la remise au travail, d'engager à cet emploi un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 2. L'engagement à une fonction de directeur ne peut intervenir que si l'emploi est occupé en fonction principale.

§ 3. L'engagement à titre définitif, n'est pas permis dans un emploi faisant partie d'un établissement, d'une section, d'une implantation, d'un degré, d'un cycle ou d'une autre subdivision qui, en application des règles de rationalisation est en voie de fermeture progressive ou dans un emploi faisant partie d'un établissement dont la période d'admission aux subventions est limitée par une décision de l'Exécutif préalablement signifiée au pouvoir organisateur.

Article 82. - § 1^{er}. Lorsqu'un directeur définitif est engagé, suite à un appel à candidatures, dans un autre emploi de directeur, tel que défini à l'article 2, par son pouvoir organisateur, celui-ci l'admet au stage si l'emploi est définitivement vacant ou l'engage à titre temporaire si l'emploi est temporairement vacant. Durant cette période, le directeur reste titulaire de son emploi d'origine et bénéficie d'un congé conformément aux articles 9 ou 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le directeur ne peut être admis au stage ou engagé à titre temporaire qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans.

§ 2. Après un an, le pouvoir organisateur effectue une évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. Si cette évaluation est favorable, le directeur est engagé à titre définitif, lorsque l'emploi est définitivement vacant.

En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Il peut en outre être mis fin à la fonction conformément aux articles 33 et 34.

Article 82*bis*. - § 1^{er}. Lorsqu'un directeur définitif est engagé, suite à un appel à candidatures, dans un autre emploi de directeur, tel que défini à l'article 2, auprès d'un autre pouvoir organisateur que celui auprès duquel il est engagé à titre définitif, ce dernier l'admet au stage si l'emploi est définitivement vacant ou l'engage à titre temporaire si l'emploi est temporairement vacant. Durant cette période, le directeur reste titulaire de son emploi d'origine et bénéficie d'un congé conformément aux articles 9 ou 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel ne peut être admis au stage ou engagé à titre temporaire qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans.

§ 2. Après un an, le pouvoir organisateur effectue une évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Après deux ans, le pouvoir organisateur effectue une deuxième évaluation axée sur l'adéquation aux éléments du profil de fonction spécifique à l'établissement. Si cette évaluation est favorable, le directeur est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe, lorsque celui-ci est définitivement vacant.

En cas d'évaluation défavorable, il est mis fin à sa fonction et il réintègre son emploi d'origine.

Il peut, en outre, être mis fin à la fonction conformément aux articles 33 et 34. ».

Art. 132. L'article 83 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 83. - § 1^{er}. La fonction de directeur peut être confiée temporairement, suite à la procédure d'appel visée aux articles 79 et 79bis, appliquée *mutatis mutandis*, à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 80 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 81bis, § 3.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif.

Il est évalué, *mutatis mutandis*, conformément à l'article 33, §§ 2 à 5.

§ 2. Pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à 15 semaines, la condition de l'article 80, § 1^{er}, 3° n'est pas obligatoire.

Cet engagement pour 15 semaines maximum peut être renouvelé pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période d'engagement visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'engagement est prolongé pendant la période entre l'appel à candidatures et l'engagement d'un candidat.

Le pouvoir organisateur engage un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné sauf si le pouvoir organisateur atteste qu'il n'a pu obtenir, à la suite de cet appel, de candidature qui réponde aux critères du profil de fonction.

Dans ce cas, par dérogation aux alinéas 2 et 4, un délai supplémentaire, ne dépassant pas 15 semaines, est octroyé au pouvoir organisateur afin d'engager un directeur au terme d'une nouvelle procédure d'appel. L'engagement initial visé aux alinéas 1^{er}, 2 et 4 n'est pas subventionné au-delà de ce deuxième appel. ».

Art. 133. A l'article 87 du même décret,

1° à l'alinéa 1^{er} les termes suivants sont supprimés : « et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des articles 13, 14 et 15 »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par un texte rédigé comme suit;

« Dans ce cadre, le pouvoir organisateur prend notamment en considération :

- a) dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, les dispositions relatives aux projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur et au projet d'établissement visés au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 précité;
- b) dans l'enseignement de promotion sociale, les dispositions relatives au projet pédagogique visé à l'article 36, § 2, du décret du 16 avril 1991 précité;
- c) dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les dispositions relatives au projet éducatif et au projet pédagogique du pouvoir organisateur visés à l'article 1^{er}, 7°, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française et les dispositions relatives au projet éducatif et artistique d'établissement visé à l'article 3bis du même décret. ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant le titre IV « de l'accès aux fonctions de sélection et de promotion dans l'enseignement subventionné »*

Art. 134. A l'article 100 du même décret, un point m) est ajouté comme suit :

« m) master à finalité didactique. ».

Art. 135. A l'article 101 du même décret, les modifications suivantes sont insérées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

- les termes « l'article 40 alinéa 1^{er}, 4°, et à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et § 3, alinéa 1^{er}, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 42, § 1^{er}, 2° et 3° »;

- un « s » est ainsi inséré avant le « ont » : « sont »;

2° à l'alinéa 2, les termes « l'article 51, 4°, et à l'article 54bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et § 3, alinéa 1^{er}, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 53, § 1^{er}, 2° et 3° »;

3° à l'alinéa 3, les termes « 44sexies, § 1^{er} » sont remplacés par les termes « 44quinquies, § 3 »;

4° à l'alinéa 4, les termes « 54octies, § 1^{er} » sont remplacés par les termes « 54septies, § 4 ».

Art. 136. A l'article 102 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « l'article 57, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 59, § 1^{er}, 2°, à l'article 59, § 2, alinéa 1^{er}, a), 2°, et b), 2°, et à l'article 59, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, du présent décret et à l'article 49, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et § 3, alinéa 1^{er}, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 50, § 1^{er}, 2° et 3° »;

2° à l'alinéa 2, les termes « à l'article 80, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 81, alinéa 1^{er}, b), 3°, à l'article 82, § 1^{er}, 2°, à l'article 82, § 2, alinéa 1^{er}, a), 2° et b), 2°, et à l'article 83, § 3, a), 2°, et b), du présent décret et à l'article 59, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 61bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et § 3, alinéa 1^{er}, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 60 § 1^{er}, 2° et 3° ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le Titre VI « dispositions modificatives, transitoires et finales »*

Art. 137. Dans la section I^{re}, chapitre III, titre VI, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, il est inséré une sous-section I^{re}, comportant les articles 130 à 131 et rédigée comme suit :

« Sous-section I^{re}. - Dispositions transitoires antérieures au décret du [date de promulgation] modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection ».

Art. 138. Dans la section I^{re}, chapitre III, titre VI, du même décret, il est inséré une sous-section II rédigée comme suit :

« Sous-section II. – Dispositions transitoires insérées par le décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection

Article 131*bis*. – § 1^{er}. Pour les membres du personnel admis au stage au plus tard le 31 août 2019, la durée du stage est de deux ans.

Il est, toutefois, loisible au directeur de demander une prolongation de stage d'un an, dans le but, notamment, d'obtenir toutes ses attestations de réussite.

Le directeur est évalué selon les modalités prévues à l'article 33. La deuxième évaluation ne peut, toutefois, aboutir à la mention « réservée ». A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, elle est présumée favorable. Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité.

Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention « favorable » à l'issue de cette deuxième évaluation.

Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de cette deuxième évaluation.

§ 2. Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire dans un emploi de directeur temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines et entrés en fonction avant le 31 août 2019 sont nommés ou engagés à titre définitif à condition :

1° d'avoir été désignés ou engagés à titre temporaire de manière ininterrompue depuis 2 ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant;

2° d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable »; ces évaluations sont menées selon les règles visées à l'article 33, §§ 2 à 5;

3° d'avoir obtenu les attestations de réussite et de suivi des formations visées à l'article 15, § 1^{er};

4° dans l'enseignement subventionné d'avoir répondu à un appel à candidatures.»

Art. 131*ter*. § 1^{er}. Les membres du personnel ayant obtenu les cinq attestations de réussite de la formation initiale des directeurs au plus tard le 31 août 2019 sont réputés détenteurs des attestations de réussite requises par le présent décret pour une période de 10 ans commençant à la date de délivrance de la dernière attestation, sans possibilité de prolongation.

§ 2. Les membres du personnel n'ayant pas obtenu les cinq attestations de réussite visées au § 1^{er} avant cette date sont soumis, selon le cas, aux règles qui suivent :

1° le membre du personnel en possession de l'attestation de réussite relative à l'axe administratif, matériel et financier, respectivement, du volet commun à l'ensemble des réseaux ou du volet propre à un réseau ou à un pouvoir organisateur est dispensé des formations relatives à l'axe administratif inter-réseaux visé à l'article 10, § 2, ou du module « administratif, matériel et financier » de la formation visé à l'article 11, § 3, alinéa 1^{er};

2° le membre du personnel en possession de l'attestation de réussite relative à l'axe pédagogique du volet propre à un réseau ou à un pouvoir organisateur est dispensé des formations relatives à l'axe pédagogique réseaux visé à l'article 11, § 3, alinéa 2;

3° le membre du personnel en possession de l'attestation de réussite relative à l'axe pédagogique du volet commun à l'ensemble des réseaux doit suivre et réussir la partie du module « vision pédagogique et pilotage » de 21h visée à l'article 10, § 4, alinéa 2, 1^o, b.; en sont dispensés les directeurs en fonction qui ont suivi en 2017-2018, en 2018-2019 ou en 2019-2020 le module de formation inter-réseaux « Plan de pilotage- enjeux, attentes et processus » de 18h délivré par l'Institut de la Formation en cours de carrière;

4° le membre du personnel en possession de l'attestation de réussite relative à l'axe relationnel du volet commun à l'ensemble des réseaux est dispensé du module inter-réseaux de « développement des compétences et aptitudes relationnelles, interpersonnelles et groupales » visé à l'article 10, § 4, alinéa 2, 2^o;

5° sans préjudice de l'article 15, § 3, les membres du personnel désignés à la fonction de directeur sont tenus de suivre la formation/accompagnement d'intégration visée à l'article 11, § 4.

§ 3. Dès le 1^{er} septembre 2022, tous les membres du personnel qui ne sont pas en possession de l'ensemble des attestations de réussite devront suivre et réussir l'ensemble des modules visés aux articles 10, §§ 3 et 4, et 11, § 3. ».

Art. 139. Dans la section II, chapitre III, titre VI, du même décret, il est inséré une sous-section I^{re}, comportant les articles 132 et 133, libellée comme suit :

« Sous-section I^{re}. - Dispositions transitoires antérieures au décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection. ».

Art. 140. Dans la section II, chapitre III, titre VI, du même décret, il est inséré une sous-section II libellée comme suit :

« Sous-section II. - Dispositions transitoires insérées par le décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection

Article 133*bis*. – §1^{er}. Le membre du personnel nommé dans la fonction de directeur, au plus tard au 1^{er} janvier 2019, peut, à sa demande, obtenir un changement d'affectation définitif dans un autre emploi vacant de sa fonction jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} janvier suivant, sauf dans l'enseignement de promotion sociale où il produit ses effets le 1^{er} septembre suivant.

§ 2. Le membre du personnel qui, en application du § 1^{er}, désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone ou dans une autre zone introduit, selon les modalités fixées par l'appel aux changements d'affectation, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du pouvoir organisateur dans le courant du mois d'octobre, et dans l'enseignement de promotion sociale dans le courant du mois de février.

Le pouvoir organisateur n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission interzonale d'affectation. ».

TITRE X. — Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française

Art. 141. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, à l'annexe 2, le point « 1) Diplômes de l'enseignement supérieur universitaire » est complété par les lignes suivantes :

		-	MASTER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
-	CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION	-	LICENCE/MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
-	CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR DE GESTION	-	INGENIEUR DE GESTION

TITRE XI. — Disposition modifiant le décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires

Art. 142. Dans les articles 15 et 17 du décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « articles 30 et 31 » sont remplacés par les mots « articles 26 et 27 »;

2° les mots « décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs » sont remplacés par les mots « décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement. ».

TITRE XII. — Disposition modifiant l'occurrence « sous-directeur » dans différents textes

Art. 143. Les textes qui suivent sont modifiés :

1° dans l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, à l'article 17, § 1^{er}, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

2° dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'article 6^{ter}, b), 2^e tiret, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

3° dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, aux articles 83, alinéa 3, et 97, alinéas 5 et 6, le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;

4° dans l'arrêté royal du 23 novembre 1970 fixant les attributions des proviseurs et des sous-directeurs des établissements d'enseignement de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'intitulé de l'arrêté royal, les mots « des proviseurs ou des sous directeurs » sont remplacés par les mots « des directeurs adjoints »;

b) à l'article 1^{er},

- aux alinéas 1^{er}, 2, a), d), e) et g), et 3, les mots « chef d'établissement » sont chaque fois remplacés par le mot « directeur »;

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « du préfet des études ou » sont abrogés;

- aux alinéas 1^{er} et 2, a), les mots « le proviseur ou le sous-directeur » sont chaque fois remplacés par les mots « le directeur adjoint »;

- à l'alinéa 3, les mots « le proviseur ou sous-directeur » sont remplacés par les mots « le directeur adjoint »;

5° dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, à l'article 2, le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;

6° dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, à l'article 2,

a) le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;

b) les mots « proviseur et sous-directeur » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur adjoint »;

c) les mots « de proviseur ou de sous-directeur » sont chaque fois remplacés par les mots « de directeur adjoint »;

7° dans l'arrêté royal du 15 janvier 1975 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'article 1^{er}

a) au paragraphe 1^{er}, les mots « des proviseurs, des sous-directeurs » sont remplacés par les mots « des directeurs adjoints »;

b) au paragraphe 3, les mots « les proviseurs, les sous-directeurs » sont remplacés par les mots « les directeurs adjoints »;

8° dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, à l'article 12, § 2, 1^obis, les mots « sous-directeur ou proviseur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

9° dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psycho-pédagogique, à l'article 12, § 2, 1^obis, les mots « proviseur ou sous-directeur » et le mot « sous-directeur ou proviseur » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur adjoint »;

10° dans l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques, à l'article 13, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

11° dans l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, à l'article 21, § 1^{er}, les mots « proviseur ou sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur-adjoint »;

12° dans l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, à l'article 14, au 1^{er} tiret, les mots « proviseurs et sous-directeurs » sont remplacés par les mots « directeurs adjoints »;

13° dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, à l'article 7, au 1^{er} tiret, les mots « proviseurs et sous-directeurs » sont remplacés par les mots « directeurs adjoints »;

14° dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, à l'article 7, au 1^{er} tiret, les mots « proviseurs et sous-directeurs » sont remplacés par les mots « directeurs adjoints »;

15° dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, à l'article 35 le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

16° dans le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, à l'article 18, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

17° dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale,

a) aux articles 5, 18, 22, 27, 27bis et 30bis le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;

b) à l'article 27, les mots « directeur adjoint » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur complémentaire »;

18° dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice,

a) à l'article 5ter, § 10, alinéa 1^{er}, les mots « un nombre d'emplois de chefs d'établissement adjoints, de proviseurs adjoints ou de sous-directeurs adjoints, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs » sont remplacés par les mots « un nombre d'emplois de directeurs complémentaires, de directeurs adjoints complémentaires, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de directeurs ou de directeurs adjoints »;

b) à l'article 5ter, § 10, alinéa 2, les mots « chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs, d'éducateurs économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier de l'établissement fusionné sont rappelés à l'activité ou remis au travail, dans les emplois de chefs d'établissement-adjoints, de proviseurs-adjoints ou de sous-directeurs adjoints, » sont remplacés par les mots « directeurs, de directeurs adjoints, d'éducateurs économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier de l'établissement fusionné sont rappelés à l'activité ou remis au travail, dans les emplois de directeurs complémentaires ou de directeurs adjoints complémentaires, »;

c) à l'article 5ter, § 10, l'alinéa 4 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« A partir du premier jour du mois qui suit l'extinction d'un emploi de directeur complémentaire visé à l'alinéa 1^{er}, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de directeur adjoint supplémentaire par dérogation à l'article 21quater. »;

d) à l'article 5ter, § 10, alinéa 6,

- les mots « chef d'établissement » sont remplacés par le mot « directeur »,

- les mots « de proviseur ou de sous-directeur supplémentaire » sont remplacés par les mots « de directeur adjoint supplémentaire »;

e) à l'article 5ter, § 10, alinéas 7 et 9, les mots « de proviseur ou de sous-directeur » sont remplacés par les mots « de directeur adjoint »

f) à l'article 21^{quater},

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « de proviseur ou de sous-directeur » sont remplacés par les mots « de directeur adjoint »;
- à l'alinéa 3, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

19° dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 19, les mots « sous-directeur ou de proviseur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

20° dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française,

- a) aux articles 5, 15, 17 et 20 le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;
- b) au titre III « Fonctions de sélection », l'intitulé du chapitre I^{er} est remplacé par les mots « Chapitre I^{er}. - Directeur adjoint »;

21° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française,

- a) aux articles 6, 15, 17, 18 et 20 le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;
- b) au titre III « Fonctions de sélection », l'intitulé du chapitre I^{er} est remplacé par les mots « Chapitre I^{er}. - Directeur adjoint »;

22° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

23° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française,

- a) à l'article 8, les mots « proviseur, sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;
- b) à l'article 11, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

24° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française,

- a) à l'article 8, les mots « proviseur, sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;
- b) à l'article 11, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

25° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 1997 rendant obligatoire la décision du 25 novembre 1996 de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné relative au régime de formation spécifique prévue par le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné en vue d'accéder à la nomination à une fonction de sélection ou de promotion,

- a) à l'article 1^{er}, les mots « sous-directeur et proviseur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;
- b) Dans le Tableau I, les mots « proviseur » et « sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

26° dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 97, § 4, les mots « sous-directeurs, des proviseurs » sont remplacés par les mots « des directeurs adjoints »;

27° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 octobre 1997 rendant obligatoire la décision du 27 février 1997 de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socio-culturelle officiels subventionnés relative au régime de formation spécifique prévue par le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné en vue d'accéder à la nomination à une fonction de sélection ou de promotion,

- a) à l'article 1^{er}, le mot « sous-directeurs » est remplacé par les mots « directeurs adjoints »;
- b) dans les programmes de référence annexés à l'arrêté, le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;

28° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1997 relatif au Conseil de participation et au projet d'établissement dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire et organisant l'application des articles 69 et 70 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre,

- a) à l'article 1^{er}, 5°, les mots « le proviseur ou sous-directeur ou le proviseur ou sous-directeur » sont remplacés par les mots « le directeur adjoint ou le directeur adjoint »;
- b) à l'article 1^{er}, 8°, a), les mots « les proviseurs ou sous-directeurs ou les proviseurs ou sous-directeurs » sont remplacés par les mots « les directeurs adjoints ou les directeurs adjoints »;
- c) à l'article 2, alinéa 2, les mots « proviseur ou sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

29° dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, aux articles 50, 53, 55, 69, 89 et 98, le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint »;

30° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, à l'article 2, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

31° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 1999 fixant diverses mesures relatives à la situation pécuniaire de certains membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale, à l'article 4, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

32° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 fixant les dispositions transitoires applicables aux membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, à l'article 6, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

33° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2001 portant création d'un Centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française à Gembloux, à l'article 4, les mots « proviseur, sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

34° dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, aux articles 70 et 71, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

35° dans le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, à l'article 10, les mots « proviseur ou de sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

36° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2011 précisant les modalités prévues à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, à l'annexe 2, point 5, les mots « proviseur ou sous-directeur » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »;

37° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2013 portant fusion par absorption de l'Athénée royal Maurice Carême (Wavre) par l'Athénée royal de Rixensart, à l'article 2, les mots « directrice adjointe » sont remplacés par les mots « directrice complémentaire »;

38° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2013 portant fusion par absorption de l'Athénée royal Alain Hubert de Pepinster par l'Athénée royal Verdi de Verviers, à l'article 2, les mots « directeur adjoint » sont remplacés par les mots « directeur complémentaire »;

39° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné du 22 octobre 2015 fixant le cadre du règlement de travail,

a) dans l'annexe, à l'article 30, § 1^{er}, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »,

b) dans l'annexe I au règlement de travail, le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »;

40° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné du 22 octobre 2015 fixant le cadre du règlement de travail, dans l'Annexe, à l'article 30, § 2,

a) les mots « proviseur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques) » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »,

b) les mots « d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques) » sont remplacés par les mots « d'un directeur adjoint »;

41° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socioculturelle officiel subventionné (Enseignement spécialisé) du 22 octobre 2015 fixant le cadre du règlement de travail, dans l'annexe, à l'article 30, § 2,

a) les mots « proviseur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques) » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »,

b) les mots « d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques) » sont remplacés par les mots « d'un directeur adjoint »;

42° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné du 22 octobre 2015 fixant le cadre du règlement de travail, dans l'Annexe, à l'article 30, § 2,

a) les mots « proviseur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques) » sont remplacés par les mots « directeur adjoint »,

b) les mots « d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques) » sont remplacés par les mots « d'un directeur adjoint »;

43° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socioculturelle (ESAHR) du 22 octobre 2015 fixant le cadre du règlement de travail,

a) dans l'annexe, à l'article 27, § 2, le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par le mot « directeur adjoint »,

b) dans l'annexe, à l'article 27, § 2, le mot « sous-directeurs » est remplacé par le mot « directeurs adjoints »,

c) dans l'Annexe I au Règlement de travail,

- le mot « sous-directeur » est remplacé par les mots « directeur adjoint »,

- le mot « s'ous-directeurs » est remplacé par les mots « directeurs adjoints ».

44° dans l'annexe du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection, le mot « sous-directeur » est chaque fois remplacé par les mots « directeur adjoint ».

TITRE XIII. — Dispositions abrogatoires

Art. 144. L'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de l'Etat est abrogé.

Art. 145. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est abrogé.

Art. 146. Dans le titre III, au chapitre I^{er} du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, la section II comportant les articles 37 et 38 est abrogée le 31 décembre 2019.

Art. 147. Dans le tableau I en annexe du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, sont abrogées les 3 lignes suivantes :

- sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur;
- proviseur ou sous-directeur;
- sous-directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 148. Dans le tableau II, annexé au même décret, les lignes relatives aux fonctions de directeur d'école maternelle, directeur d'école primaire, directeur d'école fondamentale, directeur de l'enseignement secondaire inférieur, préfet des études ou directeur, directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit sont abrogées.

TITRE XIV. — *Dispositions transitoires et finale*

Art. 149. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les membres du personnel titulaires d'une attestation de suivi de la formation spécifique à la fonction de chef de travaux d'atelier ou à une des fonctions de sélection délivrée avant le 1^{er} septembre 2019 sont réputés remplir pendant deux ans à compter du 1^{er} septembre 2019 la condition d'être titulaires de l'attestation de réussite de la formation spécifique requise pour l'engagement ou la nomination à titre définitif dans la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier ou dans la fonction de sélection concernées par l'engagement ou la nomination à titre définitif.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la durée de validité desdites attestations est suspendue pendant les périodes où le membre du personnel exerce à titre temporaire une fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier.

Les membres du personnel nommés/engagés à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont réputés nommés/engagés à titre définitif conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 150. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire dans les fonctions de sélection de chef d'atelier, de coordonnateur CEFA, de directeur adjoint, de secrétaire de direction, d'éducateur-économiste et de promotion de chef de travaux d'atelier et entrés en fonction avant le 31 août 2019 pourront être nommés ou engagés à titre définitif, dès qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de six ans, ou de sept ans pour les chefs de travaux d'atelier, dans une des fonctions de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité ou à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité selon le cas; toutefois, en ce qui concerne l'accès aux fonctions de directeurs adjoints, l'ancienneté de service peut être acquise tant dans une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant que dans une fonction de personnel auxiliaire d'éducation;

2° être nommé à titre définitif dans une des fonctions visées au 3° ou avoir exercé l'une de ces fonctions durant 6 ans;

3° avoir exercé, pour au moins une demi-charge, une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection ou promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément aux articles 101 ou 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement tels que fixés à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret;

4° avoir répondu à un appel à candidatures;

5° avoir suivi au préalable une formation spécifique, sanctionnée par un certificat de fréquentation.

Art. 151. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les membres du personnel qui occupent un emploi de promotion ou de sélection suite à une désignation effectuée dans le cadre d'un appel à candidatures avant le 1^{er} septembre 2019 sont nommés dans cet emploi lorsque celui-ci devient vacant.

Art. 152. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les membres du personnel désignés à titre temporaire avant le 1^{er} septembre 2020 comme chefs de travaux d'atelier, administrateurs ou dans une des fonctions de sélection dans un emploi non vacant pour de plus de quinze semaines sont nommés à titre définitif à condition :

1° d'avoir été désignés à titre temporaire de manière ininterrompue depuis deux ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant;

2° d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable »;

3° d'avoir obtenu les attestations de réussite des formations visées aux articles 19, 19bis, 19ter, 20, 20bis, 21 et 21ter du décret du 4 janvier 1999 ».

Art. 153. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur peut, sans faire application de la procédure visée à l'article 35, §§ 1^{er} et 3, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et à l'article 28, §§ 1^{er} et 4, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, prolonger la désignation des membres du personnel qui exerçaient une fonction de promotion ou de sélection avant le 1^{er} septembre 2019 et qui ont été évalués avec la mention favorable par le pouvoir organisateur ou son délégué, jusqu'à ce que l'emploi qu'ils occupent devienne vacant; une fois cet emploi devenu vacant, après une nouvelle évaluation « favorable » ils sont admis stage ou sont nommés à titre définitif s'ils répondent aux conditions de nomination applicables.

Les emplois devenus vacants au 1^{er} juillet 2019 et au 1^{er} juillet 2020 suite à des changements d'affectation définitifs dans les fonctions de sélection sont proposés en priorité aux membres du personnel, ayant reçu une évaluation favorable, qui sont en perte de charge suite à ces changements d'affectation».

Art. 154. Dans les textes légaux et réglementaires visant l'enseignement, il y a dorénavant lieu de lire « décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs et directrices dans l'enseignement » en lieu et place de « décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs ».

Art. 155. Le présent décret entre en vigueur pour l'année scolaire 2019-2020.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 36ter, § 1^{er}, alinéa 2, 56bis, § 1^{er}, alinéa 2, et 79bis, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 2 février 2007, tels que modifiés respectivement par les articles 26, 36 et 42, entrent en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du décret relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement.

Un pouvoir organisateur peut introduire, avant le 15 mai 2019 au plus tard, une demande dûment motivée auprès des Services du Gouvernement afin que les dispositions relatives aux fonctions de sélection ne lui soient pas appliquées pour l'année scolaire 2019-2020. Le Gouvernement statue sur cette demande dans un délai d'un mois. A défaut, la demande est considérée comme approuvée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 766-1. – Amendements en commission, n° 766-2 - Rapport de commission, n° 766-3. – Texte adopté en commission, n° 766-4 – Amendements en séance, n° 766-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 766-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2019.

—————
Annexe au décret de la Communauté française du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Liste des titres de capacités permettant d'être nommé dans la fonction de secrétaire de direction

1) Diplômes de l'enseignement supérieur universitaire	
1 ^{er} cycle	2 ^e cycle
- Candidat/bachelier en droit	- Licencié/master en droit
- Candidat/bachelier en sciences politiques	- Licencié/master en sciences politiques
	- Licencié/master en sciences du travail
CANDIDAT /BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION	- licencié / MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
- CANDIDAT /BACHELIER ingénieur de gestion	- INGENIEUR DE GESTION
	MASTER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
2) Diplômes de l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice de type court	
- Gradué/bachelier en droit	
- Gradué/bachelier en secrétariat de direction	
- Gradué/bachelier en secrétariat	
- Gradué/bachelier en secrétariat-langues	
- Gradué/bachelier en relations publiques	
- Gradué/bachelier en sciences administrative et gestion publique	
- Gradué/bachelier en administration et gestion du personnel	
- Gradué/bachelier en gestion des ressources humaines	
3) Diplômes de l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice de type long	
1 ^{er} cycle	2 ^e cycle
- Candidat en sciences administratives- Bachelier en gestion publique	- Licencié en Sciences administratives- Master en gestion publique
4) Diplômes de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court de régime 1	

- Gradué/bachelier en secrétariat
- Gradué/bachelier en secrétariat-langues
- Gradué/bachelier en secrétariat de direction
- Gradué/bachelier en droit
- Gradué/bachelier en relations publiques
- Gradué/bachelier en sciences commerciales et administratives
- Gradué/bachelier en gestion des ressources humaines

».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11789]

14 MAART 2019. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs.

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt gewijzigd als volgt :

1. in artikel 18 wordt punt 6 opgeheven ;
2. in artikel 31ter, eerste lid, wordt 7° opgeheven ;
3. in artikel 80 worden de paragrafen 4, 5 en 6 geschrapt ;
4. in artikel 94, § 1,
 - a. worden de woorden « met uitzondering van het ambt van directeur van het lager-, basis- en het secundair onderwijs en van directeur in het onderwijs voor sociale promotie, » ingevoegd tussen het woord « bevordering, » en het woord « kan ».
 - b. worden de paragrafen 3, 4 en 5 geschrapt ;
5. in de artikelen 101 en 102, worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a. de woorden « in de bepalingen van artikel 97 » worden vervangen door de woorden « in de bepalingen van artikel 36bis van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs » ;
 - b. de woorden « een medisch attest afleveren van ten hoogste zes maanden na de datum waaruit blijkt dat hij in zodanige gezondheidsomstandigheden verkeert dat hij die gezondheid van de leerlingen en andere personeelsleden niet in gevaar kan brengen » worden opgeheven.

Art. 2. De artikelen 97 tot 100 en 103 tot 105 van hetzelfde koninklijk besluit worden opgeheven.

TITEL II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd.

Art. 3. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, worden de woorden « Directiesecretaris », « Studiemeester-opvoeder, studiemeester-opvoeder internaat, secretaris-bibliothecaris » geschrapt.

TITEL III. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in de rijksonderwijsinrichtingen.

Art. 4. In het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in de rijksonderwijsinrichtingen, worden opgeheven :

- a. artikel 1bis ;
- b. bijlage II.

TITEL IV. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

Art. 5. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. – Het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap dat behoort tot de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel, tot de categorie van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, tot de categorie van het administratief personeel, van het meester-, vak- en dienstpersoneel, geniet een toelage tijdens de periode waarin hij voorlopig een selectieambt of een bevorderingsambt uitoefent in overeenstemming met een beslissing genomen door de inrichtende macht. ».

Art. 6. In het bovenvermelde koninklijk besluit van 13 juni 1976 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a. in artikel 3 worden de woorden « het ministerieel besluit bedoeld » vervangen door de woorden « de beslissing genomen door de inrichtende macht bedoeld » ;
- b. in artikel 4, § 1, worden de woorden « of aangesteld in tijdelijk verband » ingevoegd na de woorden « in vast verband ».

TITEL V. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs.

Art. 7. In het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, in artikel 7, eerste lid, worden de woorden « met uitzondering van het ambt opvoeder-huismeester » geschrapt.

TITEL VI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 8. In artikel 29^{quater} van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- * in 1° worden de woorden « 41^{ter} eerste lid » vervangen door de woorden « 41^{ter}, § 1 » ;
- * in 3° worden de woorden « 41^{ter} tweede lid » vervangen door de woorden « 41^{ter}, § 2 ».

Art. 9. In de artikelen 30 en 54^{sexies} van het bovenvermelde decreet van 1 februari 1993 worden de woorden « 4° bij de eerste indiensttreding, een medisch attest overhandigen dat nog geen zes maanden oud is en waarbij verklaard wordt dat de gezondheidstoestand van de kandidaat zodanig is dat deze geen gevaar oplevert voor de gezondheid van de leerlingen en de andere personeelsleden » opgeheven.

Art. 10. Artikel 41^{ter} van het bovenvermelde decreet van 1 februari 1993 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 41^{ter}. – § 1. Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt van werkplaatsleider in vast verband wordt aangeworven bij een inrichtende macht, kan, als hij dit aanvraagt en met de instemming van de inrichtende macht, in vast verband aangeworven worden in een definitief vacante betrekking binnen dezelfde inrichtende macht of binnen een andere inrichtende macht waarin hij reeds een aanwerving in vast verband heeft genoten :

- a. van een wervingsambt dat hij vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;
- b. van een selectieambt dat hij vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat hij vroeger in vast verband heeft uitgeoefend toegang verschaft;
- c. van een ambt van werkplaatsleider dat hij vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft.

De aanwerving in vast verband bedoeld in het vorige lid gebeurt binnen een inrichtende macht waarin het reeds een aanwerving in vast verband heeft genoten in een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt overeenkomstig de bepalingen van artikel 29^{quater}, 1°.

§ 2. Een personeelslid dat in een selectieambt of een bevorderingsambt van werkplaatsleider in vast verband aangeworven wordt bij een inrichtende macht kan, als hij dit aanvraagt en met de instemming van de inrichtende macht, in vast verband aangeworven worden door een andere inrichtende macht in een definitief vacante betrekking :

- a. van een wervingsambt dat hij vroeger in vast verband uitgeoefend heeft;
- b. van een selectieambt dat hij vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;
- c. van een ambt van werkplaatsleider dat hij vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft.

De aanwerving in vast verband bedoeld in het vorige lid gebeurt bij een andere inrichtende macht dan deze bedoeld in § 1, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29^{quater}, 3°.

§ 3. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2, en onverminderd artikel 29^{quinquies}, kan de aanwerving ongeacht de datum gebeuren. Deze werving kan gebeuren voor zover het lid alle voorwaarden voorzien naargelang het geval vervuld zijn :

- a. in artikel 42, § 1, met uitzondering van punt 8° wat betreft de ambtsanciënniteit en van de punten 10° en 12°;
- b. in artikel 51, moeten de voorwaarden vervuld worden in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ;
- c. in artikel 59, moeten de voorwaarden vervuld worden in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Voor de toepassing van de punten b) en c) van het vorige lid wordt de vereiste voor een succesvolle opleiding voor een bepaald ambt ambtshalve geacht als vervuld te zijn als het personeelslid in vast verband titularis was van dit ambt voorafgaand aan de uitoefening van zijn of haar huidige ambt.

De overgang van de ene betrekking naar een andere overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 moet zonder onderbreking plaatsvinden. Het personeelslid moet van zijn oorspronkelijke ambt aftreden.

Het personeelslid dat het bevorderingsambt van werkplaatsleider uitoefent, kan slechts in aanmerking komen voor deze bepaling nadat hij zijn ambten uitgeoefend heeft in de betrekking die hij tijdens 3 jaar bekleedt.

§ 4. Het personeelslid bedoeld in dit artikel krijgt de weddeschaal toegewezen van het ambt waarin hij in vast verband aangeworven is overeenkomstig deze bepaling.

Het personeelslid bedoeld in dit artikel, dat gedurende ten minste tien jaar in vast verband het selectieambt of het bevorderingsambt dat het verlaat, heeft uitgeoefend, geniet een degressief weddeschaalstelsel, en krijgt vanaf het derde jaar de weddeschaal toegekend van het ambt waarin het overeenkomstig dit artikel benoemd is, vastgesteld als volgt :

- a. in de loop van het eerste jaar dat op zijn nieuwe affectatie volgt, geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 66 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het genoot in het ambt dat het verliet, en anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is;
- b. in de loop van het tweede jaar dat op zijn nieuwe affectatie volgt, geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 33 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het genoot in het ambt dat het verliet, en anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is. ».

Art. 11. In artikel 50*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1,

a. worden de woorden « De inrichtende macht die een personeelslid in vast verband moet aanwerven in een selectieambt » vervangen door de woorden « De inrichtende macht die een personeelslid in een selectieambt in tijdelijk verband voor meer dan vijftien weken moet aanwerven »

b. in 2°, worden de woorden « in vast verband » vervangen door de woorden « in tijdelijk verband » ;

§ 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen selectieambt, rekening houdend met de specifieke behoeften verbonden aan zijn opvoedend en pedagogische project, alsook de kenmerken die eigen zijn aan de school waarin de betrekking toe te kennen is.

Boven de gedrags- en technische competenties naar keuze van de inrichtende macht, neemt het profiel van het ambt in elk geval de volgende gedragscompetenties op :

- a) de informatie analyseren ;
- b) problemen oplossen ;
- c) in teamverband werken ;
- d) zich aanpassen ;
- e) betrouwbaar zijn ;
- f) luisterbereid zijn en gevoel voor communicatie hebben.

Het omvat ook de belangrijkste selectiecriteria van de kandidaten en de weging toegekend aan elk onder hen. Het bevat ook de bijkomende voorwaarden voor de aanwerving, die ofwel verplicht zijn of die een troef zijn voor de toe te kennen betrekking ;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen bedoeld in artikel 61*sexies*/1 ;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De inrichtende macht gaat over tot de aanwerving na de selectieprocedure beschreven in artikel 61*sexies*/3 te hebben gevolgd. ».

Art. 12. In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de punten 1° tot 4° van het eerste lid worden vervangen als volgt :

« 1° een dienstanciënniteit van ten minste zes jaar binnen het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde onderwijs hebben verworven, berekend volgens de nadere regels bedoeld in artikel 29*bis* ;

2° deze betrekking tijdens 720 dagen hebben uitgeoefend, berekend volgens de indiensttreding volgens de nadere regels bedoeld in artikel 29*bis* ;

3° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die bekrachtigd wordt door een slaagattest ;

4° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 50*bis*. » ;

2. de punten 5° en 6° worden opgeheven ;

3. in het tweede lid,

a. wordt punt 8° opgeheven ;

b. in punt 10° worden de woorden « hebben gevolgd » vervangen door de woorden « erin geslaagd zijn » ;

4. in het derde lid worden de woorden « van de artikelen 54 of 54*bis* » vervangen door de woorden « van artikel 53, § 1. ».

Art. 13. Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 53. - § 1. Een selectieambt kan tijdelijk aan een personeelslid toegewezen worden voor zover de volgende voorwaarden bij de aanwerving vervuld zijn :

1. een dienstanciënniteit van ten minste drie jaar binnen het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde onderwijs hebben verworven, in één van de ambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29*bis* ;

2. titularis zijn, vóór deze aanwerving van één of meer ambten die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt, overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, in een inrichtende macht van het onderwijs gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap ;

3. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig het bovenvermelde artikel 101 ;

4. aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 50bis hebben beantwoord.

Tijdens deze période blijft het personeelslid, in voorkomend geval, titularis van de betrekking waarin hij in vast verband benoemd of aangeworven is.

Het in een selectieambt vastbenoemd personeelslid dat solliciteert naar een andere betrekking van hetzelfde ambt wordt geacht de toegangsvoorwaarden in tijdelijk verband opgesomd in 1° tot 3° van het eerste lid voor het betrokken ambt te vervullen. Voor zijn aanwerving in vast verband zal het ook geacht worden de voorwaarden 1° en 3° van artikel 51, eerste lid, te vervullen.

§ 2. In afwijking van de voorwaarden bepaald in § 1, voor de ambten van adjunct-directeur, adjunct-directeur van het lager secundair onderwijs of van adjunct-directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, kan de inrichtende macht tijdelijk de uitoefening van het betrokken ambt toewijzen aan een kandidaat die de volgende voorwaarden vervult :

1. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van minstens het hoger niveau van de 1ste graad ; in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan kunnen de personeelsleden die de vakken onderrichten waarvoor er geen opleiding bestaat die aanleiding geeft tot de uitreiking van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de eerste graad, de uitoefening van het ambt van adjunct-directeur toegewezen krijgen voor zover ze houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de artikelen 105 tot 108, punt a) of b), van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ;

2. houder zijn van één van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 100 van het betrokken decreet van 2 februari 2007 ;

3. een dienstanciënniteit van 3 jaar hebben in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs ;

4. aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 50bis hebben beantwoord.

Vervult de voorwaarden 1° en 2° de kandidaat die een diploma heeft dat tegelijkertijd samengesteld is uit een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en uit een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de eerste graad ten minste.

§ 3. Een inrichtende macht die bevestigt dat zij een oproep tot kandidaten gelanceerd heeft en dat zij geen geldige kandidatuur na deze eerste oproep gekregen heeft, kan een tweede oproep tot kandidaten lanceren die niet voldoet aan de voorwaarde 3° bedoeld in § 2.

Indien de persoon aangeworven in één van de ambten bedoeld in § 2, eerste lid, geen ambt uitoefent in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs bij haar indiensttreding, zal ze slechts aangeworven zijn als ze de volgende voorwaarden vervult :

1. burgerlijke en politieke rechten genieten ;

2. voldaan hebben aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling ;

3. van onberispelijk gedrag zijn ;

4. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.».

Art. 14. Artikel 54 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 54. – In afwijking van artikel 53, § 1, eerste lid, 4°, en § 2, eerste lid, 4°, voor elke aanwerving van een duur die gelijk is aan of lager is dan 15 weken, is de voorwaarde voor de oproep tot kandidaten niet vereist.

Deze aanwerving voor hoogstens 15 weken kan hernieuwd worden voor zover de totale duur van de aanwerving 12 maanden niet overschrijdt.

Indien de afwezigheid van de titularis van het ambt langer duurt, lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidaten uiterlijk de laatste dag van de periode van aanwerving bedoeld in het vorige lid.

In afwijking van het tweede lid wordt de aanwerving bedoeld in het eerste lid verlengd tijdens de periode tussen de oproep tot kandidaten en de aanwerving van een kandidaat.

De inrichtende macht werft een kandidaat aan binnen de drie maanden na de oproep tot kandidaten. Bij gebreke daaraan, na deze drie maanden, wordt de betrekking niet meer gesubsidieerd ».

Art. 15. Artikel 54bis van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 54bis. - § 1. Wanneer de betrekking definitief vacant is, wordt het tijdelijk personeelslid in vast verband aangeworven in het selectieambt na een termijn van twee jaar voor zover het de voorwaarden van artikel 51, eerste of tweede lid vervult, of zodra het deze voorwaarden vervult.

Wanneer, na de termijn van 2 jaar, de betrekking tijdelijk vacant is, wordt het personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 51, eerste of tweede lid, in vast verband aangeworven zodra de betrekking vacant wordt.

§ 2. Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van artikel 53 kan, in voorkomend geval, ontslagen worden uit het betrokken ambt door de inrichtende macht overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII. ».

Art. 16. In artikel 54quater van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden «, in voorkomend geval, » ingevoegd tussen de woorden « reïntegreert het personeelslid » en « definitief » ;

2. het tweede lid wordt vervangen als volgt :

De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het selectieambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt en affectatie uitstellen met 15 weken na de aanvraag van het personeelslid.

Indien, boven de periode bedoeld in het vorige lid, de betrekking niet voorzien kon worden, kan de herstelling nog met hoogstens 15 weken verlengd worden, in gezamenlijk overleg tussen de inrichtende macht en het personeelslid. ».

Art. 17. In artikel 54^{sexies}, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de artikelen 51, eerste lid, en 54^{bis} » vervangen worden door de woorden « van artikel 53 ».

Art. 18. Het opschrift van hoofdstuk V van titel I van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :
« Hoofdstuk V. De toegang tot het bevorderingsambt van werkplaatsleider ».

Art. 19. Artikel 58^{bis} van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. in § 1,

a. worden de woorden « De inrichtende macht die een personeelslid in vast verband moet aanwerven in een bevorderingsambt » vervangen door de woorden « De inrichtende macht die een personeelslid in tijdelijk verband voor meer dan vijftien weken moet aanwerven in een bevorderingsambt van werkplaatsleider » ;

b. in 2° worden de woorden « in vast verband » vervangen door de woorden « in tijdelijk verband » ;

2. § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen bevorderingsambt van werkplaatsleider rekening houdend met de specifieke behoeften gebonden aan zijn opvoedings- en pedagogische project, alsook met de eigenschappen die eigen zijn aan de school waarin de betrekking toe te kennen is.

Boven de gedrags- en technische competenties naar keuze van de inrichtende macht bevat het ambtsprofiel in alle gevallen de volgende gedragscompetenties :

- a) de informatie analyseren ;
- b) problemen oplossen ;
- c) in teamverband werken ;
- d) zich aanpassen ;
- e) blijk geven van betrouwbaarheid ;
- f) luisterbereid zijn en gevoel voor communicatie hebben.

Het omvat ook de belangrijkste selectiecriteria van de kandidaten en de weging toegekend aan elk onder hen. Het bevat ook de bijkomende voorwaarden voor de aanwerving, die ofwel verplicht zijn of die een troef zijn voor de toe te kennen betrekking ;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen bedoeld in artikel 61^{sexies/1}. » ;

3° § 3 wordt vervangen als volgt:

« § 3. De inrichtende macht gaat over tot de aanwerving na de selectieprocedure beschreven in artikel 61^{sexies/3} te hebben gevolgd. ».

Art. 20. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. De punten 1° tot 4° van het eerste lid worden vervangen als volgt :

« 1° een dienstanciënniteit van zes jaar te hebben verworven binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, Deze anciënniteit wordt berekend overeenkomstig artikel 29^{bis}.

2° deze betrekking tijdens 720 dagen te hebben bekleed, berekend sinds de indiensttreding, volgens de nadere regels bepaald in 29^{bis} ;

3° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die bekrachtigd werd door een slaagattest;

4° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 58^{bis}. » ;

2. punt 5° van het eerste lid wordt opgeheven;

3. het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 21. Artikel 60 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 60. - § 1. Het bevorderingsambt van werkplaatsleider kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat alle volgende voorwaarden bij de aanwerving vervult :

1. een dienstanciënniteit van drie jaar te hebben verworven binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, in één van de ambten van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29^{bis} ;

2. titularis zijn, vóór deze aanwerving, van één of meer ambten die toegang geeft (geven) tot het toe te kennen ambt van werkplaatsleider, overeenkomstig artikel 102 van het bovenvermelde decreet van 2 februari 2007, in een inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs ;

3. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig het bovenvermelde artikel 102 ;

4. gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 58^{bis}.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid, in voorkomend geval, titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd of aangeworven is.

Het vastbenoemd personeelslid in een bevorderingsambt van werkplaatsleider dat solliciteert naar een andere betrekking van hetzelfde ambt wordt geacht de toegangsvoorwaarden in tijdelijk verband opgesomd in 1° tot 3° van het eerste lid voor het betrokken ambt te vervullen. Voor zijn aanwerving in vast verband zal het ook geacht de voorwaarden 1° en 3° van artikel 59 te vervullen.

Het personeelslid zal slechts voor een verandering van betrekking bedoeld in het vorige lid in aanmerking kunnen komen nadat het zijn ambten heeft uitgeoefend in de betrekking die het tijdens een periode van 3 jaar bekleedt.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, 4°, voor elke aanwerving van een duur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken, is de voorwaarde voor de oproep tot kandidaten niet vereist.

Deze aanwerving voor hoogstens 15 weken kan hernieuwd worden voor zover de totale duur van de aanwerving 12 maanden niet overschrijdt.

Indien de afwezigheid van de titularis van het ambt langer duurt, lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidaten uiterlijk de laatste dag van de periode van aanwerving bedoeld in het vorige lid.

In afwijking van het tweede lid wordt de aanwerving bedoeld in het eerste lid verlengd tijdens de periode tussen de oproep tot kandidaten en de aanwerving van een kandidaat.

De inrichtende macht werft een kandidaat aan binnen de drie maanden na de oproep tot kandidaten. Bij gebreke daarvan, na deze drie maanden, wordt de betrekking niet meer gesubsidieerd ».

Art. 22. Artikel 61 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 61. - § 1. Wanneer de betrekking definitief vacant is, wordt het tijdelijk personeelslid in vast verband aangeworven in het bevorderingsambt van werkplaatsleider na een termijn van twee jaar voor zover het de voorwaarden van artikel 59 vervult, of zodra het deze voorwaarden vervult.

Wanneer, na de termijn van 2 jaar, de betrekking tijdelijk vacant is, wordt het personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 59 vervult in vast verband aangeworven zodra de betrekking vacant wordt.

§ 2. Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van artikel 60 kan, in voorkomend geval, ontslagen worden uit het betrokken ambt door de inrichtende macht overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII. ».

Art. 23. Artikel 61*bis* van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 61*quater* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden «, in voorkomend geval, » ingevoegd tussen de woorden « reïntegreert het personeelslid » en « definitief » ;

2. het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het bevorderingsambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt en affectatie uitstellen met 15 weken na de aanvraag van het personeelslid.

Indien, boven de periode bedoeld in het vorige lid, de betrekking niet voorzien kon worden, kan de herstelling nog met hoogstens 15 weken verlengd worden, in gezamenlijk overleg tussen de inrichtende macht en het personeelslid. ».

Art. 25. Artikel 61*quinquies* wordt opgeheven.

Art. 26. Het opschrift van hoofdstuk *Vbis* van titel I van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK *Vbis*. – De oproep tot kandidaten, de selectiecommissie, het opdrachtenblad, de evaluatie en het einde van de uitoefening van sommige bevorderings- en selectieambten ».

Art. 27. In artikel 61*sexies*, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 4, 3° en in artikel 5, 1° en 2° » worden vervangen door de woorden « 4 § 1, 3° en 5, § 1, 1° tot 3° en 5° alsook 5, § 2, 1° en 2° ».

2° In het tweede lid wordt het woord in de Franse tekst « Elle » vervangen door « Il » ;

3° Er wordt een nieuw derde lid ingeleid : « Met uitzondering van de afdeling I ter betreffende het opdrachtenblad, is dit hoofdstuk ook van toepassing op de personeelsleden die een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel uitoefenen, zoals bedoeld in artikel 7, b), 9. en 10. en in artikel 7*bis*, 2°, a) en b) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 28. Het opschrift van afdeling I van hoofdstuk *Vbis* van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Afdeling I. - De oproep tot kandidaten ».

Art. 29. Er wordt een artikel 61*sexies/1* ingevoegd in hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Artikel 61*sexies/1*. – Het model van oproepen tot kandidaten bedoeld in de artikelen 50*bis* en 58*bis* wordt door de Regering vastgesteld, op gezamenlijk voorstel van de Vaste Commissie voor de bevordering en selectie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de Centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd officieel onderwijs, van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel vrij onderwijs en van de Centrale paritaire commissie van het confessioneel vrij onderwijs.

De Regering kan het model op eigen initiatief bepalen in het geval dat de Commissies bedoeld in het vorige lid haar geen gezamenlijk voorstel binnen een termijn van 30 dagen hebben bezorgd na de aanneming van dit decreet. ».

Art. 30. Er wordt een artikel 61*sexies/2* in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 61*sexies/2*. – De inrichtende macht die een oproep tot kandidaten lanceert, bepaalt de uitbreiding van de geadresseerden aan wie de oproep gericht is ofwel aan de enige personeelsleden die hun ambten binnen de inrichtende macht uitoefenen, ofwel aan elke persoon die aan de voorwaarden voor de toegang tot het ambt beantwoorden. ».

Art. 31. In hetzelfde decreet wordt een nieuwe afdeling *Ibis* ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling *Ibis* : De selectiecommissie ».

Art. 32. In hetzelfde decreet wordt een artikel 61*sexies/3* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 61*sexies/3*. – § 1. De inrichtende macht stelt een selectiecommissie aan. Ze bestaat uit de directeur van de betrokken inrichting en uit de leden of afgevaardigden van de inrichtende macht waaraan deze één of meer leden kan toewijzen die extern zijn aan de inrichtende macht en die over een deskundigheid inzake personeelsbeleid en personeelsselectie beschikken.

De samenstelling van de selectiecommissie wordt aan de Diensten van de Regering meegedeeld, volgens de nadere regels die ze vaststellen.

§ 2. De selectie van kandidaten rust op het ambtsprofiel ontwikkeld door de inrichtende macht en gevoegd bij de oproep tot kandidaten en, inzonderheid, op de evaluatie van de technische en gedragscompetenties van de kandidaten, samen met de indicatoren van de beheersing, en hun boekhouding met het opvoedend en pedagogisch project van de inrichtende macht.

De selectiecommissie kan de kandidaturen op basis van het dossier onderzoeken en selecteren en slechts de kandidaten horen die na deze selectie behouden worden.

§ 3. Na de verhooringen stelt de selectiecommissie een verslag op dat de kandidaten rangschikt en dat alle nuttige informatie geeft om de rangschikking te motiveren.

Dit verslag wordt aan de inrichtende macht bezorgd die op deze basis de beslissing neemt om aan te werven.

§ 4. De inrichtende macht deelt aan de kandidaten de motieven van haar keuze mee rekening houdend met de criteria bepaald in het ambtsprofiel, en vastgesteld overeenkomstig dit artikel.

§ 5. Op zijn aanvraag zal elke kandidaat een mededeling krijgen over de wijze waarop de overeenstemming geëvalueerd wordt van zijn gedrags- en technische competenties met de selectiecriteria die door het ambtsprofiel bepaald en gewogen worden. ».

Art. 33. De vorige afdeling I wordt afdeling I ter en wordt opnieuw ingevoegd na artikel 61*sexies*/3 in hetzelfde decreet, luidend als volgt : « Afdeling I ter. – Het opdrachtenblad ».

Art. 34. In artikel 61*septies* van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Vóór het opstel van het opdrachtenblad raadpleegt de inrichtende macht het plaatselijk orgaan van sociaal overleg. ».

Art. 35. In artikel 61*nonies* § 1, tweede lid van hetzelfde decreet, worden tussen de woorden « personeelslid » en « dat tijdelijk wordt aangesteld » de woorden « dat in vast verband wordt aangesteld en het personeelslid » toegevoegd.

Art. 36. In artikel 61*duodecies* van hetzelfde decreet worden de woorden « de afdeling I » vervangen door de woorden « de afdeling I ter ».

Art. 37. In artikel 71*nonies* van hetzelfde decreet, onder het laatste streepje, worden de woorden « na de directiestage bedoeld in artikel 33 » vervangen door de woorden : « na de toepassing van de bepalingen betreffende de eindstage of de aanwerving in tijdelijk verband van de directeurs bedoeld in de artikelen 10, § 5, tweede lid, en 131*bis*. ».

TITEL VII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Art. 38. In artikel 20 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden « 4° bij de eerste indienstreding, een medisch attest overhandigen dat nog geen zes maanden oud is en waarbij verklaard wordt dat de kandidaat zijn gezondheidstoestand zodanig is dat deze geen gevaar oplevert voor de gezondheid van de leerlingen en de andere personeelsleden » opgeheven.

Art. 39. Artikel 29*bis* van het bovenvermelde decreet van 6 juni 1994 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 29*bis*. – § 1. Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt van werkplaatsleider in vast verband wordt benoemd bij een inrichtende macht kan, als hij dit aanvraagt en mits toestemming van de inrichtende macht, in vast verband benoemd worden in een definitief vacante betrekking binnen dezelfde inrichtende macht of binnen een andere inrichtende macht waarbij het al een benoeming genoten heeft :

- a. van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;
- b. van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;
- c. van een ambt van werkplaatsleider indien het dat ambt vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of van een wervingsambt indien het dat ambt vroeger in vast verband heeft uitgeoefend dat toegang verschaft.

De benoeming in vast verband bedoeld in het vorige lid gebeurt binnen een inrichtende macht waarbij het personeelslid al een benoeming in vast verband in een wervings-, selectie of bevorderingsambt genoten heeft.

De overgang van de ene betrekking naar een andere overeenkomstig deze paragraaf moet zonder onderbreking plaatsvinden. Het personeelslid moet op voorhand uit zijn oorspronkelijke ambt aftreden.

De nadere regels voor de benoeming krachtens deze paragraaf worden overigens door de plaatselijke paritaire commissies vastgesteld.

§ 2. Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt van werkplaatsleider in vast verband wordt benoemd bij een inrichtende macht kan, als hij dit aanvraagt en mits de toestemming van de inrichtende macht, in vast verband benoemd worden binnen een andere inrichtende macht in een definitief vacante betrekking :

- a. van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;
- b. van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;
- c. van een ambt van werkplaatsleider indien het dat ambt vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of van een wervingsambt indien het dat ambt vroeg in vast verband heeft uitgeoefend dat toegang verschaft.

De benoeming in vast verband bedoeld in het vorige lid gebeurt binnen een andere inrichtende macht dan deze bedoeld in § 1, indien geen enkel lid van deze laatste prioritair is.

De overgang van de ene betrekking naar een andere overeenkomstig deze paragraaf moet zonder onderbreking plaatsvinden. Het personeelslid moet op voorhand van zijn oorspronkelijke ambt aftreden.

De nadere regels voor de benoeming krachtens deze paragraaf worden overigens door de plaatselijke paritaire commissie vastgesteld die ingesteld wordt binnen de inrichtende macht die het personeelslid ontvangt.

§ 3. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2, en onverminderd artikel 28, 1°, kan de benoeming in vast verband ongeacht de datum plaatsvinden. Deze werving kan plaatsvinden voor zover het personeelslid alle voorwaarden voorzien naargelang het geval vervuld zijn :

- a. in artikel 30, met uitzondering van 8°, 9° wat betreft de ambtsanciënniteit en 10° en 11°;
- b. in artikel 40, eerste lid, met uitzondering van 4°;
- c. in artikel 49, eerste lid, met uitzondering van 4°;

Voor de toepassing van de punten b) en c) van het vorige lid wordt de vereiste voor een succesvolle opleiding voor een bepaald ambt ambtshalve geacht als vervuld te zijn als het personeelslid in vast verband titularis was van dit ambt voorafgaand aan de uitoefening van zijn of haar huidige ambt.

Het personeelslid dat het bevorderingsambt van werkplaatsleider uitoefent, kan slechts in aanmerking komen voor deze bepaling als het personeelslid zijn ambten in de betrekking die het gedurende 3 jaar bekleedt, uitgeoefend heeft. ».

Art. 40. In artikel 39*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1,

a. wordt de zin « De inrichtende macht die een personeelslid in vast verband moet benoemen in een selectieambt » vervangen door de zin « De inrichtende macht die een personeelslid in een selectieambt in tijdelijk verband voor meer dan 15 weken moet aanstellen » ;

b. in 2° worden de woorden «benoeming in vast verband » vervangen door de woorden « aanstelling in tijdelijk verband».

2. § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen selectieambt, rekening houdend met de specifieke behoeften verbonden aan zijn opvoedend en pedagogische project, alsook de kenmerken die eigen zijn aan de school waarin de betrekking toe te kennen is.

Boven de gedrags- en technische competenties naar keuze van de inrichtende macht, neemt het profiel van het ambt in elk geval de volgende gedragscompetenties op :

- a) de informatie analyseren ;
- b) problemen oplossen ;
- c) in teamverband werken ;
- d) zich aanpassen ;
- e) betrouwbaar zijn ;
- f) luisterbereid zijn en gevoel voor communicatie hebben.

Het omvat ook de belangrijkste selectiecriteria van de kandidaten en de weging toegekend aan elk onder hen. Het bevat ook de bijkomende voorwaarden voor de aanstelling, die ofwel verplicht zijn of die een troef zijn voor de toe te kennen betrekking ;

2° lanceert een oproep tot kandidaten volgens de vormen bedoeld in artikel 52*quinquies*/1. » ;

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De inrichtende macht gaat over tot de aanstelling na de selectieprocedure beschreven in artikel 52*quinquies*/3 te hebben gevolgd. ».

Art. 41. In artikel 40 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. De punten 1° tot 6° van het eerste lid worden vervangen als volgt :

« 1° een dienstanciënniteit van zes jaar hebben verworven binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerd onderwijs, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34;

2° deze betrekking gedurende 600 dagen hebben uitgeoefend, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 ;

3° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die bekrachtigd wordt door een getuigschrift dat bewijst dat hij erin geslaagd is ;

4° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 39*bis*. » ;

2. het tweede lid en het derde lid worden geschrapt ;

3. in het vorige vierde lid dat het tweede lid is geworden :

a. worden de woorden « § 5 » geschrapt in de eerste zij en in punt 3° ;

b. wordt de voorwaarde 8° opgeheven ;

c. in punt 10° worden de woorden « van gevolgde vorming » vervangen door de woorden « van geslaagde vorming » ;

4. het vorige vijfde lid dat het derde lid is geworden, wordt gewijzigd als volgt :

a. de woorden « van de artikelen 43 of 44, §§ 1 tot 4 » worden vervangen door de woorden « van artikel 42 » ;

b. de woorden « § 5 » worden geschrapt ;

c. de woorden « vierde lid » worden vervangen door de woorden « tweede lid ».

Art. 42. Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 42. - § 1. Een selectieambt kan tijdelijk aan een personeelslid toegewezen worden voor zover de volgende voorwaarden bij de aanstelling vervuld zijn :

1. een dienstanciënniteit van drie jaar hebben verworven binnen het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde onderwijs, in één van de ambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 ;

2. titularis zijn, vóór deze aanstelling van één of meer ambten die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt, overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, in een inrichtende macht van het onderwijs gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap ;

3. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig het bovenvermelde artikel 101 ;

4. aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 39*bis* hebben beantwoord.

Tijdens deze période blijft het personeelslid, in voorkomend geval, titularis van de betrekking waarin hij in vast verband benoemd of aangeworven is.

Het vastbenoemd personeelslid in een selectieambt dat solliciteert naar een andere betrekking van hetzelfde ambt wordt geacht de toegangsvoorwaarden in tijdelijk verband opgesomd in 1° tot 3° van het eerste lid voor het betrokken ambt te vervullen. Voor zijn benoeming in vast verband zal het ook geacht de voorwaarden 1° en 3° van artikel 40, eerste lid, te vervullen.

§ 2. In afwijking van de voorwaarden bepaald in § 1, voor de ambten van adjunct-directeur, adjunct-directeur van het lager secundair onderwijs of van adjunct-directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, kan de inrichtende macht tijdelijk de uitoefening van het betrokken ambt toewijzen aan een kandidaat die de volgende voorwaarden vervult :

1. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 1ste graad ten minste ; in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan kunnen de personeelsleden die de vakken onderrichten waarvoor er geen opleiding bestaat die aanleiding geeft tot de uitreiking van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de eerste graad, de uitoefening van het ambt van adjunct-directeur toegewezen krijgen voor zover ze houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de artikelen 105 tot 108, punt a) of b), van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ;

2. houder zijn van één van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 100 van het betrokken decreet van 2 februari 2007 ;

3. een dienstanciënniteit van 3 jaar hebben in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs ;

4. aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 39bis hebben beantwoord.

Vervult de voorwaarden 1° en 2° de kandidaat die een diploma heeft die tegelijkertijd samengesteld is uit een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en uit een bekwaamheidsbewijs van minstens het hoger niveau van de eerste graad.

§ 3. Een inrichtende macht die bevestigt dat zij een oproep tot kandidaten gelanceerd heeft en dat zij geen geldige kandidatuur na deze eerste oproep gekregen heeft, kan een tweede oproep tot kandidaten lanceren die niet voldoet aan de voorwaarde 3° bedoeld in § 2.

Indien de persoon aangeworven in één van de ambten bedoeld in § 2, eerste lid, geen ambt uitoefent in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs bij haar indiensttreding, zal ze slechts aangeworven zijn als ze de volgende voorwaarden vervult :

1. burgerlijke en politieke rechten genieten ;

2. voldaan hebben aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling ;

3. van onberispelijk gedrag zijn ;

4. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.».

Art. 43. In hetzelfde decreet wordt een artikel 42bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 42bis. - In afwijking van artikel 42, § 1, eerste lid, 4°, en in § 2, eerste lid, 4°, voor elke aanstelling van een duur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken, is de voorwaarde voor de oproep tot kandidaten niet vereist. Nochtans worden de overheden bedoeld in artikel 27bis ertoe gemachtigd deze aanstellingen uit te voeren van een duur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken.

Deze aanstelling voor hoogstens 15 weken kan hernieuwd worden voor zover de totale duur van de aanstelling 12 maanden niet overschrijdt.

Indien de afwezigheid van de titularis van het ambt langer duurt, lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidaten uiterlijk de laatste dag van de periode van aanstelling bedoeld in het vorige lid.

In afwijking van het tweede lid wordt de aanstelling bedoeld in het eerste lid verlengd tijdens de periode tussen de oproep tot kandidaten en de aanstelling van een kandidaat.

De inrichtende macht stelt een kandidaat aan binnen de drie maanden na de oproep tot kandidaten. Bij gebreke daaraan, na deze drie maanden, wordt de betrekking niet meer gesubsidieerd. ».

Art. 44. De artikelen 43 en 44 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Artikel 43. - § 1. Wanneer de betrekking definitief vacant is, wordt het tijdelijk personeelslid in vast verband benoemd in het selectieambt na een termijn van twee jaar voor zover het de voorwaarden van artikel 40, eerste of derde lid vervult, of zodra het deze voorwaarden vervult.

Wanneer, na de termijn van 2 jaar, de betrekking tijdelijk vacant is, wordt het personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 40, eerste of derde lid, in vast verband benoemd zodra de betrekking vacant wordt.

§ 2. Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van artikel 42 kan, in voorkomend geval, ontslagen worden uit het betrokken ambt door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 44bis. ».

Artikel 44. - Voor de categorie van het opvoedend hulppersoneel kan de inrichtende macht, in het kader van de toepassing van de artikelen van dit hoofdstuk, de kandidatuur in concurrentie stellen van de personeelsleden die aan de voorwaarden van artikel 42, § 1 beantwoorden met deze van de personen die de volgende voorwaarden vervullen :

1. burgerlijke en politieke rechten genieten ;

2. houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

a. voor het ambt van opvoeder-huismeester : een bekwaamheidsbewijs van minstens het hoger niveau van de eerste graad met de volgende studierichtingen : economie, handel, boekhoudkunde of beheer ;

b. voor het ambt van directiesecretaris : een bekwaamheidsbewijs van minstens het hoger niveau van de eerste graad met de volgende studierichtingen : secretariaat, recht of bestuur. De Regering stelt de lijst van de bekwaamheidsbewijzen vast die in dat kader in aanmerking worden genomen.

3. voldaan hebben aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling ;

4. van onberispelijk gedrag zijn ;

5. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten ;

6. aan de oproep tot kandidaten hebben beantwoord.».

De persoon die krachtens het eerste lid wordt aangeworven, wordt tijdelijk aangesteld in het ambt van opvoeder-huismeester of van directiesecretaris respectievelijk bij de inrichtende macht, totdat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 40, tweede lid, of, in voorkomend geval, van artikel 40, eerste lid, en als de inrichtende macht hem intussen niet uit dat ambt heeft ontslagen. ».

Art. 45. In artikel 44^{ter} worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden «, in voorkomend geval, » ingevoegd tussen de woorden «reïntegreert het personeelslid » en « definitief » ;

2. het tweede lid wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het selectieambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt en affectatie uitstellen met 15 weken na de aanvraag van het personeelslid.

Indien, boven de periode bedoeld in het vorige lid, de betrekking niet voorzien kon worden, kan de herstelling nog met hoogstens 15 weken verlengd worden, in gezamenlijk overleg tussen de inrichtende macht en het personeelslid. ».

Art. 46. Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk V. De toegang tot het bevorderingsambt van werkplaatsleider ».

Art. 47. Artikel 48^{bis} van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. in § 1,

a. worden de woorden « De inrichtende macht die een personeelslid in een bevorderingsambt in vast verband moet benoemen » vervangen door de woorden « De inrichtende macht die een personeelslid in een bevorderingsambt van werkplaatsleider in tijdelijk verband voor meer dan 15 weken moet aanstellen » ;

b. in 2° worden de woorden « vaste benoeming » vervangen door de woorden « tijdelijke aanstellingen » ;

2. § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen selectieambt, rekening houdend met de specifieke behoeften verbonden aan zijn opvoedings- en pedagogische project, alsook de kenmerken die eigen zijn aan de school waarin de betrekking toe te kennen is.

Boven de gedrags- en technische competenties naar keuze van de inrichtende macht, neemt het profiel van het ambt in elk geval de volgende gedragscompetenties op :

- a) de informatie analyseren ;
- b) problemen oplossen ;
- c) in teamverband werken ;
- d) zich aanpassen ;
- e) betrouwbaar zijn ;
- f) luisterbereid zijn en gevoel voor communicatie hebben.

Het omvat ook de belangrijkste selectiecriteria van de kandidaten en de weging toegekend aan elk onder hen. Het bevat ook de bijkomende voorwaarden voor de aanstelling, die ofwel verplicht zijn of die een troef zijn voor de toe te kennen betrekking ;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen bedoeld in artikel 52^{quinquies}/1.^o.

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De inrichtende macht gaat over tot de aanstelling na de selectieprocedure beschreven in artikel 52^{quinquies}/3 te hebben gevolgd. ».

Art. 48. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de punten 1° tot 4° van het eerste lid worden vervangen als volgt :

« 1° een dienstanciënniteit van zes jaar hebben verworven binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerd onderwijs, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 ;

2° deze betrekking gedurende 600 dagen hebben uitgeoefend, berekend sinds de indiensttreding volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 ;

3° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die bekrachtigd wordt door een getuigschrift dat bewijst dat hij erin geslaagd is ;

4° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 48^{bis}. » ;

2. punt 5° van het eerste lid wordt opgeheven ;

3. het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 49. Artikel 50 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 50. - § 1. Een bevorderingsambt van werkplaatsleider kan tijdelijk aan een personeelslid toegewezen worden voor zover de volgende voorwaarden bij de aanstelling vervuld zijn :

1. een dienstanciënniteit van drie jaar hebben verworven binnen het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde onderwijs, in één van de ambten van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 ;

2. titularis zijn, vóór deze aanstelling van één of meer ambten die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt, overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, in een inrichtende macht van het onderwijs gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap ;

3. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig het bovenvermelde artikel 102 ;

4. aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 48^{bis} hebben beantwoord.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid, in voorkomend geval, titularis van de betrekking waarin hij in vast verband benoemd of aangeworven is.

Het vastbenoemd personeelslid in een bevorderingsambt van werkplaatsleider dat solliciteert naar een andere betrekking van hetzelfde ambt wordt geacht de toegangsvoorwaarden in tijdelijk verband opgesomd in 1° tot 3° van het eerste lid voor het betrokken ambt te vervullen. Voor zijn benoeming in vast verband wordt het ook geacht de voorwaarden 1° en 3° van artikel 49 te vervullen.

Het personeelslid zal slechts voor een verandering van betrekking bedoeld in het vorige lid in aanmerking kunnen komen nadat het zijn ambten heeft uitgeoefend in de betrekking die het tijdens een periode van 3 jaar bekleedt.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, 4°, voor elke aanstelling van een duur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken, is de voorwaarde voor de oproep tot kandidaten niet vereist. De overheden bedoeld in artikel 27bis worden overigens ertoe gemachtigd deze aanstellingen uit te voeren van een duur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken.

Deze aanstelling voor hoogstens 15 weken kan hernieuwd worden voor zover de totale duur van de aanstelling 12 maanden niet overschrijdt.

Indien de afwezigheid van de titularis van het ambt langer duurt, lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidaten uiterlijk de laatste dag van de periode van aanstelling bedoeld in het vorige lid.

In afwijking van het tweede lid wordt de aanstelling bedoeld in het eerste lid verlengd tijdens de periode tussen de oproep tot kandidaten en de aanstelling van een kandidaat.

De inrichtende macht stelt een kandidaat aan binnen de drie maanden na de oproep tot kandidaten. Bij gebreke daarvan, na deze drie maanden, wordt de betrekking niet meer gesubsidieerd ».

Art. 50. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 51. - § 1. Wanneer de betrekking definitief vacant is, wordt het tijdelijk personeelslid in vast verband benoemd in het bevorderingsambt van werkplaatsleider na een termijn van twee jaar voor zover het de voorwaarden van artikel 49 vervult, of zodra het deze voorwaarden vervult.

Wanneer, na de termijn van 2 jaar, de betrekking tijdelijk vacant is, wordt het personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 49 vervult in vast verband benoemd zodra de betrekking vacant wordt.

§ 2. Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt van werkplaatsleider toegewezen kreeg met toepassing van artikel 50 kan, in voorkomend geval, ontslagen worden uit het betrokken ambt door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 52bis. ».

Art. 51. Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 52. In artikel 52ter van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden «, in voorkomend geval, » ingevoegd tussen de woorden «reïntegreert het personeelslid » en « definitief » ;

2. het tweede lid wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het bevorderingsambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt en affectatie uitstellen met 15 weken na de aanvraag van het personeelslid

Indien, boven de periode bedoeld in het vorige lid, de betrekking niet voorzien kon worden, kan de herstelling nog met hoogstens 15 weken verlengd worden, in gezamenlijk overleg tussen de inrichtende macht en het personeelslid. ».

Art. 53. Het opschrift van Hoofdstuk Vbis van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK Vbis. - De oproep tot kandidaten, de selectiecommissie, het opdrachtenblad, de evaluatie en het einde van de uitoefening van sommige bevorderings- en selectieambten ».

Art. 54. In artikel 52quinquies § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « 4, 3° en 5°, 1° en 2° » vervangen door de woorden « 4 § 1, 3° en 5, § 1, 1° tot 3° en 5° alsook 5, § 2, 1° en 2° » ;

2° In het tweede lid wordt het woord in de Franse tekst « Elle » vervangen door « Il » ;

3° Er wordt een nieuw derde lid ingeleid als volgt : « Met uitzondering van de afdeling I ter betreffende het opdrachtenblad, is dit hoofdstuk ook van toepassing op de personeelsleden die een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel uitoefenen, zoals bedoeld in artikel 7, b), 9. en 10. en in artikel 7bis, 2°, a) en b) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 55. Het opschrift van afdeling I van hoofdstuk Vbis van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Afdeling I. - De oproep tot kandidaten ».

Art. 56. In het opschrift van de afdeling 3 van hoofdstuk Vbis van het bovenvermelde decreet van 6 juni 1994 worden de woorden « bevorderingsambten en selectieambten door de tijdelijke onderwijzende personeelsleden » vervangen door de woorden «uitgeoefende bevorderingsambten en selectieambten ».

Art. 57. In hetzelfde decreet wordt een artikel 52quinquies/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 52quinquies/1. - Het model van oproepen tot kandidaten bedoeld in de artikelen 39bis en 48bis wordt door de Regering vastgesteld, op gezamenlijk voorstel van de Vaste Commissie voor de bevordering en selectie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de Centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd officieel onderwijs, van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel vrij onderwijs en van de Centrale paritaire commissie van het confessioneel vrij onderwijs.

De Regering kan het model op eigen initiatief bepalen in het geval dat de Commissies bedoeld in het vorige lid haar geen gezamenlijk voorstel binnen een termijn van 30 dagen hebben bezorgd na de aanneming van dit decreet. ».

Art. 58. In hetzelfde decreet wordt een artikel 52*quinquies*/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 52*quinquies*/2. – De inrichtende macht die een oproep tot kandidaten lanceert, bepaalt de uitbreiding van de geadresseerden waarop de oproep gericht is ofwel aan de enige personeelsleden die hun ambten binnen de inrichtende macht uitoefenen, ofwel aan elke persoon die aan de voorwaarden voor de toegang tot het ambt beantwoorden.».

Art. 59. In hetzelfde decreet wordt een nieuwe afdeling *Ibis* ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling *Ibis* : De selectiecommissie ».

Art. 60. In hetzelfde decreet wordt een artikel 52*quinquies*/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 52*quinquies*/3. – § 1. De inrichtende macht stelt een selectiecommissie aan, Ze bestaat uit de directeur van de betrokken inrichting en uit de leden of afgevaardigden van de inrichtende macht waaraan deze één of meer leden kan toewijzen die extern zijn aan de inrichtende macht en die over een deskundigheid inzake personeelsbeleid en personeelsselectie beschikken.

De samenstelling van de selectiecommissie wordt aan de Diensten van de Regering meegedeeld, volgens de nadere regels die ze vaststellen.

§ 2. De selectie van kandidaten rust op het ambtsprofiel ontwikkeld door de inrichtende macht en gevoegd bij de oproep tot kandidaten en, in het bijzonder, op de evaluatie van de technische en gedragscompetenties van de kandidaten, samen met de indicatoren van de beheersing, en hun boekhouding met het opvoedend en pedagogisch project van de inrichtende macht.

De selectiecommissie kan de kandidaturen op basis van het dossier onderzoeken en selecteren en slechts de kandidaten horen die na deze selectie geselecteerd worden.

§ 3. Na de verhooringen stelt de selectiecommissie een verslag op dat de kandidaten rangschikt en dat alle nuttige informatie geeft om de rangschikking te motiveren.

Dit verslag wordt aan de inrichtende macht bezorgd die op deze basis de beslissing neemt om aan te stellen.

§ 4. Op zijn aanvraag zal elke kandidaat een mededeling krijgen over de wijze waarop de overeenstemming geëvalueerd wordt van zijn gedrags- en technische competenties met de selectiecriteria die door het ambtsprofiel bepaald en gewogen worden. ».

Art. 61. De vorige afdeling I wordt de afdeling *Iter* en wordt na artikel 52*quinquies*/2 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling *Iter*. – Het opdrachtenblad ».

Art. 62. In artikel 52*sexies* van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Vóór het opstel van het opdrachtenblad raadpleegt de inrichtende macht het plaatselijk orgaan van sociaal overleg. »

Art. 63. In artikel 52*octies* § 1, tweede lid van het bovenvermelde decreet van 6 juni 1994 worden tussen de woorden « personeelslid » en « dat tijdelijk wordt aangesteld » de woorden « dat in vast verband wordt benoemd en het personeelslid » toegevoegd.

Art. 64. In artikel 52*undecies* van hetzelfde decreet worden de woorden « de afdeling I » vervangen door de woorden « de afdeling *Iter* ».

TITEL VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten.*

Art. 65. In artikel 1 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. – Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden die hun ambten uitoefenen in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap. » ;

2. paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Dit decreet is niet van toepassing op de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst opgericht bij het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst. » ;

3. 2° en 3° van § 3 worden geschrapt.

Art. 66. In het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt het woord « onderwijzend » geschrapt.

Art. 67. In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt het woord « onderwijzend » geschrapt.

Art. 68. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4.- § 1. De bevorderingsambten die de personeelsleden mogen uitoefenen in het secundair onderwijs zijn de volgende :

1. directeur van het lager secundair onderwijs ;
2. directeur ;
3. werkplaatsleider ;
4. directeur van een technisch en pedagogisch centrum ;
5. directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming ;
6. directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap ;
7. bestuurder.

§ 2. Het bevorderingsambt dat de personeelsleden mogen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie is het ambt van directeur. ».

Art. 69. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 5.- § 1. De selectieambten die de personeelsleden mogen uitoefenen in het secundair onderwijs zijn de volgende :

1. adjunct-directeur van het lager secundair onderwijs;
2. adjunct-directeur;
3. werkmeester;
4. werkmeester van een technisch en pedagogisch centrum ;
5. coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming ;
6. coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën ;
7. directiesecretaris.

§ 2. De selectieambten die de personeelsleden mogen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie zijn de volgende :

- 1° adjunct-directeur ;
- 2° werkmeester ;
- 3° directiesecretaris. ».

Art. 70. In artikel 6 van hetzelfde decreet, in het eerste en het tweede lid, worden de woorden « noch het 5e en 6e studiejaar van het secundair onderwijs van het type 2 » geschrapt.

Art. 71. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. - Benoemingsvoorwaarden ».

Art. 72. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. - § 1. Elk personeelslid kan benoemd worden in een bevorderings- of selectieambt onder de volgende voorwaarden :

1. aan de voorwaarden opgenomen in de artikelen 10, 11, 12, 12bis, 12ter, 12quater en 12quinquies beantwoorden ;
2. een dienstanciënniteit in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs van zes jaar tellen in het onderwijs met volledig leerplan of van 1800 dagen van selectie in het onderwijs voor sociale promotie ;
3. aangesteld worden in de betrekking met toepassing van de procedure bedoeld in artikel 28 gedurende minstens twee jaar ;
4. titularis zijn van een brevet in verband met het toe te kennen ambt.

§ 2. Om aangesteld te worden in tijdelijk verband in de ambten van directiesecretaris, werkmeester, werkplaatsleider en coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, moet de kandidaat ook een dienstanciënniteit van drie jaar tellen in één van de ambten van de betrokken categorie in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

In afwijking van het vorige lid moeten de directiesecretarissen aangesteld op basis van één van de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in de bijlage bij dit decreet, geen dienstanciënniteit van drie jaar tellen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

Als de persoon die in de voorwaarden van het vorige lid aangeworven wordt, geen ambt uitoefent in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs bij de werving, zal ze slechts aangesteld worden als ze ook aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1. burgerlijke en politieke rechten genieten ;
2. voldaan hebben aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling ;
3. van onberispelijk gedrag zijn ;
4. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven worden in hetzelfde bevorderings- of selectieambt met toepassing van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel, worden geacht de aanstellingsvoorwaarden bedoeld in deze paragraaf te vervullen.

§ 3. De bepalingen van paragraaf 2, eerste lid, zijn niet van toepassing wat betreft de toegang tot het selectieambt van werkmeester van een technisch en pedagogisch centrum, en tot de bevorderingsambten van directeur van een technisch en pedagogisch centrum, van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming, van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum of van directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap ;

Dit artikel is niet van toepassing op de bevorderingsambten van directeur, geregeld bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs.

De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 4°, is niet vereist voor de toegang tot het selectieambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën. ».

Art. 73. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt ;

« Artikel 10. - Om benoemd te worden in het selectieambt van werkmeester in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, moeten de personeelsleden :

1. de dag vóór hun aanstelling, in de hoedanigheid van werkmeester, het wervingsambt hebben uitgeoefend van leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk of begeleider van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming;
2. houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in bijlage I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs ;
3. houder zijn van een pedagogisch bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs. ».

Art. 74. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 11. – Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van werkplaatsleider in het onderwijs van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden :

1. de dag vóór hun aanstelling, in de hoedanigheid van werkplaatsleider, het wervingsambt hebben uitgeoefend van leraar technische vakken of leraar beroepspraktijk, van werkmeester of begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming ;

2. houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in bijlage II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs en directrices in het onderwijs ;

3. houder zijn van een pedagogisch bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs. ».

Art. 75. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12. – Om benoemd te worden in het selectieambt van adjunct-directeur of adjunct-directeur in het lager secundair onderwijs in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van minstens het hoger niveau van de eerste graad en van een pedagogisch bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs. ».

Art. 76. Artikel 12*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12*bis*. – Om benoemd te worden in het selectieambt van coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming moeten de personeelsleden :

1. de dag vóór hun aanstelling, in de hoedanigheid van coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming een ambt hebben uitgeoefend dat tot de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel behoort ;

2. houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in bijlage I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs ;

3. houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau ;

4. houder zijn van een pedagogisch bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs. ».

Art. 77. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12*quater*. – Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van bestuurder in het onderwijs van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden houder zijn van één bekwaamheidsbewijs van minstens het hoger niveau van het niveau van de eerste graad en van een pedagogisch bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs. ».

Art. 78. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12*quinquies*. – Om benoemd te worden in het selectieambt van directiesecretaris in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden ofwel het ambt van opvoeder, opvoeder in een internaat, opvoeder-secretaris de dag vóór hun aanstelling in de hoedanigheid van directiesecretaris hebben uitgeoefend ofwel houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in bijlage van dit decreet. ».

Art. 79. In artikel 16, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord « Regering » vervangen door de woorden « inrichtende macht ».

Art. 80. In hetzelfde decreet worden opgeheven :

1. de woorden « Hoofdstuk III*bis*. - De ambten die toegang geven tot de selectieambten en de bevorderingsambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het bestuurs- en opvoedend hulppersoneel mogen uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, alsook bepaalde voorwaarden die vereist zijn om erin benoemd te worden » ;

2. de artikelen 17*bis*, 17*ter*, 17*quater*, 17*quinquies*, 17*sexies* en 17*octies*, ingevoegd bij het decreet van 9 februari 2017 houdende diverse maatregelen inzake onderwijs voor sociale promotie.

Art. 81. In artikel 17*septies*, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « in artikel 17*bis* » vervangen door de woorden « in artikel 8, § 1, 2^o, » .

Art. 82. Artikel 17*septies* van hetzelfde decreet wordt genummerd artikel 17*bis*.

Art. 83. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling 1 ingevoegd, met de artikelen 19, 19*bis*, 19*ter*, 20, 20*bis*, 21, 21*bis*, 21*ter*, 22, 23, 24, 25, 26 en 27, luidend als volgt :

« Afdeling I. – De brevetten die toegang geven tot sommige bevorderings- en selectieambten ».

Art. 84. In artikel 19*bis*, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « De brevetten van provisor of onderdirecteur, van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, worden uitgereikt » vervangen door de woorden « Het brevet van adjunct-directeur wordt uitgereikt ».

Art. 85. In artikel 19*ter* van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het brevet van adjunct-directeur uitgereikt na twee vormingssessies; elke sessie wordt bekrachtigd met een afzonderlijke prof. ».

Art. 86. In artikel 21*bis*, § 2, 10^o, van hetzelfde decreet wordt het woord « Regering » vervangen door de woorden « inrichtende macht ».

Art. 87. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het woord « Regering » wordt telkens vervangen door de woorden « inrichtende macht » ;

2. in paragraaf 3, 1^o, worden de woorden « ambtenaren-generaal » vervangen door de woorden « vertegenwoordigers van de inrichtende macht » ;

3. in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden « uit de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering » geschrapt.

Art. 88. In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt het woord « Regering » telkens vervangen door de woorden « inrichtende macht ».

Art. 89. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 24. – Op de voordracht van de Vaste Commissie kan de inrichtende macht inzonderheid de volgende vormingsoperatoren erkennen :

1. de Universiteiten ;
2. de Hogescholen ;
3. de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie.

De vormingen georganiseerd door de vormingsoperatoren bedoeld in het eerste lid worden met een getuigschrift bekrachtigd door de betrokken vormingsoperatoren.

De personeelsleden die de slaagattesten behalen betreffende de drie of twee sessieproeven respectievelijk bedoeld in de artikelen 19, 19^{ter}, 20, 20^{bis}, 21 en 21^{ter} zijn titularis van het brevet in verband met het betrokken ambt. ».

Art. 90. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling II ingevoegd, met de artikelen 27^{bis} en 27^{ter}, luidend als volgt :

« Afdeling II. – De oproep tot kandidaten ».

Art. 91. In de afdeling II, ingevoegd bij het vorige artikel, wordt een artikel 27^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 27^{bis} - Het model van oproepen tot kandidaten bedoeld in artikel 28 wordt door de Regering vastgesteld, op gezamenlijk voorstel van de Vaste Commissie voor de bevordering en selectie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de Centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd officieel onderwijs, van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel vrij onderwijs en van de Centrale paritaire commissie van het confessioneel vrij onderwijs.

De Regering kan het model op eigen initiatief bepalen in het geval dat de Commissies bedoeld in het vorige lid haar geen gezamenlijk voorstel binnen een termijn van 30 dagen hebben bezorgd na de aanneming van dit decreet. ».

Art. 92. In dezelfde afdeling II wordt een artikel 27^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 27^{ter}. – De inrichtende macht die een oproep tot kandidaten lanceert, bepaalt de uitbreiding van de geadresseerden waarop de oproep gericht is ofwel aan de enige personeelsleden die hun ambten binnen de inrichtende macht uitoefenen, ofwel aan elke persoon die aan de voorwaarden voor de toegang tot het ambt beantwoorden. ».

Art. 93. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling III ingevoegd, met artikel 28, luidend als volgt :

« Afdeling III. – De algemene voorwaarden voor de toegang en de toekenning van de bevorderings- en selectiebetrekkingen ».

Art. 94. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 28. - § 1. Wanneer de inrichtende macht tot een aanstelling moet overgaan in een vacante betrekking of in een betrekking die niet vacant is maar waarvan de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is voor een duur langer dan 15 weken:

1. bepaalt het profiel van het toe te kennen ambt, rekening houdend met de specifieke behoeften verbonden aan zijn opvoedings- en pedagogische project, alsook de kenmerken die eigen zijn aan de school waarin de betrekking toe te kennen is.

Boven de gedrags- en technische competenties naar keuze van de inrichtende macht, neemt het profiel van het ambt in elk geval de volgende gedragscompetenties op :

- a) de informatie analyseren ;
- b) problemen oplossen ;
- c) in teamverband werken ;
- d) zich aanpassen ;
- e) betrouwbaar zijn ;
- f) luisterbereid zijn en gevoel voor communicatie hebben.

Het omvat ook de belangrijkste selectiecriteria van de kandidaten en de weging toegekend aan elk onder hen. Het bevat ook de bijkomende voorwaarden voor de aanwerving, die ofwel verplicht zijn of die een troef zijn voor de toe te kennen betrekking ;

2. doet een oproep tot kandidaten volgens het model bedoeld in artikel 31.

Alvorens het ambtsprofiel te bepalen :

- a. raadpleegt de inrichtende macht de directeur van de inrichting en het basisoverlegcomité over het profiel van het toe te kennen bevorderings- of selectieambt;
- b. krijgt de inrichtende macht van de personeelsleden alle informatie die deze nuttig achten om hem mee te delen.

De kandidaturen die ingediend worden in het kader van deze paragraaf worden door de Selectiecommissie bedoeld in artikel 28^{decies} van dit decreet onderzocht. Na dit onderzoek bezorgt de Selectiecommissie de inrichtende macht de rangschikking van de kandidaten en deelt de motieven mee waarop deze rangschikking gebaseerd is.

Na de verzending van de rangschikking opgemaakt met toepassing van het vorige lid stelt de inrichtende macht één van de kandidaten aan die aan de oproep in de betrekking bedoeld in het eerste lid beantwoord heeft.

§ 2. Om aangesteld te worden met toepassing van deze paragraaf moet elke kandidaat aan de oproep tot kandidaten beantwoord hebben, de voorwaarden van de artikelen 8, § 1, 1°, en 8, § 2 vervullen.

In het geval van een oproep tot aanstelling als adjunct-directeur, indien de inrichtende macht bevestigt een oproep tot kandidaten te hebben gelanceerd en geen geldige kandidatuur na deze 1ste oproep te hebben gekregen, kan hij een tweede oproep lanceren waaraan de kandidaten zullen kunnen beantwoorden die geen dienstanciënniteit van 3 jaar tellen binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

§ 3. Wanneer de inrichtende macht tot een aanstelling in tijdelijk verband in een niet-vacante betrekking moet overgaan voor een duur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken, stelt hij een personeelslid aan die beantwoordt aan de voorwaarden vermeld in paragraaf 2 zonder de procedure bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf toe te passen.

Deze aanstelling voor een duur van hoogstens 15 weken kan hernieuwd worden voor zover de totale duur van de aanstelling 12 maanden niet overschrijdt.

Indien de afwezigheid van de titularis van het ambt langer duurt, lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidaten uiterlijk de laatste dag van de periode van aanstelling bedoeld in het vorige lid.

In afwijking van paragraaf 1 wordt de aanstelling bedoeld in het eerste lid verlengd tijdens de periode tussen de oproep tot kandidaten en de aanwerving van een kandidaat.

De inrichtende macht stelt een kandidaat aan binnen de drie maanden na de oproep tot kandidaten. Bij gebreke, daarvan na deze drie maanden, wordt de betrekking niet meer gesubsidieerd ».

§ 4. Het personeelslid dat aangesteld wordt in een bevorderingsbetrekking met toepassing van § 1, wordt in deze betrekking op 1 januari benoemd indien deze vacant is, onder voorbehoud dat de betrekking beschikbaar is voor een verandering van affectatie in vast verband in het kader van de procedure die in vorige oktober gelanceerd werd en op voorwaarde dat de kandidaat alle voorwaarden opgenomen in artikel 8 vervult.

Het personeelslid dat aangesteld wordt in een selectiebetrekking met toepassing van § 1, wordt in deze betrekking op 1 januari benoemd indien deze vacant is, onder voorbehoud dat de betrekking beschikbaar is voor een verandering van affectatie in vast verband in het kader van de procedure die in vorige januari gelanceerd werd en op voorwaarde dat de kandidaat alle voorwaarden opgenomen in artikel 8 vervult.

§ 5. Overeenkomstig de artikelen 78 en 92 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, kan een einde gesteld worden aan de aanstelling van een personeelslid dat een selectie- of

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op de bevorderingsambten van directeur, geregeld bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Art. 95. In artikel 28*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in paragraaf 1 worden de woorden « in artikel 5, 1° en 2° » vervangen door de woorden « in de artikelen 5, § 1, 1° tot 3° en 5° alsook 5, § 2, 1° en 2° ».

2. in paragraaf 3 wordt het woord « Regering » vervangen door de woorden « inrichtende macht ».

Art. 96. Artikel 28*ter* van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Vóór het opstel van het opdrachtenblad raadpleegt de inrichtende macht het plaatselijk orgaan van sociaal overleg . ».

Art. 97. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV*ter*. – De Selectiecommissies ».

Art. 98. In hoofdstuk IV*ter*, ingevoegd bij het vorige artikel wordt een artikel 28*decies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 28*decies*. - § 1. De inrichtende macht richt één of meer selectiecommissies op. Deze commissies bestaan uit de directeur van de betrokken inrichting en uit de leden of afgevaardigden van de inrichtende macht waaraan deze één of meer leden kan toewijzen die extern zijn aan de inrichtende macht en die over een deskundigheid inzake personeelsbeleid en personeelsselectie beschikken.

§ 2. De selectie van kandidaten baseert zich op het ambtsprofiel ontwikkeld door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 28 en gevoegd bij de oproep tot kandidaten en, in het bijzonder, op de evaluatie van de verwachte technische en gedragscompetenties van de kandidaten, samen met de indicatoren van de beheersing, en hun boekhouding met het opvoedings- en pedagogisch project van de inrichtende macht.

De selectiecommissie kan de kandidaturen op basis van het dossier sorteren en slechts de kandidaten horen die na deze selectie weerhouden worden.

Na de verhooringen stelt de selectiecommissie een verslag op dat de kandidaten rangschikt en dat alle nuttige informatie geeft om de rangschikking te motiveren.

Dit verslag wordt aan de inrichtende macht bezorgd die op deze basis de beslissing tot de toelating tot stage neemt.

Op de aanvraag van elke kandidaat deelt de inrichtende macht hem de informatie mee in verband met de evaluatie van zijn technische en gedragscompetenties en met de boekhouding van deze competenties met de selectiecriteria bepaald en gevraagd door het ambtsprofiel. ».

Art. 99. In de artikelen 22, 34, 40 en 44 van hetzelfde decreet worden de woorden « het onderwijs van de Franse Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap ».

Art. 100. In hetzelfde decreet wordt een bijlage ingevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

Lijst van de bekwaamheidsbewijzen in het kader van een benoeming in het ambt van directiesecretaris.

1) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITAIRE	
1 ^{ER} CYCLE	2 ^E CYCLE
- CANDIDAT/BACHELIER EN DROIT	- LICENCIE/MASTER EN DROIT
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES POLITIQUES	- LICENCIE/MASTER EN SCIENCES POLITIQUES
	- LICENCIE/MASTER EN SCIENCES DU TRAVAIL
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION	- LICENCIE/MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
- CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR DE GESTION	- INGENIEUR DE GESTION
	- MASTER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
2) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE DE PLEIN EXERCICE DE TYPE COURT	
- GRADUE/BACHELIER EN DROIT	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT DE DIRECTION	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT-LANGUES	
- GRADUE/BACHELIER EN RELATIONS PUBLIQUES	
- GRADUE/BACHELIER EN SCIENCES ADMINISTRATIVES ET GESTION PUBLIQUE	
- GRADUE/BACHELIER EN ADMINISTRATION ET GESTION DU PERSONNEL	
- GRADUE/BACHELIER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	
3) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE DE PLEIN EXERCICE DE TYPE LONG	
1 ^{ER} CYCLE	2 ^E CYCLE
- CANDIDAT EN SCIENCES ADMINISTRATIVES	- LICENCIE EN SCIENCES ADMINISTRATIVES
- BACHELIER EN GESTION PUBLIQUE	- MASTER EN GESTION PUBLIQUE
4) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE PROMOTION SOCIALE DE TYPE COURT DE REGIME 1	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT-LANGUES	
- GRADUE/BACHELIER EN SECRETARIAT DE DIRECTION	
- GRADUE/BACHELIER EN DROIT	
- GRADUE/BACHELIER EN RELATIONS PUBLIQUES	
- GRADUE/BACHELIER EN SCIENCES COMMERCIALES ET ADMINISTRATIVES	
- GRADUE/BACHELIER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	

Art. 101. De artikelen 9, 13, 14, 15 en 18 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

TITEL IX. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het opschrift van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 102. Het opschrift van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs wordt vervangen als volgt :

« Decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de titel I « Algemene bepalingen » van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs*

Art. 103. In artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° «directeur» : het personeelslid dat, in welke hoedanigheid dan ook, titularis is van het bevorderingsambt van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur in het lager secundair onderwijs, directeur, directeur van een inrichting voor sociale promotie zoals opgesomd in de artikelen 3 en 4, § 1, 1° en 2°, en § 2, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten of directeur van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan zoals bedoeld in artikel 50, 2°, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. » ;

2. de punten 5° en 6° worden ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° sturingsplan : het systeem bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren ;

6° : federaties van de inrichtende machten : de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen bedoeld in artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving » ;

3. § 1 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Het woord « leerling » gebruikt in dit decreet moet verstaan worden als « student » wat betreft het onderwijs voor sociale promotie. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van TITEL II "Gemeenschappelijke bepalingen voor de directeurs van alle netten" van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs*

Art. 104. § 1. Het opschrift van hoofdstuk I van titel II van datzelfde decreet wordt vervangen door

« HOOFDSTUK I. Het ambtsprofiel van de directeurs ».

§ 2. Afdeling I van hoofdstuk I van hoofdstuk I van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst

"Afdeling I. - Verantwoordelijkheden van de directeur

Artikel 3. - De directeur heeft de algemene competentie voor het beheer en de organisatie van de inrichting.

Hij neemt de verantwoordelijkheden op zich die hem door zijn inrichtende macht zijn toevertrouwd overeenkomstig het kader dat is vastgelegd in het in hoofdstuk III van deze titel bedoelde opdrachtenblad.

Artikel 4. - In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs neemt de directeur van een bijgevoegde kleuterschool, lagere of fundamentele school zijn verantwoordelijkheden op zich, onverminderd de verantwoordelijkheden van de directeur van de instelling waaraan zijn school is gehecht. ».

§ 3. Afdeling II van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst

"Sectie II. - Het ambtsprofiel

Artikel 5. - 1ste. De regering stelt een standaardambtsprofiel van het schoolhoofd op en stelt het ter beschikking van de inrichtende machten, die het kunnen gebruiken om het in § 2 bedoelde ambtsprofiel op te stellen.

Het standaardambtsprofiel omvat een verantwoordelijkheidskader en een lijst van verwachte gedrags- en technische vaardigheden.

De verantwoordelijkheden zoals beschreven in het generieke ambtsprofiel zijn gestructureerd in zeven categorieën:

1° productie van betekenis;

2° het algemene strategische en operationele beheer van de school;

3° het beheer van educatieve acties en projecten;

4° het beheer van de middelen en de menselijke relaties;

5° interne en externe communicatie;

6° administratief, financieel en materieel beheer van de instelling;

7° de planning en het actieve beheer van zijn eigen professionele ontwikkeling.

De verwachte gedrags- en technische vaardigheden gaan samen controle-indicatoren.

§ 2. Met het oog op een eventuele oproep tot kandidaturen voor het in hoofdstuk V bedoeld ambt van directeur stelt de inrichtende macht een ambtsprofiel op, dat zij bij elke sollicitatieoproep voor het ambt van directeur voegt.

Het ambtsprofiel definieert:

1° de belangrijkste verantwoordelijkheden van de directeur;

2° de gedrags- en technische vaardigheden die nodig zijn voor hun oefening.

De in het vorige lid bedoelde gedrags- en technische vaardigheden gaan samen met controle-indicatoren.

de inrichtende macht stelt enerzijds het ambtsprofiel op op basis van het in § 1 bedoelde standaardambtsprofiel en anderzijds rekening houdend met de specifieke behoeften in verband met het educatieve en pedagogische project van de school en met de specifieke kenmerken van de school waarin het ambt van directeur moet worden vervuld.

Het ambtsprofiel bevat de belangrijkste criteria voor de selectie van de kandidaten en de weging die aan elk van hen wordt toegekend. Het kan aanvullende voorwaarden voor de aanwerving bevatten, hetzij verplicht, hetzij als een troef actief voor de te vervullen betrekking.

§ 3. In het in het vorige lid bedoelde ambtsprofiel zijn de verantwoordelijkheden van de directeur gestructureerd in zeven categorieën, overeenkomstig het standaardambtsprofiel.

§ 4. In de in de vorige paragraaf bedoelde categorieën omvat het ambtsprofiel ten minste de volgende verantwoordelijkheden, zodat de Franse Gemeenschap ervan zeker zou zijn dat alle scholen in het ambtsprofiel de essentiële verantwoordelijkheden van een directeur opnemen:

1° productie van betekenis:

de directeur legt de belanghebbenden van de school regelmatig de waarden uit waarop de pedagogische en opvoedende actie ten dienste van de leerlingen is gebaseerd, in het kader van het project van de inrichtende macht, en geeft zo betekenis aan de collectieve actie en de individuele acties, met verwijzing naar deze waarden en naar de prioritaire en specifieke opdrachten van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap en de doelstellingen van de sociale promotie-educatie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;

2° de globale strategische en operationele sturing van de school:

- a) in het kleuter- en verplicht onderwijs staat de directeur borg voor de educatieve en pedagogische projecten van de inrichtende macht, die worden vastgesteld met inachtneming van de prioriteiten, specifieke doelstellingen en opdrachten van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap; in het onderwijs voor sociale promotie staat de directeur borg voor het pedagogische project van de inrichtende macht, dat wordt vastgesteld met inachtneming van de doelstellingen van dit onderwijs; in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan staat de directeur borg voor de educatieve en pedagogische projecten van de inrichtende macht en voor het pedagogische en artistieke project van de inrichting, bepaald met inachtneming van de finaliteiten van dit onderwijs.
- b) in het kleuter- en leerplichtonderwijs, als pedagogisch en opvoedend leider, leidt de directeur de gezamenlijke bouw van het inrichtingsproject en het sturingsplan van de school, door de voltooiing van het bijhorende contractvormingsproces en de collectieve uitvoering van de overeenkomst van doelstellingen (of, indien van toepassing, het samenwerkingsprotocol);

3° het beheer van pedagogische acties en projecten:

- a) de directeur garandeert de ondersteuning en begeleiding van de schoolloopbaan van elke leerling en de positieve oriëntatie daarvan;
- b) de directeur bevordert gedeeld leiderschap in het onderwijs;
- c) de directeur is verantwoordelijk voor de pedagogische leiding van de school;

4° het beheer van de middelen en de menselijke relaties:

- a) de directeur organiseert de diensten van alle personeelsleden, coördineert hun werkzaamheden, stelt doelstellingen vast in het kader van hun bevoegdheden en de teksten die hun ambt regelen. Hij neemt met name de pedagogische en administratieve verantwoordelijkheid op zich voor de vaststelling van de werktijden en de verantwoordelijkheden van de personeelsleden;
- b) in het kleuter- en verplicht onderwijs ontwikkelt de directeur een collectieve dynamiek met het onderwijsteam en ondersteunt de samenwerking met het onderwijsteam met het oog op de uitwisseling van praktijken en de organisatie van het leren; in het onderwijs voor sociale promotie ondersteunt de directeur het teamwerk met het oog op de uitwisseling van praktijken en de organisatie van het leren;
- c) de directeur werkt samen met de inrichtende macht om een opvoedend en onderwijsteam samen te stellen dat zich op de student richt, zijn of haar ontwikkeling en leren;
- d) De directeur ondersteunt de professionele ontwikkeling van het personeel;
- e) de directeur begeleidt de onderwijsteams bij de innovaties die zij invoeren en de verandering;
- f) de directeur zorgt voor de opvang en integratie van nieuwe personeelsleden en de ondersteuning van personeel in moeilijkheden;
- g) de directeur zorgt in voorkomend geval voor een goede organisatie van de plaatselijke juridische en contractuele sociale overlegorganen;
- h) de directeur is de vertegenwoordiger van de inrichtende macht bij de Regeringsdiensten;
- i) de directeur kan contacten leggen met de plaatselijke economische en sociaal-culturele wereld en met organisaties voor jeugdbescherming, kinderwelzijn en jeugdzorg;

5° interne en externe communicatie:

verzamelt en verspreidt de directeur informatie door deze op passende wijze en met gebruikmaking van passende mechanismen te formuleren, respectievelijk ter attentie van de inrichtende macht, de personeelsleden, de leerlingen en, in voorkomend geval, de ouders en het personeel van het Psychomedisch-medisch-sociaal centrum, alsmede, als interface, met externe partners en contacten;

6° administratief, financieel en materieel beheer van de instelling:

- a) de directeur ziet toe op de naleving van de wet- en regelgeving;
- b) de directeur beheert de begroting waarvoor hij delegatie heeft gekregen, met het oog op de optimale werking van de school en de verwezenlijking van de doelstellingen ervan;

7° de planning en het actieve beheer van de eigen professionele ontwikkeling:

- a) de directeur tracht voortdurend nieuwe ideeën, vaardigheden en kennis te verkrijgen;
- b) de directeur voert regelmatig werkingsgesprekken met de inrichtende macht of haar afgevaardigden, onder verwijzing naar het opdrachtenblad en de zelfevaluatie.

§ 5. Om ervoor te zorgen dat alle scholen in de Franse Gemeenschap de essentiële vaardigheden van een directeur opnemen in het ambtsprofiel dat zij opstellen, moet het ambtsprofiel ten minste de volgende gedrags- en technische vaardigheden omvatten:

1° gedragscompetenties:

- a) coherent zijn in zijn beginselen, waarden en gedrag, een gevoel voor het algemeen belang hebben en de waardigheid van het ambt respecteren;
- b) in staat zijn om teams te verenigen rond gemeenschappelijke projecten en collectieve projecten te beheren;
- c) in staat zijn om verandering te ondersteunen;
- d) in staat zijn beslissingen te nemen en te handhaven na de zaak te hebben gehoord en/of na een participatief proces;
- e) objectief kunnen observeren en het functioneren van hun school kunnen analyseren met het oog op, in voorkomend geval, het vaststellen van alternatieve maatregelen;

- f) een gevoel van luister- en communicatievaardigheden hebben; blijk kunnen geven van empathie, enthousiasme en dankbaarheid;
- 2° technische vaardigheden :
- a) in staat zijn een wettekst te lezen en te begrijpen;
- b) beschikken over pedagogische vaardigheden en belangstelling voor onderwijsonderzoek dat is aangepast aan het betrokken onderwijsniveau;
- c) in het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan over artistieke vaardigheden beschikken;
- d) in staat zijn vergaderingen te beheren;
- e) in staat zijn conflicten te beheren;
- f) in staat zijn de toepassing van digitale technologie in onderwijs- en bestuurssystemen te beheren in het kader van de ontwikkeling van de digitale omgeving van haar instelling en het onderwijs in de Franse Gemeenschap en gebruik kunnen maken van elementaire IT-instrumenten.

§ 6. Het door de inrichtende macht opgestelde ambtsprofiel wordt gebruikt:

1° bij de aanwerving van een directeur: hij documenteert de kandidaten op de verwachtingen van de inrichtende macht en het onderwijssysteem; hij dient als referentie om de keuze van een van de kandidaten door de inrichtende macht te baseren;

2° op het moment dat de directeur zijn ambt opneemt en vóór de overeengekomen definitie van zijn opdrachtenblad; het is het onderwerp van een diepgaande uitwisseling tussen de inrichtende macht en de directeur, zodat elke partij duidelijk weet wat ze van de andere partij verwacht; daartoe komen de inrichtende macht en de directeur tot overeenstemming over het begrip van de indicatoren voor het beheersen van de vereiste vaardigheden en de indicatoren voor het bereiken van resultaten die het mogelijk maken om de uitoefening van verantwoordelijkheden te objectiveren. »

§ 7. In hoofdstuk I van titel II, van datzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° afdeling III wordt opgeheven;

2° afdeling IV wordt "afdeling III";

3° Artikel 11bis van afdeling III, voorheen afdeling IV, wordt hernummerd tot artikel 6;

4° in artikel 6, § 2, eerste lid, voorheen artikel 11bis, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 30, § 2, tweede lid, tweede lid" vervangen door de woorden "in artikel 26, § 2, derde lid";

5° in artikel 6, § 3, derde lid, voorheen artikel 11bis, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 30, § 2" vervangen door de woorden "in artikel 26, § 2, derde lid,".

Art. 105. HOOFDSTUK II van titel II van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

"HOOFDSTUK II. - Initiële opleiding van directeuren

Afdeling I. — Doelstellingen van de initiële opleiding van directeuren

Artikel 7. - De initiële opleiding van de directeur is bedoeld om de directeur in staat te stellen om:

1° zich bewust te worden van de werkelijkheid van het beroep van directeur en zich erop voor te bereiden;

2° de activiteiten van een directeur te begrijpen in zijn verschillende aspecten (relationeel, pedagogisch, administratief, materieel, financieel, organisatorisch) om het algemene kader van het ambt te specificeren;

3° kennis te verwerven, inzonderheid conceptuele en juridische kennis met betrekking tot het onderwijssysteem, alsmede analytische hulpmiddelen;

4° de basiscompetenties te ontwikkelen, inzonderheid op het gebied van personeelsbeheer, die nodig zijn voor de uitoefening van de verantwoordelijkheden die zijn beschreven in de ambtsprofielen bedoeld in afdeling II van hoofdstuk I;

5° aan de verandering van zijn professionele houding en het vermogen om afstand te nemen tegenover zijn praktijk te werken.

Afdeling II. — Organisatie en certificering van de initiële opleiding van directeuren

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Artikel 8. - § 1. De initiële opleiding van directeuren bestaat uit twee luiken:

1° een netoverschrijdend component, gemeenschappelijk voor alle neten;

2° een netcomponent, specifiek voor elk net.

§ 2. Tijdens hun initiële opleiding worden de directeuren uitgenodigd om een professioneel ontwikkelingsbestand ("portfolio") aan te maken.

De "portfolio" is een opleidingshulpmiddel dat leerbegeleiding en de ontwikkeling van een reflectieve analyse mogelijk maakt. Directeuren kunnen opnemen wat zij vinden dat nuttig en relevant is over het pad van hun professionele ontwikkeling.

Artikel 9. - De inrichtende machten die niet zijn aangesloten bij een federatie van inrichtende machten zijn, wat hen betreft, verantwoordelijk voor het organiseren van het "net"-onderdeel.

Zij kunnen met een federatie van inrichtende machten of de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap een overeenkomst sluiten die haar de organisatie van dit deel of een deel daarvan toekent.

Artikel 10. - § 1. De netoverschrijdend opleiding bedoeld in artikel 8, 1°, richt zich op:

1° de inzet en oriëntaties van het onderwijssysteem, en inzonderheid de waarden, finaliteiten, doelstellingen en prioritaire opdrachten van het onderwijssysteem, met het oog op de ontwikkeling bij de directeuren van een pedagogische visie en een sturingsvermogen van hun school in overeenstemming met deze;

2° de verantwoordelijkheden en bevoegdheden die alle directeuren gemeen hebben, zoals ontwikkeld in het standaardambtsprofiel als bedoeld in artikel 5, lid 1.

§ 2. De netoverschrijdend opleiding, die in totaal negentig uur omvat, is gestructureerd in twee assen: de "administratieve" as (12 uur) en de "sturingsas" (78 uur).

§ 3. De "administratieve" as wordt ontwikkeld in een module die gericht is op:

- 1°. het verwerven van de basiselementen om het juridische en regelgevende kader, de hiërarchie van normen en de algemene rechtsbeginselen te begrijpen en zich eigen te maken;
- 2°. de belangrijkste relevante rechtsgrondslagen van het bedoelde niveau te begrijpen en zich eigen te maken;
- 3°. het verwerven van een onderzoeksbenadering op juridisch en regelgevingsbasis om eenvoudige praktische gevallen op te kunnen lossen en de kennis van een gegeven probleemstelling bij te werken en te verdiepen.

Deze module moet worden gevolgd voorafgaand aan het eerste deel van de module "pedagogische benadering en sturing", bedoeld in § 4, lid 2, 1°, a) van de netoverschrijdend opleiding en de "administratieve, materiële en financiële" module van de "net"-opleiding.

Hij moet zijn voltooid vóór het einde van het eerste jaar van de stage.

§ 4. De "sturingsas" beoogt de ontwikkeling van:

- 1°. een pedagogische visie met betrekking tot de oriëntaties van het onderwijssysteem, waaruit de directeur de pedagogische leiding die hem toebehoort, zal uitoefenen en de sturing van zijn school organiseren;
- 2°. relationele, interpersoonlijke en groepsvaardigheden en -competenties, inzonderheid inzake schoolorganisatie, om de prioritaire doelstellingen en opdrachten van het onderwijssysteem te bewerkstelligen.

Deze as is ontwikkeld in twee modules met elk 39 uur:

- 1°. de module "pedagogische visie en sturing", die is verdeeld in twee delen:
 - a. een eerste deel van 18 uur richt zich vooral op de ontwikkeling van een pedagogische visie; dit deel wordt gevolgd door de directeurs bij voorkeur voor het begin van hun ambt en in elk geval vóór het einde van het eerste jaar van de opleiding;
 - b. een tweede deel van 21 uur, dat niet vóór het eerste gevolgd kan worden, voornamelijk gericht op de sturing.
- 2°. de module "Ontwikkeling van relationele, interpersoonlijke en groepsvaardigheden en -competenties en opbouw van een professionele identiteit" is gestructureerd door drie zonen:
 - a. bewustwording en analyse van houdingsverandering in relatie tot de professionele identiteit van het ambt van directeur;
 - b. schoolleiderschap;
 - c. de zelfevaluatie van de werkwijzen in professionele relaties.

De module waarnaar wordt verwezen in punt 2° van het vorige lid is gesplitst in twee delen:

- a. een eerste deel van 30 uur is gecentreerd rond drie thema's;
- 1°. resource management en menselijke relaties als onderdeel van een schoolorganisatie;
- 2°. communicatie inzake schoolorganisatie;
- 3°. conflictpreventie en -beheer inzake organisatie;
- b. een tweede deel van 9 uur, stelt de directeurs in staat om een van de drie thema's van het eerste deel te verdiepen, gebaseerd op een zelfevaluatie aan het einde van het eerste deel van het gedrag dat ze als prioriteit moeten ontwikkelen.

Het eerste deel waarnaar wordt verwezen in punt a) van de voorgaande paragraaf zal worden gevolgd door de directeurs, bij voorkeur voordat zij met hun werkzaamheden beginnen en in elk geval vóór het einde van het eerste opleidingsjaar.

§ 5. Tijdelijke directeurs die voor een initiële periode van minstens één jaar zijn aangesteld of aangeworven, moeten ook de in de §§ 3 en 4, lid 2, 1°, a), en in lid 3, onder a), bedoelde cursussen volgen.

De inrichtende macht beëindigt automatisch de opdrachten van de tijdelijke directeur als bedoeld in het vorige lid die deze cursussen niet hebben gevolgd.

Artikel 11. - § 1. De "net"-opleiding bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, richt zich op:

- 1°. de specifieke inzet en oriëntaties voor het net, inzonderheid het opvoedende en pedagogische of pedagogische en artistieke project en de organisatiemodellen daarvan;
- 2°. specifieke juridische en bestuursrechtelijke bepalingen alsmede materieel en financieel beheer;
- 3°. begeleiding voor de professionele integratie van directeurs.

§ 2. De opleiding "net" omvat negentig uur en bestaat uit:

- 1°. een basisopleiding van 60 uur, gestructureerd in twee modules (een "administratieve, materiële en financiële" module en een "opvoedende en pedagogische" module);
- 2°. integratievorming / begeleiding op het moment van de inschakeling in het beroepsleven.

§ 3. De "administratieve, materiële en financiële" module (30 uur) omvat de studie en toepassing van de wettelijke en regelgevende bepalingen die specifiek zijn voor elk net, inzonderheid het statuut van de personeelsleden, de arbeidsregeling, de plaatselijke organen voor sociaal overleg, evenals het beheer van schoolinfrastructuur en financiële middelen, binnen de grenzen van de verantwoordelijkheden die op dit gebied worden uitgeoefend door de directeurs op basis van hun net.

De "opvoedende en pedagogische" module (30 uur) is bedoeld om kennis en vaardigheden te ontwikkelen, inzonderheid wat betreft:

- a. de uitoefening van het pedagogische leiderschap;
- b. het beheer van het opvoedende en pedagogische project;
- c. de gezamenlijke opbouw van schoolcultuur;
- d. de gezamenlijke opbouw en uitvoering van het schoolproject;
- e. pedagogisch en artistiek project in kunstonderwijs met beperkt leerplan;
- f. de gezamenlijke opbouw en implementatie van het sturingsplan / follow-up van de doelstellingenovereenkomst in het kleuter- en leerplichtonderwijs;
- g. programma's en pedagogische hulpmiddelen van het net.

§ 4. Integratie-opleiding / begeleiding op het moment van de inschakeling in het beroepsleven (30 uur) is bedoeld om de directeurs te ondersteunen bij hun ambtsbekleding en hen te helpen de leerresultaten van de "netoverschrijdend en net"-opleidingsmodules over te brengen naar hun dagelijks leven.

Integratie-opleiding / begeleiding bevordert de ontwikkeling van de professionele identiteit van de directeur door zijn rol te verduidelijken, zijn sterke punten en mogelijke verbeteringen te analyseren en zijn behoeften aan professionele ontwikkeling te identificeren.

Ze ontwikkelt reflexieve analyse, vooral uit alledaagse situaties of door de directeur gerapporteerde kritieke incidenten. Ze kan de directeur in verschillende gebieden die hem vraag stellen ondersteunen: bijvoorbeeld, de mobilisatie van het opvoedingsteam, het tijdsbeheer, prioritering van acties of de praktische toepassing van wet- en regelgeving.

Ze kan de vorm innemen van intervisiesessies met andere directeurs.

Als onderdeel van de vorming / begeleiding voert de directeur een persoonlijke zelfevaluatie uit die sterke punten en verbeterpunten aan het einde van de opleiding belicht. De directeur die dit wenst, kan deze gepersonaliseerde evaluatie mobiliseren als onderdeel van de evaluatie van zijn werking met de inrichtende macht. De inrichtende macht heeft alleen toegang tot het geheel of een deel ervan als de directeur ze hem meedeelt.

Integratievorming / begeleiding is ook een gelegenheid voor een opleidingsevaluatie ter voorbereiding van de evaluatie aan het einde van de stage.

Integratievorming / begeleiding wordt verzorgd door opleiders / begeleiders zonder hiërarchisch verband met de betrokken directeurs. Ze is gespreid over de drie jaar na de ambtsbekleding van de directeur. Ze is verplicht.

Artikel 12 - Op basis van een voorstel van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, bepaalt de Regering een opleidingsplan voor het netoverschrijdend deel van de initiële opleiding van directeurs, waarin, inzonderheid, doelstellingen en inhoud van de verschillende modules bedoeld in artikel 10, §§ 3 en 4, evenals de te ontwikkelen vaardigheden.

Het opleidingsplan kan worden uitgesplitst naar niveau of type onderwijs.

Artikel 13. - De inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, elke federatie inrichtende machten of elke niet-aangesloten inrichtende macht bepalen elk een opleidingsplan voor het onderdeel "netten" van de initiële opleiding van directeurs, waarin:

a. de doelstellingen en inhoud van de twee modules waarnaar wordt verwezen in artikel 11, lid 3, en de vaardigheden die nog moeten worden ontwikkeld;

b. een beschrijving van het Integratievormings- / begeleidingsstelsel op het ogenblik van de inschakeling in het beroepsleven als bedoeld in artikel 11, lid 4, de nagestreefde specifieke doelstellingen, de voorgestelde methodologie en de ingezette persoonlijke middelen.

Het opleidingsplan kan worden uitgesplitst naar niveau of type opleiding.

Elk opleidingsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Artikel 14. - De initiële opleiding van directeur is kosteloos. Tenzij dit noodzakelijk is voor de inhoud, worden de netoverschrijdend opleidingsmodules en de modules van de "net"-opleiding als bedoeld in artikel 11, § 3, georganiseerd buiten de normale lestijden van de werking van de scholen. De personeelsleden die een opleiding krijgen, worden geacht in dienst te zijn.

Artikel 15. - § 1. De opleidingsmodules als bedoeld in artikel 10, §§ 3 en 4, en 11, lid 3, eindigen met een test die tot een slaagattest leidt.

Alle kandidaten die een opleidingsmodule hebben voltooid, ontvangen een attest van deelname. Alleen kandidaten die een attest overleggen waaruit blijkt dat zij minstens 75% van de duur van de module hebben afgelegd, komen in aanmerking voor het voorleggen van de test die deze bekrachtigt. Voor elke test worden de kandidaten ofwel toegelaten ofwel geweigerd. Er wordt geen rangorde vastgesteld.

Het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan reikt aan de directeurs die hem een attest vragen voor alle krachtens artikel 10, § 3 en artikel 10, § 4 gevolgde cursussen, lid 2, 1^o, a), en lid 3, a), genoemd attest uit.

De opleiding / begeleiding bedoeld in artikel 11, § 4, wordt niet met een getuigschrift bekrachtigd maar wordt bekrachtigd met een attest voor het volgen van de cursussen, uitgereikt door het net of de inrichtende macht die ze heeft verstrekt.

§ 2. De slaag- of volgattesten bedoeld in § 1, leden 1 en 4, zijn zes jaar geldig vanaf de dag volgend op de datum van uitreiking van het laatste attest.

In afwijking van lid 1 wordt de geldigheidsduur van de attesten van een personeelslid geschorst tijdens de perioden waarin hij het ambt van directeur uitoefent.

Om de geldigheidsduur van hun slaagattesten met zes jaar te verlengen, moeten personeelsleden die houder zijn van de vijf slaagattesten als bedoeld in § 1, eerste lid, de vijf modules van de initiële opleiding van directeurs opnieuw voltooien; zij zijn vrijgesteld van de certificeringstoetsen; hun wordt een certificaat van aanwezigheid afgegeven onder de voorwaarden bedoeld in artikel 15, § lid, tweede lid. Deze attesten verlengen automatisch de geldigheid van eerder verkregen slaagattesten met nog eens zes jaar. De nieuwe termijn neemt een aanvang de dag na de datum van uitreiking van het laatste attest.

De Regering kan bepalingen goedkeuren waardoor personeelsleden in het vorige lid de prestaties van hun professionele en persoonlijke ervaring en de opleidingen die zij hebben gevolgd, kunnen valideren, zodat ze vrijgesteld kunnen worden om, opnieuw, het geheel of een deel van de initiële opleiding van directeurs te volgen.

§ 3. Vastbenoemde directeurs die in een andere betrekking van directeur zijn benoemd of aangeworven, worden geacht aan de voorwaarde bedoeld bij de artikelen 36bis, lid 1, 2^o, 58, 1^o en 81, 1^o te voldoen.

Artikel 16. - § 1. Niemand mag zich inschrijven voor een van de modules van de opleiding als hij op de datum van indiening van zijn aanvraag om deel te nemen, niet beschikt over een van de bedoelde bekwaamheidsbewijzen:

1^o. in artikel 35, § 1, lid 3, 1^o en 2^o, voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2^o. in artikel 57, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, voor gesubsidieerd officieel onderwijs en voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

3^o. in artikel 80, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, voor gesubsidieerd vrij onderwijs.

In afwijking van het eerste lid kan een persoon die door de in artikel 29 bedoelde commissie als kandidaat voor het ambt van directeur is verklaard, zich inschrijven voor een van de opleidingsmodules.

§ 2. De opleidingsoperatoren geven voorrang aan de inschrijving van directeurs die het ambt uitvoeren of die binnen zes maanden het ambt zullen bekleden.

Onderafdeling II. — Organisatie en bekrachtiging door een getuigschrift

Artikel 17. - § 1. De netoverschrijdend opleiding is georganiseerd en met een getuigschrift bekrachtigd, op basis van het opleidingsplan bedoeld in artikel 12, door:

1. de universiteiten;
2. de hogescholen;
3. onderwijsinrichtingen voor sociale promotie die hoger onderwijs organiseren;
4. het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan.

§ 2. Een personeelslid van een universitaire instelling, een hogeschool of een onderwijsinstelling voor sociale promotie mag niet deelnemen aan de opleiding binnen de laatstgenoemde, tenzij ervan wordt afgeweken door de Regering op een met redenen omkleed verzoek van de betrokken ambtenaar. Als er binnen drie maanden na ontvangst van het verzoek niet wordt gereageerd, wordt de afwijking verondersteld te zijn verleend.

Artikel 18. - § 1. De "net"-opleiding en de tests die de opleidingsmodules bekrachtigen, worden georganiseerd op basis van het opleidingsplan als bedoeld in artikel 13:

- a. door de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap voor de leden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- b. door federaties van inrichtende machten of door elke inrichtende macht niet-aangesloten bij één van deze federaties voor de leden van het personeel van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Elke federatie van inrichtende machten kan haar bevoegdheid van de organisatie en certificatie van de opleiding bedoeld in deze paragraaf aan één of meer inrichtende machten, met haar verbonden, delegeren. In dit geval neemt de betrokken inrichtende macht de verplichtingen op zich van de federaties van inrichtende machten, zoals beschreven in de volgende artikelen.

§ 2. Voor de organisatie van de "net"-opleiding kan de Regering inzonderheid de volgende opleidingsoperators goedkeuren:

1. de universiteiten;
2. de hogescholen;
3. de pedagogische scholen en hogere instituten;
4. inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie die hoger onderwijs organiseren;
5. netopleidingscentra.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de opleidingsoperatoren, vermeld in § 2, punt 5, ook moeten voldoen om hun bekwaamheid om opleidingen te verstrekken na te gaan. Deze voorwaarden hebben inzonderheid betrekking op de ervaring van de operator, de opleidingen die hij al heeft verstrekt, de professionele en financiële waarborgen die hij biedt.

§ 4. Een personeelslid van een universitaire instelling, een hogeschool of een onderwijsinstelling voor sociale promotie mag niet deelnemen aan de opleiding binnen de laatstgenoemde, tenzij ervan wordt afgeweken door de Regering op een met redenen omkleed verzoek van de betrokken ambtenaar. Als er binnen drie maanden na ontvangst van het verzoek niet wordt gereageerd, wordt de afwijking verondersteld te zijn verleend.

Artikel 19. - De certificatieproeven van de opleidingsmodules worden minstens één keer in de twee jaar georganiseerd.

In afwijking van het vorige lid, de certificeringstests van de opleidingen bedoeld in artikel 10, § 3, en artikel 10, § 4, lid 2, 1^o, a), en lid 3, a), worden minstens een keer per jaar georganiseerd.

Artikel 20. - Op het gezamenlijk voorstel van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de federaties van de inrichtende machten, kan de Regering voor de vormingsoperatoren de vorm bepalen van de proeven die voor elke opleidingsmodule moeten worden georganiseerd, evenals de evaluatiecriteria.

Artikel 21. - § 1. Om rekening te houden met de portfolio van competenties van de kandidaten, kunnen de in artikel 17, § 1, bedoelde certificerende instanties hen vrijstellen van het volgen van een of meer modules van de netoverschrijdend component en de bijhorende tests:

1. als zij houder zijn van een ander brevet met betrekking tot een selectie- of bevorderingsambt;
2. als zij het bewijs leveren dat zij een gelijkwaardige opleiding hebben gevolgd en in voorkomend geval met succes hebben voltooid.

§ 2. De opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 18, § 1, kunnen, onder de voorwaarden vermeld in § 1, kandidaten vrijstellen van het volgen van een of meer module (s) van het "net"-onderdeel en de tests daarmee verbonden.

Artikel 22. - De rechtsmiddelen die algemeen van toepassing zijn binnen Universiteiten, hogescholen en onderwijsinrichtingen voor Sociale Promotie zijn van toepassing op de beslissingen die door deze instellingen worden genomen in het kader van de certificering van de cursussen die zij verstrekken krachtens deze onderafdeling. Waar toepasselijk, worden de procedures voor het toepassen van deze rechtsmiddelen door de instellingen aangepast aan de specifieke kenmerken van dit decreet.

Artikel 23. - De Regeringsdiensten zijn belast met het toezicht, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures, op de uitvoering, in overeenstemming met de bepalingen van dit hoofdstuk, van de opleidingsplannen bedoeld in de artikelen 17 en 18.

Artikel 24. - Het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, de andere certificerende instanties bedoeld in artikel 17, § 1, de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, elke federatie van inrichtende machten en elke inrichtende macht die niet bij een van deze federaties is aangesloten, leggen, op initiatief of op verzoek van de Regering, adviezen voor over de toepassing van de bepalingen die de opleidingen organiseren en de proeven die hen overeenkomstig dit hoofdstuk bekrachtigen, elk voor zijn/haar eigen deel.

Artikel 25. - Minstens om de drie jaar, verzendt het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, de Vaste Commissie bedoeld in artikel 22 van het decreet van 4 januari 1999, de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, elke federatie van inrichtende machten en elke inrichtende macht die niet aangesloten is bij een van deze instanties, elk voor zijn/haar eigen deel, naar de sturingscommissie die is opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, een evaluatieverslag over de organisatie en certificering van de initiële opleiding van directeurs, overeenkomstig dit hoofdstuk.

De Regering kan een gemeenschappelijk model van evaluatieverslag opstellen. Ze kan een instantie oprichten om haar dit gemeenschappelijke model voor te stellen en met de in het vorige lid genoemde instanties een globaal verslag voor te bereiden ter attentie van de sturingscommissie.

De sturingscommissie kan in haar jaarverslag adviezen uitbrengen of voorstellen doen aan de Regering over de coherentie van de organisatie en de certificering van de initiële opleiding van directeurs georganiseerd overeenkomstig dit hoofdstuk. ”.

Art. 106. In hoofdstuk III van titel II van hetzelfde besluit worden de volgende henummeringen uitgevoerd:

1. Artikel 30 wordt vernummerd tot "artikel 26";
2. artikel 31 wordt vernummerd tot "artikel 27";
3. Artikel 32 wordt vernummerd tot "artikel 28".

Art. 107. In hoofdstuk III van titel II van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in artikel 26, § 1, voorheen artikel 30, § 1, wordt het woord "directeur" vervangen door de woorden "stagedoend directeur";
2. in artikel 26, § 2, eerste lid, voorheen artikel 30, § 2, eerste lid, worden de woorden "en in overeenstemming met het ambtsprofiel als bedoeld in artikel 5, § 5" toegevoegd;
3. in artikel 26, § 2, lid 2, voorheen artikel 30, § 2, lid 2, in de Franse versie, tussen het woord "particulier" en de woorden "primo-recrutement", worden de woorden ", dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement obligatoire, "ingevoegd;
4. in artikel 26, § 2, derde lid, voorheen artikel 30, § 2, derde lid, worden de woorden "in artikel 11bis, § 3" vervangen door de woorden "in artikel 6, § 3, lid 3";
5. in artikel 27, § 3, voorheen 31, § 3, de woorden "in artikel 30, § 3" worden vervangen door de woorden "in artikel 26, § 3";
6. in artikel 28, § 1, eerste lid, voorheen 32, § 1, eerste lid, worden de woorden "In afwijking van artikel 30, § 1, eerste lid, de Regering of" opgeheven;
7. in artikel 28, § 3, voorheen 32, § 3, worden de woorden "in artikel 30, § 3" vervangen door de woorden "in artikel 26, § 3".

Art. 108. HOOFDSTUK IV van titel II van hetzelfde besluit wordt vernummerd tot "HOOFDSTUK VI".

Na hoofdstuk III van titel II van hetzelfde besluit wordt een nieuw hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt: "HOOFDSTUK IV. - De commissie voor het valoriseren van de onderwijservaring

Artikel 29.- § 1. De Regering richt een commissie voor de valorisatie van onderwijservaring op, hierna "de Commissie".

De opdracht van de Commissie is om, op basis van een dossier, de onderwijservaring te erkennen van kandidaten die niet voldoen aan alle voorwaarden voor de toegang tot dit ambt, zoals bepaald in artikel 35, lid 1 3, 1 °, 2 ° en 3 °, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in artikel 57, lid 1, 1 °, 2 ° en 3 °, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en artikel 80, lid 1, 1 °, 2 ° en 3 °, voor het gesubsidieerd vrij onderwijs, zodat zij kandidaat kunnen zijn voor het ambt van directeur.

§ 2. De Commissie telt 16 stemgerechtigde leden en is als volgt samengesteld:

1. de directeur-generaal die belast is met het beheer van de leden van het onderwijzend personeel of zijn afgevaardigde, van minstens rang 10;
2. een andere afgevaardigde, van minstens rang 10, van de in 1 ° bedoelde directeur-generaal;
3. de directeur-generaal van het leerplichtonderwijs, of zijn afgevaardigde, van minstens rang 10;
4. de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs of zijn afgevaardigde, van minstens rang 10;
5. twee afgevaardigden van de algemene inspectiedienst;
6. twee vertegenwoordigers van de Algemene Raad voor Basisonderwijs;
7. twee vertegenwoordigers van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs;
8. twee vertegenwoordigers van de Algemene Raad voor Onderwijs voor Sociale Promotie;
9. een vertegenwoordiger van de Algemene Raad voor Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;
10. drie vertegenwoordigers van de representatieve vakbondsorganisaties in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Twee Regeringsafgevaardigden nemen deel aan de werkzaamheden van de Commissie; ze zijn niet stemgerechtigd.

De Commissie kan het advies inwinnen van deskundigen en hen occasioneel betrekken bij haar werkzaamheden.

§ 3. Het voorzitterschap van de Commissie wordt waargenomen door het lid bedoeld in § 2, 1 °.

Het secretariaat van de Commissie wordt binnen de Algemene Administratie Onderwijs waargenomen door de diensten van de Regering.

De secretaris van de Commissie houdt de lijst met leden up-to-date. De organisaties die in de Commissie zijn vertegenwoordigd moeten hem de wijzigingen in hun delegatie binnen de Commissie meedelen.

§ 4. Personen die wensen dat hun onderwijservaring, buiten het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, op zodanige wijze wordt gewaardeerd dat hun aanvraag voor een betrekking van directeur / directeur als toelaatbaar wordt erkend, zelfs als ze niet aan alle toegangsvoorwaarden voldoen bedoeld in artikel 30, dienen een dossier in dat getuigt van hun ervaring inzake onderwijs.

Het dossier bevat:

1. een brief met een valorisatie-aanvraag;
2. een nauwkeurig curriculum vitae;
3. een voor eensluidend verklaard afschrift van de verkregen bekwaamheidsbewijzen;

4. originele attestaten van diensten verleend in het onderwijs in België of in het buitenland, in openbare instellingen of in privé-instellingen;

5. elk document dat nuttig wordt geacht ter staving van de aanvraag.

§ 5. Het in de vorige paragraaf bedoelde dossier wordt per post en elektronisch gekopieerd naar de Algemene Onderwijsadministratie verzonden.

Het secretariaat van de Commissie bericht ontvangst ervan aan de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst. In dat geval nodigt het de aanvrager uit om het dossier in te vullen. Het informeert de Voorzitter onmiddellijk over de kandidaturen die zijn ingediend.

§ 6. De aanvraagdossiers van valorisatie worden binnen een periode van vier maanden verwerkt. Te dien einde roept de voorzitter de Commissie bijeen wanneer nodig. Bij de agenda is een elektronisch afschrift van het dossier gevoegd.

Bij wijze van uitzondering kan de voorzitter de leden voorstellen om een elektronische vergadering te houden. De uitvoeringsregels voor het houden van elektronische vergaderingen zijn als volgt:

1. met het dossier wordt een voorstel voor een besluit per e-mail aan alle leden verzonden; deze worden door genoemde post uitgenodigd om hun opmerkingen binnen de gestelde termijn kenbaar te maken; deze periode kan niet korter zijn dan drie werkdagen;

2. als er binnen de bepaalde tijdslimiet geen reactie is, wordt het voorstel als geaccepteerd beschouwd;

3. in geval van goedkeuring volgens voornoemde nadere regels, wordt dit in de notulen opgenomen; dit verslag wordt onverwijld aan de leden meegedeeld;

4. Bij ontstentenis van een dergelijke goedkeuring of op verzoek van een van de samenstellende organisaties, wordt een "fysieke" vergadering gehouden.

§ 7. De Commissie controleert de ontvankelijkheid van het dossier: alleen de dossiers van houders van een masterdiploma of gelijkwaardig zijn ontvankelijk.

Ze analyseert de diensten die door de aanvrager in het onderwijs worden aangeboden en bepaalt welke diensten kunnen worden gewaardeerd.

De Commissie kan besluiten de aanvrager te horen.

§ 8. De Commissie beraadslaagt geldig als minstens de helft van de leden aanwezig is. Beslissingen worden genomen op basis van een consensus of, bij gebrek daaraan, door een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, waarbij de onthoudingen niet in aanmerking worden genomen. Bij staking van stemmen is deze van de voorzitter beslissend.

§ 9. De notulen van de vergaderingen vatten de tijdens de vergadering uitgebrachte adviezen samen, de genomen beslissingen en hun motivering.

Ze worden elektronisch naar de leden gestuurd ter goedkeuring.

Indien na een periode van vijf werkdagen na verzending geen opmerking is gemaakt aan het secretariaat van de Commissie, worden de notulen als goedgekeurd beschouwd.

§ 10. Indien de gewaardeerde diensten een duur van minstens drie jaar hebben, reikt de Commissie de aanvrager een attest uit waarin de duur van de gevaloriseerde diensten wordt vermeld en waarin wordt verklaard dat hij in aanmerking komt voor een directeursambt.

Als de Commissie constateert dat de aanvraag niet-ontvankelijk is of als zij de prestaties die gedurende drie jaar in het onderwijs werden verstrekt, niet kan waarderen, informeert zij de aanvrager bij aangetekende brief. Deze laatste heeft dan 15 werkdagen om de Commissie aanvullende informatie te verlenen. Na onderzoek van deze elementen neemt de Commissie een definitief besluit.

De in de voorgaande leden bedoelde beslissingen worden binnen maximum vier maanden na ontvangst van het aanvraagdossier aan de aanvrager meegedeeld.

§ 11. De Commissie kan de Regering ter goedkeuring een huishoudelijk reglement voorstellen waarin de nadere regels van werking worden gespecificeerd die complementair zijn aan de huidige bepalingen, een modelaanvraagformulier voor de waardering van onderwijservaring alsook een model van het attest bedoeld in paragraaf 10, lid 1.

Na het advies van de Commissie te hebben genomen, kan de Regering criteria vaststellen voor de erkenning van ervaring in het onderwijs.

§ 12. De in de voorgaande artikelen gestelde termijnen worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

§ 13. De werkingskosten van de Commissie komen ten laste van de begroting van de Algemene Onderwijsadministratie.

§ 14. De leden van de Commissie, alsmede de deskundigen die hebben gezeten wier administratieve standplaats niet in Brussel is gevestigd, hebben recht op de wettelijke reiskostenvergoedingen.

Artikel 30.- In afwijking van de voorwaarden bepaald in artikel 35, § 1, derde lid, 1^o tot 3^o, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in artikel 57, § 1, 1^o tot 3^o, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en in artikel 80, § 1, 1^o tot 3^o, voor gesubsidieerd vrij onderwijs, kan iedereen die ervaring heeft inzake onderwijs, in België of in het buitenland, een dossier indienen bij de commissie bedoeld in artikel 29 om te worden erkend als in aanmerking komend voor een ambt van directeur in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. "

Art. 109. Na hoofdstuk IV van titel II van hetzelfde decreet, ingevoegd bij dit decreet, wordt een hoofdstuk V ingevoegd als volgt:

"HOOFDSTUK V. - De oproep tot kandidaturen

Artikel 31. - Het model van de in de artikelen 35, 56 en 79 bedoelde oproepen tot indienen van kandidaturen wordt door de Regering vastgesteld op basis van het gezamenlijk voorstel van de Vaste Commissie voor de promotie en de selectie van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de Centrale paritaire commissie voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, de Centrale Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij onderwijs en de Centrale Paritaire Commissie voor vrij confessioneel onderwijs

De Regering kan het initiatief nemen het model vast te stellen in het geval dat de in het vorige lid genoemde Commissies haar geen gezamenlijk voorstel hebben gestuurd binnen de 30 dagen na de goedkeuring van dit decreet.

Artikel 32. - De inrichtende macht die een oproep doet tot het indienen van kandidaturen, specificeert de uitbreiding van de geadresseerden aan wie de oproep gericht is, hetzij tot de personeelsleden die hun ambten uitoefenen binnen de inrichtende machten, hetzij tot een persoon die voldoet aan de voorwaarden van toegang tot het ambt. ”.

Art. 110. Afdeling 33 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Onverminderd § 2, achtste lid, § 3, vierde lid, en § 4, vijfde lid, duurt de stage van een directeur drie jaar.

Voor de berekening van de duur van de gedane stage worden enkel in aanmerking genomen de werkelijke diensten verleend gedurende de stage, met inbegrip van het jaarlijks verlof, de verloven bepaald bij de artikelen 5, *5bis* en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsook de verloven met als doel de adoptie en de officiële voogdij en de moederschapsverloven respectief bedoeld bij hoofdstuk *IIbis* en bij hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit.

De duur van de stage wordt verminderd ten belope van de reeds zonder onderbreking verstrekte tijd, as tijdelijke, door de directeur die dat ambt bezet, ten gevolge van een oproepprocedure. De directeur die aan het eind van zijn stage echter geen anciënniteit van 6 jaar heeft, ziet de stage verlengd totdat hij deze anciënniteit bereikt.

De toelating tot de stage voor het ambt van directeur kan enkel plaatsvinden als de betrekking van het toe te kennen ambt vacant is.

Gedurende de periode van de stage, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd of aangeworven is, in voorkomend geval, bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht. Tenzij anders is bepaald, wordt het tot de stage toegelaten personeelslid gelijkgesteld met een personeelslid dat in vast verband in het ambt van directeur benoemd of aangeworven is.

Gedurende de periode van zijn stage is de opleidingsverplichting die aan het personeelslid opgelegd wordt krachtens ofwel het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, ofwel het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, ofwel het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, ofwel het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, specifiek gericht op zijn hoedanigheid van stagedoend directeur.

§ 2. Tussen de negende werkelijke maand en het einde van de twaalfde werkelijke maand van het eerste jaar van de stage gaat de inrichtende macht over tot de evaluatie van de stagedoend directeur.

Nochtans, kan de evaluatie ingericht worden als de stagedoend directeur terugkomt als deze met verlof was met als doel de adoptie en de officiële voogdij of een moederschapsverlof.

Bij gebrek aan een evaluatie binnen deze termijn, wordt deze gunstig geacht.

Voor de toepassing van het eerste lid, kan de inrichtende macht zich door deskundigen laten begeleiden.

De evaluatie steunt op de uitvoering van het in hoofdstuk III van TITEL II bedoelde opdrachtenblad.

Voor de evaluatie wordt rekening gehouden met de globale context waarin de stagedoend directeur moet werken en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de evaluatie verloopt en stelt het model van het evaluatieverslag vast. De evaluatie leidt tot de toekenning van één van de volgende vermeldingen:

1° "gunstig";

2° "met voorbehoud";

3° "ongunstig".

Wanneer de evaluatie tot de toekenning van de vermelding "met voorbehoud" leidt, is de vermelding die naar aanleiding van de volgende evaluatie wordt toegekend, ofwel "gunstig" ofwel "ongunstig".

De stage van de stagedoend directeur wordt van ambtswege beëindigd die de "ongunstige" vermelding kreeg aan het einde van het eerste jaar van de stage of die de in artikel 10, § 3, en in artikel 10, § 4, lid 2, 1°, a), en lid 3, a), bedoelde opleidingen niet heeft gevolgd, tenzij het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan certificeert dat de directeur niet voor deze opleidingen kon worden ingeschreven tijdens zijn eerste jaar stage. In dat geval wordt de opleidingsverplichting uitgesteld tot het tweede jaar van de stage.

§ 3. De stagedoend directeur die de vermelding "gunstig" of "met voorbehoud" aan het einde van het eerste jaar van de stage kreeg, wordt opnieuw onderzocht tussen de 9de effectieve maand en het einde van de 12de effectieve maand van het tweede jaar van de stage volgens dezelfde nadere regels als in § 2, paragrafen 4 tot 7.

De evaluatie kan echter worden georganiseerd na terugkeer van de stagedoend directeur wanneer hij met verlof voor adoptie en niet-officiële voogdij of zwangerschapsverlof is.

Bij gebrek aan een evaluatie die binnen deze periode wordt uitgevoerd, wordt de evaluatie verondersteld gunstig te zijn.

De stage van de stagedoend directeur wordt van ambtswege beëindigd op het einde van deze tweede evaluatie die de "ongunstige" vermelding krijgt die de in artikel 10, § 3, en in artikel 10, § 4, lid 2, 1°, a), en lid 3, a), bedoelde opleidingen niet heeft gevolgd, nadat de verplichting van deze directeur tot opleiding uitgesteld werd overeenkomstig paragraaf 2.

§ 4. De stagedoend directeur die de vermelding "gunstig" of "met voorbehoud" aan het einde van het tweede jaar van de stage kreeg, wordt opnieuw onderzocht tussen de 9de effectieve maand en het einde van de 12de effectieve maand van het derde jaar van de stage volgens dezelfde nadere regels als in § 2, paragrafen 4 tot 6.

De evaluatie kan echter worden georganiseerd na terugkeer van de stagedoend directeur wanneer hij met verlof voor adoptie en niet-officiële voogdij of zwangerschapsverlof is.

In afwijking van het eerste lid, kan deze derde evaluatie echter niet tot de “met voorbehoud” vermelding leiden. Bij gebrek aan een evaluatie die binnen deze periode wordt uitgevoerd, wordt de evaluatie verondersteld gunstig te zijn.

De directeur wordt in vast verband benoemd of aangeworven als hij de vermelding “gunstig” krijgt op het einde van die derde evaluatie.

Er wordt van ambtswege een einde gesteld aan de stage indien de directeur de vermelding “ongunstig” krijgt op het einde van die derde evaluatie.

§ 5. De vermelding die de stagedoend directeur aan het einde van elke evaluatie ontvangt, wordt ter kennis van de directeur gebracht door middel van een aangetekende brief of door afgifte van hand tot hand van een persoonlijke brief met ontvangstbevestiging.

§ 6. De toekenning van de vermelding “met voorbehoud” gedurende de stage kan de Regering of de inrichtende macht ertoe leiden het opdrachtenblad aan te passen en de directeur opnieuw te wijzen op haar verwachtingen.

§ 7. De stagedoende directeur die een vermelding “ongunstig” toegekend krijgt, kan bij een aangetekend schrijven een bezwaarschrift indienen tegen die vermelding binnen de tien dagen na de kennisgeving ervan, naargelang het geval bij de raad van beroep die respectief werd opgericht door :

- a) hoofdstuk IX, afdeling 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen; naar gelang van het geval wordt de stagedoende directeur gehoord door het 5de, 7de, 9de of 14de comité bedoeld in artikel 136 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;
- b) hoofdstuk X van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- c) hoofdstuk IX, afdeling 3 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Het personeelslid zendt de inrichtende macht onmiddellijk een kopie van het beroep toe.

De procedure- en werkingsregels waarin deze bepalingen voorzien, zijn van toepassing op een rechtsmiddel dat krachtens deze paragraaf wordt georganiseerd. Een lid van de raad van beroep mag niet deelnemen aan de werkzaamheden van de raad van beroep voor het onderzoek van een beroep dat is ingesteld door de stagedoend directeur die belast is met het bestuur van de inrichting waar hij is aangesteld. In dit geval wordt hij voor de behandeling van dit beroep vervangen door zijn plaatsvervanger.

De in lid 1, onder a), b) of c), bedoelde raad van beroep brengt zijn advies uit aan de inrichtende macht binnen maximaal een maand na de datum van ontvangst van het beroep. De inrichtende macht neemt een beslissing en kent de evaluatievermelding toe aan de stagedoend directeur binnen maximaal een maand na de datum van ontvangst van het advies.

§ 8. In het gesubsidieerd vrij onderwijs, geeft de inrichtende macht een “ongunstige” vermelding aan de stagedoend directeur in de zin van artikel 3, § 11, van het voornoemde decreet van 1 februari 1993.

§ 9. Het personeelslid wordt niet vast benoemd of aangeworven als directeur indien hij, uiterlijk aan het einde van zijn stageperiode, de in artikel 15, lid 1, bedoelde slaagattesten en het volgattest bedoeld in artikel 15, § 1, vierde lid niet heeft behaald. In dat geval, indien nodig, herneemt het personeelslid definitief zijn ambt en zijn oorspronkelijke toewijzing.

Het personeelslid dat aan het einde van zijn stage echter niet over de slaagattesten beschikt bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, en het volgattest bedoeld in artikel 15, § 1, lid 4, omdat hij de verschillende modules van de opleiding bedoeld in artikel 10, §§ 3 en 4, en 11, § 3 niet kon volgen vanwege een gebrek aan beschikbare plaatsen bevestigd door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, kan twee verlengingen van zes maanden van zijn stage krijgen. In dat geval wordt de evaluatie tot het einde van het derde jaar van de stage uitgesteld in verhouding daarvan. ”.

Art. 111. In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de paragrafen 2 en 3 vervangen door:

”§ 2. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in geval van verlenging van de stageperiode van een directeur buiten de oorspronkelijk geplande duur van drie jaar om hem in staat te stellen aan de aanstellingsvoorwaarden van artikel 36*bis* te voldoen, kan de inrichtende macht deze stage beëindigen volgens de voorwaarden uiteengezet in artikel 43.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs kan de stage van de directeur worden beëindigd overeenkomstig de bepalingen van Afdeling III van HOOFDSTUK VIII van het voornoemde decreet van 1 februari 1993.

In het officiële gesubsidieerde onderwijs kan de stage van de directeur op dezelfde manier worden beëindigd als in artikel 61, § 4.

§ 3. De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het bestuursambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet te verstoren, het herstel van het personeelslid in zijn ambt en zijn oorspronkelijke opdracht met 15 weken uitstellen vanaf de aanvraag van het personeelslid of van ambtswege beëindiging van de stage. Gedurende deze periode oefent de stagedoend directeur zijn ambt als directeur voort uit.

Indien het ambt van directeur na de in het vorige lid bedoelde termijn niet is vervuld, kan de herplaatsing met instemming van de inrichtende macht en het personeelslid met ten hoogste 15 weken worden uitgesteld. ”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aan TITEL III “Specifieke bepalingen voor elk net” van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs*

Afdeling I. — Wijzigende bepalingen specifiek voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

Art. 112. Artikel 35 van het besluit van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs wordt vervangen door:

”Artikel 35. - § 1. Wanneer de inrichtende macht een aanwijzing moet doen in een vacature of in een betrekking die niet vacant is, maar waarvan de titularis tijdelijk afwezig is voor een duur van meer dan 15 weken

1°. bepaalt zij het profiel van het toe te kennen directeursambt overeenkomstig artikel 5, § 2 van dit decreet;

2°. dient zij een oproep tot het indienen van kandidaturen in overeenkomstig het model bedoeld in artikel 31.

Alvorens het ambtsprofiel te bepalen, moet de inrichtende macht:

- 1°. het basisoverlegcomité raadplegen over het profiel van het toe te kennen ambt van directeur;
- 2°. van het personeel alle informatie ontvangen die zij nuttig achten te communiceren.

Om overeenkomstig lid 1 te worden aangewezen, moeten alle kandidaten

1. minstens houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad;
2. een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben dat een bekwaamheidsbewijs is, zoals gedefinieerd in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
3. een driejarige dienstanciënniteit hebben in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
4. de oproep voor kandidaturen hebben beantwoord.

In afwijking van het vorige lid 1 ° tot en met 3 ° kan een kandidaat een ambt van directeur aanvragen, mits de Commissie als bedoeld in artikel 29 hem erkent als in aanmerking komend voor het ambt van directeur.

Als de inrichtende macht verklaart dat zij een oproep tot het indienen van kandidaturen heeft gelanceerd en na deze eerste oproep geen geldige aanvraag heeft ontvangen, kan zij een tweede oproep lanceren tot kandidaten die niet over een dienstanciënniteit van drie jaar binnen het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap beschikken.

Indien de kandidaat voor een aanwijzing krachtens dit artikel, geen ambt uitoefent in het door de Franse Gemeenschap op het tijdstip van zijn aanstelling georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt hij alleen aangesteld als hij ook aan de volgende voorwaarden beantwoordt:

1. de politieke en burgerlijke rechten genieten;
2. aan de wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot het taalstelsel voldoen;
3. van onberispelijk gedrag zijn;
4. aan de dienstplichtwetten voldoen.

Kandidaturen ingediend op grond van het eerste lid worden onderzocht door de selectiecommissie als bedoeld in artikel 36ter van dit decreet. Aan het einde van dit onderzoek zendt de selectiecommissie de indeling van de kandidaten door aan de inrichtende macht, met opgave van de gronden waarop de ranglijst is gebaseerd.

Na toezending van de overeenkomstig het vorige lid vastgestelde classificatie wijst de inrichtende macht een van de kandidaten aan die de oproep heeft beantwoord voor de in lid 1 bedoelde betrekking.

§ 2. Wanneer zij een tijdelijke aanstelling in een niet-vacante post moet doen voor een periode van 15 weken of minder, benoemt de inrichtende macht een personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden vermeld in lid 3 of 4 van § 1 zonder de procedure van lid 1 van dezelfde paragraaf toe te passen.

Deze aanwijzing voor maximaal 15 weken kan worden verlengd mits de totale duur van de aanwijzing niet meer dan 12 maanden bedraagt.

Indien de afwezigheid van de ambtstitularis wordt verlengd, dient de inrichtende macht uiterlijk op de laatste dag van de aanwijzingsperiode als bedoeld in het vorige lid een oproep tot het indienen van kandidaturen in.

De in lid 1 bedoelde werving wordt verlengd in de periode tussen de oproep tot het indienen van kandidaturen en de kandidaataanstelling.

De inrichtende macht wijst een kandidaat aan binnen drie maanden na de oproep tot het indienen van kandidaturen. Bij ontstentenis hiervan wordt aan het einde van deze drie maanden de betrekking niet langer gesubsidieerd, tenzij de inrichtende macht verklaart dat zij als gevolg van deze oproep geen kandidatuur heeft die voldoet aan de criteria van het ambtsprofiel.

In dat geval wordt, niettegenstaande het vorige lid, een aanvullende periode van niet meer dan 15 weken toegekend aan de inrichtende macht om een directeur te benoemen aan het einde van een nieuwe oproepsprocedure. De initiële aanwijzing waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, wordt niet gesubsidieerd na deze tweede oproep.

§ 3. De inrichtende macht kan een oproep tot het indienen van kandidaturen starten in overeenstemming met de regels vermeld in § 1 om over te gaan tot een tijdelijke aanstelling in een niet-vacante baan voor een duur gelijk aan of minder dan vijftien weken, indien zij ervan uitgaat, op het tijdstip van het lanceren van deze oproep dat de baan vacant zal worden.

§ 4. Een lid van het personeel benoemd in een ambt van directeur in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, dat is aangesteld in een ander ambt van directeur van hetzelfde onderwijs na een oproep tot het indienen van kandidaturen als bedoeld in de §§ 1 en 3 wordt een verandering van tijdelijke toewijzing door de inrichtende macht verleend, op voorwaarde evenwel dat het ambt waarin hij is aangesteld vacant is en dat het ambt van directeur waarin hij is aangesteld onder dezelfde inrichtende macht valt.

In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid pas van opdracht veranderen nadat hij zijn ambt in het ambt dat hij bekleedt gedurende een periode van drie jaar heeft bekleed.

De aldus aangewezen directeur wordt in stageverlof gesteld voor een periode van één jaar in overeenstemming met artikel 9 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Na één jaar maakt de inrichtende macht een evaluatie van de op grond van deze paragraaf aangewezen directeur. Deze evaluatie richt zich op de geschiktheid van ambtsprofiel-elementen die voor de instelling specifiek zijn. Als deze evaluatie gunstig is, neemt het personeelslid ontslag van zijn oorspronkelijke betrekking en wordt hij definitief toegewezen aan de betrekking die hij bekleedt.

In het geval van een ongunstige evaluatie, wordt zijn opdrachtwijziging beëindigd en bekleedt hij opnieuw het ambt van Directeur waarin hij was aangesteld voorafgaand aan zijn verandering van toewijzing.

Een personeelslid aan wie op grond van deze paragraaf een wijziging van tijdelijke toewijzing is verleend, bekleedt opnieuw het ambt van directeur dat hij voorafgaand aan zijn verandering van opdracht bekleedde, indien hij daarom aan de inrichtende macht vraagt.

§ 5. Wanneer een vastbenoemd directeur in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt benoemd, na een oproep tot kandidaturen, in een betrekking van directeur in onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, deze laatste zal hem toelaten tot de cursus als de betrekking is absoluut vacant of wijst hem tijdelijk aan als de betrekking tijdelijk vacant is. Gedurende deze periode blijft de directeur de houder van zijn oorspronkelijke betrekking.

In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid slechts tot de stageperiode worden toegelaten of tijdelijk worden benoemd nadat hij zijn ambt in het ambt dat hij uitoefent gedurende een periode van drie jaar uitoefent.

Na een jaar voert de inrichtende macht een evaluatie uit op basis van de gepastheid van de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. In het geval van een ongunstige evaluatie wordt zijn ambt beëindigd en herneemt hij zijn oorspronkelijke betrekking.

Na twee jaar voert de inrichtende macht een tweede evaluatie uit, gericht op de geschiktheid van de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie gunstig is, wordt de directeur vast benoemd in het ambt dat hij bekleedt wanneer het definitief vacant is.

In het geval van een ongunstige evaluatie wordt zijn ambt beëindigd en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke baan.

Bovendien kan het ambt worden beëindigd overeenkomstig de artikelen 33 en 34. "

Art. 113. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 36. Een lid van het personeel dat is aangewezen in een ambt van directeur krachtens artikel 35, §§ 1 en 3, wordt toegelaten tot de stage in dat ambt, op voorwaarde dat het vacant is.

De duur van de stage van een lid van het personeel dat in eerste instantie is aangewezen in een niet-vacante betrekking overeenkomstig artikel 35, §§ 1 en 3, wordt verminderd met de tijd tijdens welke hij reeds tijdelijk in dat ambt heeft gewerkt.

De evaluaties van het personeelslid als bedoeld in het vorige lid gebeuren, *mutatis mutandis*, in overeenstemming met artikel 33, §§ 2 tot en met 5.

Het personeelslid dat tijdelijk, met toepassing van artikel 35, §§ 1 en 3, in een niet-vacant ambt is aangesteld, en dit onophoudelijk, sedert minstens drie jaar vanaf de datum waarop de betrekking vacant wordt, wordt in dat ambt benoemd, mits hij aan de aanstellingsvoorwaarden van artikel 36*bis* voldoet. "

Art. 114. Na artikel 36 van hetzelfde decreet wordt een afdeling *Ibis* ingevoegd als volgt:

"Afdeling *Ibis*. - Voorwaarden voor de benoeming tot het ambt van directeur

Artikel 36*bis*. - Om in het ambt van directeur te worden benoemd, moet het personeelslid aan de volgende voorwaarden voldoen:

1. benoemd zijn in een ambt van directeur overeenkomstig de procedure van artikel 35;
2. de slaagattesten bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, en het vervolgstest bedoeld in artikel 15, § 1, vierde lid, hebben behaald;
3. een dienstanciënniteit hebben van 6 jaar;
4. drie evaluaties te hebben verkregen, waarvan de laatste in de vermelding "gunstig" resulteerde.

De dienstanciënniteit opgenomen in punt 3° van het vorige lid wordt berekend volgens de regels bepaald in artikel 3*sexies* van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen."

Art. 115. Na afdeling *Ibis*, ingevoegd bij artikel 23 van dit decreet, wordt een afdeling *Iter* ingevoegd luidend als volgt:

"Afdeling *Iter*. - Selectiecommissies van de directeurs

Artikel 36*ter*. - § 1. De inrichtende macht richt een of meer selectiecommissies op voor de directeurs. Zij bepaalt er de samenstelling van.

Binnen de Commissie moet echter minstens één lid worden benoemd met pedagogische expertise en een of meer leden van buiten de inrichtende macht met ervaring op het gebied van human resources en bij de selectie van personeel.

De samenstelling van de selectiecommissie wordt aan de Regering meegedeeld op de wijze die ze bepaalt.

§ 2. De selectie van kandidaten is gebaseerd op het ambtsprofiel dat door de inrichtende macht is ontwikkeld in overeenstemming met artikel 5, lid 2 en bij de oproep tot het indienen van kandidaturen is gevoegd, en inzonderheid op de evaluatie van technische en gedragscompetenties van de kandidaten, met indicatoren voor beheersing, en hun verenigbaarheid met het pedagogische en opvoedingsproject van de inrichtende macht.

De selectiecommissie kan de kandidaturen in het dossier onderzoeken en rangschikken en alleen de kandidaten horen die na deze selectie zijn geselecteerd.

Aan het einde van de hoorzittingen stelt deze een verslag op waarin de kandidaten worden ingedeeld en alle nuttige informatie verstrekt om de classificatie te motiveren.

Dit verslag wordt verzonden aan de inrichtende macht die op basis hiervan het besluit neemt om de kandidaten al dan niet tot de stage toe te laten treden.

Op verzoek van een kandidaat, communiceert hem de inrichtende macht de gegevens voor de evaluatie van de technische en gedragscompetenties en de verenigbaarheid van deze bevoegdheden met de door het ambtsprofiel gedefinieerde en gewogen selectiecriteria."

Art. 116. In artikel 37, § 1, lid 4, van hetzelfde decreet, worden de woorden "De afgevaardigde van de inspecteur-generaal bedoeld in punt 2° is een inspecteur die het ambt van directeur heeft uitgeoefend, behalve in geval van verhindering" opgeheven.

Art. 117. Artikel 38 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 38. - Tot 31 december 2019 ten laatste, belast de inrichtende macht de Evaluatiecommissie met de uitoefening van de in de artikelen 26, §§ 1 en 3, 33, § 2, 40, 41 en 42 bedoelde competenties."

Art. 118. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 40. Om de vijf jaar, vanaf de datum van zijn vaste benoeming of zijn tijdelijke aanwijzing, wordt elke directeur onderworpen aan een evaluatie door de inrichtende macht.

Voor de toepassing van lid 1 kan de inrichtende macht zich laten begeleiden door deskundigen.

Als de inrichtende macht het nuttig vindt, kan ze een eerdere evaluatie van de directeur doorvoeren.

De directeur mag echter niet het onderwerp zijn van meer dan twee evaluaties per periode van tien jaar. "

Art. 119. Artikel 41 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 41. - De evaluatie is gebaseerd op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in titel I, hoofdstuk III.

Ze houdt rekening met de globale context waarin de directeur evolueert en met de middelen die voor hem beschikbaar zijn.

In deze context houdt de inrichtende macht rekening met, inzonderheid:

a. in het kleuteronderwijs en het leerplichtonderwijs, de bepalingen met betrekking tot pedagogische en onderwijskundige projecten inrichtende macht en het schoolplan op grond van hoofdstuk VII van het decreet van 24 juli 1997 reeds aangehaald;

b. in het onderwijs voor sociale promotie, de bepalingen met betrekking tot het onderwijsproject bedoeld in artikel 36, § 2, van bovengenoemd decreet van 16 april 1991. "

Art. 120. Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 42. - Op basis van deze evaluatie beslist de inrichtende macht samen met de directeur, na het evaluatiegesprek, welke verbeteringen moeten worden aangebracht. "

Art. 121. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door:

"Mits een opzegtermijn van vijftien dagen kan de inrichtende macht de aanstelling van een aangewezen ambtenaar op grond van artikel 35 beëindigen. ";

2° in de leden 2 tot en met 4 wordt het woord "Regering" vervangen door de woorden "inrichtende macht";

3° in lid 2 worden de woorden "door de door de Regering of door de gedelegeerde van de genoemde ambtenaar aangewezen algemeen ambtenaar" vervangen door de woorden "de inrichtende macht of haar afgevaardigde";

4° in lid 4 worden de woorden "door de door de Regering of door de gedelegeerde van de genoemde ambtenaar aangewezen algemeen ambtenaar" vervangen door de woorden "de inrichtende macht of haar afgevaardigde". "

Afdeling II - Wijzigingsbepalingen specifiek voor het gesubsidieerd officieel onderwijs

Art. 122. In titel III, hoofdstuk II, afdeling I, van het decreet van 2 februari 2007 tot bepaling van het statuut van directeurs, worden de woorden "de toekenning van de betrekkingen van directeur" vervangen door de woorden "de benoeming in vast verband".

Art. 123. In artikel 56 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 2 wordt vervangen door:

"§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1:

a. bepaalt het ambtsprofiel van de directeur dat moet worden toegekend. Dit ambtsprofiel wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 5, § 2;

b. start een oproep tot het indienen van kandidaturen overeenkomstig het model bedoeld in artikel 31. ";

2° § 3, luidend als volgt, wordt ingevoegd:

"§ 3. In afwijking van het vorige lid, wordt een oproep tot het indienen van kandidaturen voor toelating tot de stage niet gestart wanneer het dienstverband permanent vacant wordt, in de volgende twee gevallen:

a. wanneer het personeelslid tijdelijk is benoemd, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, na een oproep tot het indienen van kandidaturen voor een tijdelijk vacante betrekking op termijn uitgaande op een definitief vacante betrekking en waarvan het model in hoofdstuk V titel II wordt bedoeld.

In dit geval laat de inrichtende macht tot de stage de tijdelijk aangestelde directeur toe op de datum van de definitieve vacantverklaring van het ambt. De duur van de stage wordt verminderd ten belope van de tijd die al tijdelijk op deze betrekking is verstrekt.

De evaluaties worden gemaakt, *mutatis mutandis*, in overeenstemming met artikel 33, § 2 tot 5;

b. wanneer het personeelslid tijdelijk is aangesteld in een niet-vacant ambt na een oproep tot kandidaturen, en dit, ononderbroken sedert minstens 3 jaar vanaf de datum waarop de betrekking vacant werd verklaard.

In dit geval wordt het personeelslid in vast verband benoemd wanneer de betrekking vacant wordt verklaard, indien hij aan de voorwaarden van artikel 58 voldoet. "

Art. 124. Een artikel 56bis, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd:

"Artikel 56bis. - § 1. De inrichtende macht zet een selectiecommissie op. Ze is samengesteld uit leden of afgevaardigden van de inrichtende macht.

Ze omvat minstens één lid met pedagogische expertise en een of meer leden van buiten de inrichtende macht, met ervaring op het gebied van human resources en bij de selectie van personeel.

De samenstelling van de selectiecommissie wordt aan de Regeringsdiensten meegedeeld op de wijze die ze bepalen.

§ 2. De selectie van kandidaten is gebaseerd op het ambtsprofiel dat door de inrichtende macht is ontwikkeld in overeenstemming met artikel 5, lid 2 en bij de oproep tot het indienen van kandidaturen is gevoegd, en inzonderheid op de evaluatie van de technische en gedragscompetenties verwacht van de kandidaten, met indicatoren voor beheersing, en hun verenigbaarheid met het pedagogische en opvoedingsproject van de inrichtende macht.

§ 3. De selectiecommissie kan de kandidaturen in het dossier onderzoeken en rangschikken en alleen de kandidaten horen die na deze selectie zijn geselecteerd.

Aan het einde van de hoorzittingen stelt deze een verslag op waarin de kandidaten worden ingedeeld en alle nuttige informatie wordt verstrekt om de classificatie te motiveren.

Dit verslag wordt verzonden aan de inrichtende macht die op basis hiervan het besluit neemt om de kandidaten tot de stage toe te laten.

Op verzoek van een kandidaat, communiceert hem de inrichtende macht de gegevens voor de evaluatie van de technische en gedragscompetenties en de verenigbaarheid van deze bevoegdheden met de door het ambtsprofiel gedefinieerde en gewogen selectiecriteria.”.

Art. 125. De artikelen 57 tot en met 59*bis* van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende bepalingen:

“Artikel 57. § 1. Niemand kan tot de stage in het ambt van directeur toegelaten worden indien hij, op het ogenblik van de toelating tot de stage, niet aan de volgende voorwaarden voldoet:

1°. minstens houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad; in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, kunnen personeelsleden in vakken waarvoor geen niveau-opleiding bestaat met uitreiking van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad, tot de stage worden toegelaten, op voorwaarde dat zij over een bekwaamheidsbewijs bedoeld in de artikelen 105 tot en met 108, onder a) of b), van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap beschikken;

2°. een van de onderwijsbekwaamheidsbewijzen vermeld in artikel 100 bezitten;

3°. een dienstanciënniteit hebben van 3 jaar in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

4°. de oproep tot het indienen van kandidaturen als bedoeld in artikel 56 hebben beantwoord.

Voldoet aan voorwaarden 1 ° en 2 °, de kandidaat die beschikt over een diploma dat tegelijkertijd een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1e graad op zijn minst is.

De directeur toegelaten tot de stage volgens artikel 30 wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden 1 °, 2 ° en 3 ° van het eerste lid.

§ 2. Een inrichtende macht die certificeert dat zij een oproep tot het indienen van kandidaturen heeft gedaan en geen geldige kandidatuur heeft ontvangen na deze eerste oproep, kan een tweede oproep indienen voor kandidaturen die niet voldoen aan voorwaarde 3 ° bedoeld in § 1.

Indien de persoon die tot de stage is toegelaten geen ambt uitoefent in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs op het moment van de toelating tot de stage, mag zij alleen in ambt treden als zij ook aan de volgende voorwaarden voldoet:

1. de politieke en burgerlijke rechten genieten;

2. aan de wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot het taalstelsel voldoen;

3. van onberispelijk gedrag zijn;

4. aan de dienstplichtwetten voldoen.

Artikel 58. - Een personeelslid kan enkel in het ambt van directeur in vast verband benoemd worden als hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1. de slaagattesten zoals bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, en de verklaring van vervolg als bedoeld in artikel 15, § 1, vierde lid, hebben behaald;

2. op de oproep tot het indienen van kandidaturen als bedoeld in artikel 56 hebben geantwoord;

3. een dienstanciënniteit van minstens zes jaar hebben verkregen, berekend overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 34 van voormeld decreet van 6 juni 1994.

Voor het personeelslid dat niet aan deze voorwaarde voldoet, wordt de stage verlengd totdat hij aan deze voorwaarde voldoet;

4. drie evaluaties hebben gekregen, waarvan de laatste tot de vermelding “gunstig” heeft geleid.

Artikel 58*bis*. - § 1. Een inrichtende macht kan enkel tot een vaste benoeming overgaan voor een vacante betrekking van een ambt van directeur, als zij niet vereist is, op grond van de regels van de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking en van de regels van reffectatie, die betrekking aan een terbeschikkinggesteld personeelslid toe te wijzen.

§ 2. Benoeming in een ambt van directeur kan alleen plaatsvinden als de betrekking als hoofdamt bezet is.

§ 3. Benoemingen zijn niet toegestaan in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting, afdeling, vestiging, graad, cyclus of andere onderverdeling die met toepassing van de regels inzake rationalisering, geleidelijk aan het sluiten is of slechts voor een beperkte periode kan worden gesubsidieerd.

Artikel 59. - § 1. Wanneer een vastbenoemd directeur, na een oproep tot het indienen van kandidaturen, in een andere betrekking van directeur, zoals bepaald in artikel 2, door zijn inrichtende macht wordt benoemd, moet zij hem tot de stage toelaten als de betrekking definitief vacant is of hem tijdelijk aanwijzen als de betrekking tijdelijk vacant is. Gedurende deze periode blijft de directeur titularis van zijn oorspronkelijke betrekking en geniet hij verlof in overeenstemming met de artikelen 9 of 14 van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

In afwijking van het vorige lid kan de directeur enkel toegelaten worden tot de stage of tijdelijk benoemd worden, nadat hij zijn ambten in het ambt dat hij bekleedt gedurende een periode van drie jaar heeft uitgeoefend.

§ 2. Na één jaar maakt de inrichtende macht een evaluatie op basis van de aangepastheid aan de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie gunstig is, wordt de directeur vast benoemd in het ambt dat hij bekleedt wanneer het definitief vacant is.

In het geval van een ongunstige evaluatie wordt zijn ambt beëindigd en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke betrekking.

Bovendien kan het ambt worden beëindigd overeenkomstig de artikelen 33 en 34.

Artikel 59bis. - § 1. Wanneer een vastbenoemd directeur, na een oproep tot het indienen van kandidaturen, wordt benoemd tot een ander ambt van directeur, zoals gedefinieerd in artikel 2, bij een andere inrichtende macht dan deze waarbij hij vast wordt benoemd, laat deze laatste hem tot de stage toe als de betrekking definitief vacant is of wijst hem tijdelijk aan als de betrekking tijdelijk vacant is. Gedurende deze periode behoudt de directeur zijn oorspronkelijke betrekking en geniet hij verlof in overeenstemming met de artikelen 9 of 14 van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid slechts tot de stage worden toegelaten of tijdelijk worden aangewezen nadat hij zijn ambten in het ambt dat hij uitoefent gedurende een periode van drie jaar heeft uitgeoefend.

§ 2. Na één jaar maakt de inrichtende macht een evaluatie op basis van de aangepastheid aan de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie ongunstig is, wordt een einde gesteld aan zijn ambt en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke betrekking.

Na twee jaar maakt de inrichtende macht een tweede evaluatie op basis van de aangepastheid aan de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie gunstig is, wordt de directeur vast benoemd in de betrekking die hij bekleedt, wanneer deze definitief vacant is.

In het geval van een ongunstige evaluatie wordt zijn ambt beëindigd en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke betrekking.

Bovendien kan het ambt worden beëindigd overeenkomstig de artikelen 33 en 34.”.

Art. 126. Artikel 60 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

”Artikel 60. - § 1. Het ambt van directeur kan tijdelijk worden toegewezen, na de in de artikelen 56 en 56bis bedoelde beroepsprocedure, *mutatis mutandis* van toepassing op een personeelslid dat aan alle voorwaarden bedoeld bij artikel 57 voldoet:

1°. als de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2°. in het geval bedoeld in artikel 58bis, § 3.

Gedurende deze periode blijft het personeelslid titularis van het ambt waarin hij vast is benoemd.

Hij wordt, *mutatis mutandis*, beoordeeld overeenkomstig artikel 33, §§ 2 tot en met 5.

§ 2. Voor elke aanstelling met een duur gelijk aan of minder dan 15 weken, is de voorwaarde van artikel 57, § 1, 3°, niet verplicht. Bovendien zijn de overheden bedoeld in artikel 27bis van bovengenoemd decreet van 6 juni 1994 gemachtigd om tot dergelijke aanwijzingen over te gaan met een duur van 15 weken of minder.

Deze aanwijzing voor maximaal 15 weken kan worden verlengd mits de totale duur van de aanwijzing niet meer dan 12 maanden bedraagt.

De afwezigheid van de ambtstitularis wordt verlengd, dient de inrichtende macht uiterlijk op de laatste dag van de aanwijzingsperiode als bedoeld in het vorige lid een oproep tot het indienen van kandidaturen in.

In afwijking van lid 2 wordt de aanwijzing verlengd in de periode tussen de oproep tot het indienen van kandidaturen en de voordracht van een kandidaat.

De inrichtende macht wijst een kandidaat aan binnen drie maanden na de oproep tot het indienen van kandidaturen. Bij ontstentenis hiervan wordt aan het einde van deze drie maanden de opdracht niet langer gesubsidieerd, tenzij de inrichtende macht verklaart dat zij als gevolg van deze oproep geen kandidatuur heeft die voldoet aan de criteria van het ambtsprofiel. .

In dit geval wordt, in afwijking van de leden 2 en 4, een aanvullende periode van niet meer dan 15 weken toegekend aan de inrichtende macht om een directeur aan te wijzen na een nieuwe oproepsprocedure. De oorspronkelijke aanwijzing bedoeld in de leden 1, 2 en 4 wordt niet gesubsidieerd na deze tweede oproep. ”.

Art. 127. In artikel 64 van hetzelfde decreet,

1. in lid 1 worden de volgende woorden geschrapt: “en over de toepassing van de in het kader van de artikelen 13, 14 en 15 verworven vaardigheden”;

2. lid 3 wordt vervangen door een tekst met de volgende bewoording:

”In deze context houdt de inrichtende macht in het bijzonder rekening met:

a. in het kleuteronderwijs en het leerplichtonderwijs, de bepalingen met betrekking tot pedagogische en onderwijskundige projecten van de inrichtende macht en het inrichtingsplan op grond van hoofdstuk VII van het decreet van 24 juli 1997 reeds aangehaald;

b. in het onderwijs voor sociale promotie, de bepalingen met betrekking tot het pedagogische project bedoeld in artikel 36, § 2, van bovengenoemd decreet van 16 april 1991;

c. in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, de bepalingen met betrekking tot het onderwijsproject en pedagogisch project van de inrichtende macht als bedoeld in artikel 1 van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de bepalingen met betrekking tot het project voor pedagogische en artistieke instellingen bedoeld in artikel 3bis van hetzelfde decreet. ”.

Afdeling III. — Wijzigingsbepalingen specifiek voor het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 128. In titel III, hoofdstuk III, afdeling I, van hetzelfde decreet, worden de woorden “van de toekenning van de betrekkingen van directeur” vervangen door de woorden “van de aanwerving in vast verband”.

Art. 129. In artikel 79 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. punt 1° van § 1 wordt vervangen door “1° raadpleegt het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg, over het profiel van het toe te kennen ambt van directeur;”;

2. §§ 2 en 3 worden als volgt vervangen:

”§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van lid 1:

1. bepaalt het profiel van het toe te kennen ambt van directeur. Dit ambtsprofiel wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 5, § 2;

2. start een oproep tot kandidaturen volgens het model bedoeld in artikel 31.

§ 3. In afwijking van de voorgaande paragrafen moet een oproep tot het indienen van kandidaturen voor toelating tot de stage niet worden gestart wanneer de betrekking definitief vacant wordt, in de volgende twee gevallen:

a. wanneer het personeelslid tijdelijk is aangeworven, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, na een oproep tot het indienen van kandidaturen voor een tijdelijk vacante betrekking die leidt tot een definitief vacant ambt waarvan het model wordt bedoeld in artikel 31.

In dit geval laat de inrichtende macht de directeur tot de stage toe, directeur die tijdelijk is aangeworven, op de datum van de definitieve vacantverklaring van de betrekking. De duur van de stage wordt verminderd ten belope van de tijd die al tijdelijk op deze betrekking werd verstrekt.

De evaluaties worden gemaakt, *mutatis mutandis*, in overeenstemming met artikel 33, §§ 2 tot 5;

b. wanneer het personeelslid tijdelijk is aangeworven in een niet-vacante betrekking na een oproep tot het indienen van kandidaturen, en dit, ononderbroken gedurende minstens 3 jaar vanaf de datum waarop de betrekking vacant werd verklaard.

In dat geval wordt het personeelslid in vast verband aangeworven wanneer de betrekking vacant wordt, indien hij aan de voorwaarden van artikel 81 voldoet. ”

Art. 130. Artikel 79bis wordt ingevoegd in hetzelfde decreet:

”Artikel 79bis. - § 1. De inrichtende macht zet een selectiecommissie op. Ze is samengesteld uit leden of afgevaardigden van de inrichtende macht.

Ze omvat minstens één lid met pedagogische expertise en een of meer leden van buiten de inrichtende macht, met ervaring op het gebied van human resources en bij de selectie van personeel.

De samenstelling van de selectiecommissie wordt aan de Regeringsdiensten meegedeeld op de wijze die ze bepalen.

§ 2. De selectie van kandidaten is gebaseerd op het ambtsprofiel dat door de inrichtende macht is ontwikkeld in overeenstemming met artikel 5, lid 2 en bij de oproep tot het indienen van kandidaturen is gevoegd, en inzonderheid op de evaluatie van de technische en gedragscompetenties verwacht van de kandidaten, met indicatoren voor beheersing, en hun verenigbaarheid met het pedagogische en opvoedingsproject van de inrichtende macht, alsook, in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, met het pedagogische en kunstproject van de inrichting.

§ 3. De selectiecommissie kan de kandidaturen in het dossier onderzoeken en rangschikken en alleen de kandidaten horen die na deze selectie zijn geselecteerd. Aan het einde van de hoorzittingen stelt deze een verslag op waarin de kandidaten worden ingedeeld en alle nuttige informatie verstrekt om de classificatie te motiveren.

Dit verslag wordt verzonden aan de inrichtende macht die op basis hiervan het besluit neemt om al dan niet de kandidaten tot de stage toe te laten.

§ 4. De inrichtende macht deelt aan de kandidaten de redenen mee van haar keuze inzake stagedoend directeur met betrekking tot de criteria bepaald in het ambtsprofiel overeenkomstig dit artikel.

§ 5. Op verzoek van een kandidaat, communiceert hem de inrichtende macht de gegevens voor de evaluatie van de technische en gedragscompetenties en de verenigbaarheid van deze bevoegdheden met de door het ambtsprofiel gedefinieerde en gewogen selectiecriteria.”.

Art. 131. De artikelen 80 tot en met 82bis van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende bepalingen:

”Artikel 80. - § 1. Niemand kan tot de stage in het ambt van directeur toegelaten worden indien hij, op het ogenblik van de toelating tot de stage, niet aan de volgende voorwaarden voldoet:

1. minstens houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad; in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, kunnen personeelsleden in vakken waarvoor geen niveau-opleiding bestaat met uitreiking van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad, worden tot de stage toegelaten, op voorwaarde dat zij over een bekwaamheidsbewijs bedoeld in de artikelen 105 tot en met 108, onder a) of b), van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap beschikken;

2. een van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen vermeld in artikel 100 bezitten;

3. een dienstanciënniteit hebben van 3 jaar in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

4. de oproep tot het indienen van kandidaturen als bedoeld in artikel 56 hebben beantwoord.

Voldoet aan voorwaarden 1 ° en 2 °, de kandidaat die beschikt over een diploma dat tegelijkertijd een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1e graad op zijn minst is.

De directeur toegelaten tot de stage volgens artikel 30 wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden 1 °, 2 ° en 3 ° van het eerste lid.

§ 2. Een inrichtende macht die certificeert dat zij een oproep tot het indienen van kandidaturen heeft gedaan en geen geldige kandidatuur heeft ontvangen na deze eerste oproep, kan een tweede oproep indienen voor kandidaturen die niet voldoen aan voorwaarde 3 ° bedoeld in § 1.

Indien de persoon die tot de stage is toegelaten geen ambt uitoefent in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs op het moment van de toelating tot de stage, mag zij alleen in ambt treden als zij ook aan de volgende voorwaarden voldoet:

1°. de politieke en burgerlijke rechten genieten;

2°. aan de wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot het taalstelsel voldoen;

3°. van onberispelijk gedrag zijn;

4°. aan de dienstplichtwetten voldoen.

Artikel 81. - Een personeelslid kan enkel in het ambt van directeur in vast verband benoemd worden als hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1°. de slaagattesten zoals bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, en het volgattest als bedoeld in artikel 15, § 1, vierde lid, hebben behaald;

2°. op de oproep tot het indienen van kandidaturen als bedoeld in artikel 79 hebben geantwoord;

3°. een dienstanciënniteit van minstens zes jaar hebben verkregen, berekend overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 29*bis* of 29*ter* van het voormeld decreet van 1 februari 1993.

Voor het personeelslid dat niet aan deze voorwaarde voldoet, wordt de stage verlengd totdat hij aan deze voorwaarde voldoet;

4°. drie evaluaties hebben gekregen, waarvan de laatste tot de vermelding "gunstig" heeft geleid.

Artikel 81*bis*. - § 1. Een inrichtende macht kan enkel tot een vaste benoeming overgaan voor een vacante betrekking van een ambt van directeur, als zij niet vereist is, op grond van de regels van de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking en van de regels van reaffectatie, die betrekking aan een ter beschikking gesteld personeelslid toe te wijzen.

§ 2. Benoeming in een ambt van directeur kan alleen plaatsvinden als de betrekking als hoofdamt bezet is.

§ 3. Aanwervingen in vast verband zijn niet toegestaan in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting, afdeling, vestiging, graad, cyclus of andere onderverdeling die met toepassing van de regels inzake rationalisering, geleidelijk aan het sluiten is of in een betrekking die deel uitmaakt van een inrichting waarvan de periode voor de toelating tot de subsidies beperkt wordt door een beslissing van de Executieve, beslissing waarvan vooraf aan de inrichtende macht kennis werd gegeven.

Artikel 82. - § 1. Wanneer een vastbenoemd directeur, na een oproep tot het indienen van kandidaturen, in een andere betrekking van directeur, zoals bepaald in artikel 2, door zijn inrichtende macht wordt aangeworven, moet zij hem tot de stage toelaten als de betrekking definitief vacant is of hem tijdelijk aanwijst als de betrekking tijdelijk vacant is. Gedurende deze periode blijft de directeur titularis van zijn oorspronkelijke betrekking en geniet hij verlof in overeenstemming met de artikelen 9 of 14 van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

In afwijking van het vorige lid kan de directeur enkel toegelaten worden tot de stage of tijdelijk aangeworven worden, nadat hij zijn ambten in het ambt dat hij bekleedt gedurende een periode van drie jaar heeft uitgeoefend.

§ 2. Na één jaar maakt de inrichtende macht een evaluatie op basis van de aangepastheid aan de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie gunstig is, wordt de directeur vast benoemd in het ambt dat hij bekleedt wanneer het definitief vacant is.

In het geval van een ongunstige evaluatie wordt zijn ambt beëindigd en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke betrekking.

Bovendien kan het ambt worden beëindigd overeenkomstig de artikelen 33 en 34.

Artikel 82*bis*. - § 1. Wanneer een vastbenoemd directeur, na een oproep tot het indienen van kandidaturen, wordt aangeworven in een ander ambt van directeur, zoals gedefinieerd in artikel 2, bij een andere inrichtende macht dan deze waarbij hij vast wordt benoemd, laat deze laatste hem tot de stage toe als de betrekking definitief vacant is of wijst hem tijdelijk aan als de betrekking tijdelijk vacant is. Gedurende deze periode behoudt de directeur zijn oorspronkelijke betrekking en geniet hij verlof in overeenstemming met de artikelen 9 of 14 van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid slechts tot de stage worden toegelaten of tijdelijk worden aangewezen nadat hij zijn ambten in het ambt dat hij uitoefent gedurende een periode van drie jaar heeft uitgeoefend.

§ 2. Na één jaar maakt de inrichtende macht een evaluatie op basis van de aangepastheid aan de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie ongunstig is, wordt een einde gesteld aan zijn ambt en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke betrekking.

Na twee jaar maakt de inrichtende macht een tweede evaluatie op basis van de aangepastheid aan de elementen van het ambtsprofiel specifiek voor de instelling. Indien deze evaluatie gunstig is, wordt de directeur vast benoemd in de betrekking die hij bekleedt, wanneer deze definitief vacant is.

In het geval van een ongunstige evaluatie wordt zijn ambt beëindigd en keert hij terug naar zijn oorspronkelijke betrekking.

Bovendien kan het ambt worden beëindigd overeenkomstig de artikelen 33 en 34."

Art. 132. Paragraaf 83 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

"Artikel 83. - § 1. Het ambt van directeur kan tijdelijk worden toegewezen, na de in de artikelen 79 en 79*bis* bedoelde beroepsprocedure, *mutatis mutandis* van toepassing op een personeelslid dat aan alle voorwaarden bedoeld bij artikel 80 voldoet:

1°. als de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2°. in het geval bedoeld in artikel 81*bis*, § 3.

Gedurende deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin hij vast is benoemd.

Hij wordt, *mutatis mutandis*, beoordeeld overeenkomstig artikel 33, § 2 tot en met 5.

§ 2. Voor elke aanstelling met een duur gelijk aan of van minder dan 15 weken, is de voorwaarde van artikel 80, § 1, 3°, niet verplicht.

Deze aanwijzing voor maximaal 15 weken kan worden verlengd mits de totale duur van de aanwijzing niet meer dan 12 maanden bedraagt.

Indien de afwezigheid van de ambtstitularis wordt verlengd, dient de inrichtende macht uiterlijk op de laatste dag van de aanwervingsperiode als bedoeld in het vorige lid een oproep tot het indienen van kandidaturen in.

In afwijking van lid 2 wordt de aanwerving verlengd in de periode tussen de oproep tot het indienen van kandidaturen en de aanwerving van een kandidaat.

De inrichtende macht wijst een kandidaat aan binnen drie maanden na de oproep tot het indienen van kandidaturen. Bij ontstentenis hiervan wordt aan het einde van deze drie maanden de opdracht niet langer gesubsidieerd, tenzij de inrichtende macht verklaart dat zij als gevolg van deze oproep geen kandidatuur heeft die voldoet aan de criteria van het ambtsprofiel. .

In dit geval wordt, in afwijking van lid 2 en 4, wordt een aanvullende periode van niet meer dan 15 weken toegekend aan de inrichtende macht om een directeur aan te wijzen na een nieuwe oproepsprocedure. De oorspronkelijke aanwerving bedoeld in de leden 1, 2 en 4 wordt niet gesubsidieerd na deze tweede oproep. ”

Art. 133. In artikel 87 van hetzelfde decreet,

1. in lid 1 worden de volgende woorden geschrapt: “en over de toepassing van de in het kader van de artikelen 13, 14 en 15 verworven vaardigheden”;

2. lid 3 wordt vervangen door een tekst in de volgende bewoording:

“In deze context houdt de inrichtende macht in het bijzonder rekening met:

- a. in het kleuteronderwijs en het leerplichtonderwijs, de bepalingen met betrekking tot pedagogische en onderwijskundige projecten van de inrichtende macht en het inrichtingsplan op grond van hoofdstuk VII van het decreet van 24 juli 1997 reeds aangehaald;
- b. in het onderwijs voor sociale promotie, de bepalingen met betrekking tot het pedagogische project bedoeld in artikel 36, § 2, van bovengenoemd decreet van 16 april 1991;
- c. in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, de bepalingen met betrekking tot het onderwijsproject en pedagogisch project van de inrichtende macht als bedoeld in artikel 1, 7°, van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de bepalingen met betrekking tot het project voor pedagogische en artistieke instellingen bedoeld in artikel 3bis van hetzelfde decreet. ”

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van titel IV “van de toegang tot selectie- en bevorderingsambten in het gesubsidieerd onderwijs”*

Art. 134. In artikel 100 van hetzelfde decreet wordt een punt m) toegevoegd dat als volgt luidt:

“m) didactische masteropleiding. ”.

Art. 135. In artikel 101 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen ingevoerd:

1. in lid 1:

o “Artikel 40 lid 1, 4°, en artikel 44, § 1, lid 1, 2° en § 3, lid 1, 2°” vervangen door “artikel 42, § 1, 2° en 3° ”;

o in de Franse tekst, wordt een “s” ingevoegd vóór de “ont”: “sont”;

2. in lid 2, “artikel 51, 4°, en artikel 54bis, § 1, lid 1, 2° en § 3, lid 1, 2°” vervangen door “artikel 53, § 1, 2° en 3° ”;

3. In lid 3 wordt “44sexies, § 1” vervangen door “44quinquies, § 3”;

4. In lid 4 worden de woorden “54octies, § 1” vervangen door “54septies, § 4”.

Art. 136. In artikel 102 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in lid 1 worden de woorden “artikel 57, lid 1, 3°, artikel 59, § 1, 2°, artikel 59, § 2, lid 1, a), 2° en b), 2°, en artikel 59, § 3, eerste lid, 2°, van dit decreet, en artikel 49, lid 1, 3°, in punt 52, § 1, lid 1, 2°, en § 3, lid 1, 2°” vervangen door “artikel 50, § 1, 2 en 3° ”;

2. in lid 2 worden de woorden “in artikel 80, lid 1, 3°, artikel 81, lid 1, onder b), 3°, artikel 82, § 1, 2°, artikel 82, lid 2, onder a), 2) en b), 2°, en artikel 83, lid 3, onder a), 2) en b), van dit decreet en artikel 59, eerste lid, 3°, artikel 61bis, § 1, eerste lid, 2°, en § 3, eerste lid, 2° ” vervangen door de woorden “artikel 60 § 1, 2° en 3° ”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van titel VI “Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen”*

Art. 137. In Afdeling I, hoofdstuk III, titel VI, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, wordt een onderafdeling I ingevoegd, bestaande uit de artikelen 130 tot en met 131 en geformuleerd als volgt:

“Onderafdeling I - Overgangsbepalingen voorafgaand aan het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur, andere bevorderingsambten en selectieambten”.

Art. 138. In Afdeling I, hoofdstuk III, titel VI, van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling II ingevoegd, luidend als volgt:

“Onderafdeling II. - Overgangsbepalingen ingevoegd bij decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur, andere bevorderingsambten en selectieambten

Artikel 131bis. - § 1. Voor personeelsleden die uiterlijk op 31 augustus 2019 tot de stage zijn toegelaten, bedraagt de duur van de stage twee jaar.

Het is de directeur echter toegestaan om een verlenging met één jaar aan te vragen, inzonderheid om al zijn slaagattesten te behalen.

De directeur wordt beoordeeld overeenkomstig de voorwaarden uiteengezet in artikel 33. De tweede evaluatie mag echter niet leiden tot de vermelding “met voorbehoud”. Bij gebrek aan evaluatie binnen deze periode, wordt deze verondersteld gunstig te zijn. De evaluatie kan echter worden georganiseerd na de terugkeer van de stagedoende directeur wanneer hij met verlof wegens adoptie en niet-officiële voogdij of moederschapsverlof is.

De directeur wordt vast benoemd of aangeworven als hij op het einde van de tweede evaluatie een “gunstige” evaluatie krijgt.

De stage wordt automatisch beëindigd als de directeur de vermelding “ongunstig” krijgt aan het einde van deze tweede evaluatie.

§ 2. Personeelsleden die zijn tijdelijk aangesteld of aangeworven in een betrekking van directeur die tijdelijk voor meer dan vijftien weken vacant is en die vóór 31 augustus 2019 hun ambt bekleedden, worden vast benoemd of aangeworven, op voorwaarde dat:

1. ze ononderbroken tijdelijk aangesteld of aangeworven werden gedurende minstens 2 jaar vanaf de datum waarop de betrekking vacant werd;

2. ze minstens twee evaluaties hebben ondergaan, waarvan de laatste tot de toekenning van de vermelding “gunstig” heeft geleid; dergelijke evaluaties worden uitgevoerd overeenkomstig de regels bedoeld in artikel 33, leden 2 tot en met 5;

3. ze de slaagattesten hebben verkregen met betrekking tot het slagen en het vervolg van de opleidingen bedoeld in artikel 15, § 1;

4. ze in het gesubsidieerde onderwijs een oproep tot kandidaturen hebben beantwoord. ”

Art. 131ter. § 1. Personeelsleden die vóór 31 augustus 2019 de vijf attesten van voltooiing van de initiële opleiding van directeurs hebben behaald, worden geacht de door dit decreet vereiste slaagattesten van prestatie te bezitten voor een periode van 10 jaar vanaf de datum van uitreiking van het attest, zonder mogelijkheid tot verlenging.

§ 2. Personeelsleden die vóór deze datum niet de vijf slaagattesten hebben behaald waarnaar in § 1 wordt verwezen, zijn, naargelang het geval, onderworpen aan de volgende regels:

1°. het personeelslid dat in het bezit is van het slaagattest met betrekking tot de administratieve, materiële en financiële as, respectief, van het luik gemeenschappelijk aan alle neten of van het onderdeel dat specifiek is voor een net of een inrichtende macht, wordt vrijgesteld van de opleidingen met betrekking tot de netoverschrijdend administratieve as bedoeld in artikel 10, lid 2, of de module “administratief, materieel en financieel” van de opleiding bedoeld in artikel 11, § 3, lid 1;

2°. het personeelslid dat in het bezit is van het slaagattest betreffende de pedagogische as van het luik eigen aan een net of een inrichtende macht, is vrijgesteld van de opleidingen met betrekking tot de netpedagogische as als bedoeld in artikel 11, § 3, tweede lid;

3°. het personeelslid dat in het bezit is van het slaagattest met betrekking tot de pedagogische as van het gemeenschappelijk onderdeel van alle neten, moet het deel van de “pedagogische visie en sturing”-module van 21h als bedoeld in artikel 10, § 4, lid 2, 1°, b., volgen en met succes voltooien; worden ervan vrijgesteld de ambtsvoerende directeurs die in 2017-2018, in 2018-2019 of in 2019-2020 de netoverschrijdend opleidingsmodule “Sturingsplan - uitdagingen, verwachtingen en processen” van 18 uren verstrekt door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan;

4°. het personeelslid dat in het bezit is van het slaagattest met betrekking tot de relationele as van het luik dat voor alle neten gemeenschappelijk is, is vrijgesteld van de netoverschrijdend module “ontwikkeling van relationele, interpersoonlijke en groepsvaardigheden en -competenties” bedoeld in artikel 10, § 4, lid 2, 2°;

5°. onverminderd artikel 15, lid 3, zijn de personeelsleden die in het ambt van directeur zijn aangesteld verplicht de in artikel 11, § 4, bedoelde opleiding / integratiebegeleiding te volgen.

§ 3. Vanaf 1 september 2022 moet al het personeel dat niet in het bezit is van alle slaagattesten alle modules bedoeld in de artikelen 10, §§ 3 en 4, en 11, § 3 volgen en met succes voltooien ”

Art. 139. In afdeling II, hoofdstuk III, titel VI, van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling I ingevoegd, bestaande uit de artikelen 132 en 133, die als volgt luiden:

“Onderafdeling I - Overgangsbepalingen voorafgaand aan het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten”.

Art. 140. In afdeling II, hoofdstuk III, titel VI, van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling II ingevoegd, luidend:

“Onderafdeling II - Overgangsbepalingen ingevoegd bij decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten”.

Artikel 133bis. - §1. Het personeelslid dat is benoemd in het ambt van directeur, uiterlijk op 1 januari 2019, kan op zijn verzoek tot 1 januari 2020 een definitieve verandering van aanwijzing verkrijgen in een andere vacature in zijn ambt.

Deze verandering van opdracht heeft uitwerking met ingang van de volgende 1 januari, behalve in het onderwijs voor sociale promotie, waar het uitwerking heeft met ingang van 1 september van het volgende jaar.

§ 2. Een personeelslid dat, met toepassing van § 1, een verandering van aanwijzing wenst te verkrijgen in een andere inrichting van dezelfde zone of in een andere zone, dient in overeenstemming met de nadere regels bepaald door de oproep tot wijziging van opdracht, een verzoek in gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden bij de inrichtende machten in de loop van oktober en in het onderwijs voor sociale promotie in de maand februari.

De inrichtende macht verleent de verandering van aanwijzing enkel met het gunstige advies van de interzonale toewijzingscommissie. ”.

TITEL X. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 tot vaststelling van de lijst van vereiste bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van opvoeder-huismeester en directiesecretaris in de inrichtingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs en van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van boekhouder in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen

Art. 141. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 tot vaststelling van de lijst van vereiste bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van opvoeder-huismeester en directiesecretaris in de inrichtingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs en van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van boekhouder in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, Franse versie, in bijlage 2, punt 1) Diploma's van het universitair hoger onderwijs worden aangevuld met de volgende regels:

		-	MASTER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
-	CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION	-	LICENCIE/MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
-	CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR DE GESTION	-	INGENIEUR DE GESTION

TITEL XI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd*

Art. 142. In de artikelen 15 en 17 van het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "de artikelen 30 en 31" worden vervangen door de woorden "de artikelen 26 en 27";
2. de woorden "decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs" worden vervangen door "decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs. ".

TITEL XII. — *Bepaling tot wijziging van de verwoording van het woord "onderdirecteur" in verschillende teksten*

Art. 143. De volgende teksten zijn gewijzigd:

1. in het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, artikel 17, § 1, wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

2. in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, wordt in artikel 6ter, b), tweede streepje, het woord "onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

3. in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, in de artikelen 83, lid 3, en 97, leden 5 en 6, wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

4. in het koninklijk besluit van 23 november 1970 tot vaststelling van de ambtsbevoegdheden van de provisors en onderdirecteurs bij de rijksonderwijsinrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a. in het opschrift van het koninklijk besluit, worden de woorden "provisors of onderdirecteurs" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";
- b. in artikel 1,
 - in de eerste leden 2a), d), e) en g), en 3, wordt "inrichtingshoofd" telkens vervangen door "directeur";
 - in lid 1 worden de woorden "de studieprefect of" opgeheven;
 - in de leden 1 en 2, a), worden de woorden "de provisor of de onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";
 - in paragraaf 3 worden de woorden "de provisor of onderdirecteur" vervangen door "de adjunct-directeur";

5. in het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie resonderzoeken en rangschikkend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, in artikel 2, wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

6. in het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, in artikel 2,

- a. wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";
- b. worden de woorden "provisor en onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";
- c. worden de woorden "de provisor of onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "de adjunct-directeur";

7. in het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, in artikel 1

- a. in paragraaf 1 worden de woorden "provisors, onderdirecteurs" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";
- b. in paragraaf 3 worden de woorden "provisors, onderdirecteurs" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";

8. in het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, in artikel 12, § 2, 1^o bis, worden de woorden "onderdirecteur of provisor" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

9. in het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, in artikel 12, § 2, 1^o bis, worden de woorden "provisor of onderdirecteur," en de woorden "onderdirecteur of provisor" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

10. in het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten, in artikel 13, wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

11. in het koninklijk besluit nr 49 van 2 juli 1982 de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urencrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, artikel 21, § 1, de woorden "provisor of onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

12. in het koninklijk besluit nr. 297 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, in artikel 14, 1e streepje, worden de woorden "provisors en onderdirecteurs" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";

13. in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, in artikel 7, 1ste streepje, worden de woorden "provisors en onderdirecteurs" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";

14. in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, in artikel 7, 1ste streepje worden de woorden "provisors en onderdirecteurs" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";

15. in het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt artikel 35 het woord "onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

16. in het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs wordt in artikel 18 het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

17. in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie,

a. in de artikelen 5, 18, 22, 27, 27bis en 30bis wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

b. in artikel 27 worden de woorden "adjunct-directeur" telkens vervangen door de woorden "aanvullend directeur";

18. in het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan,

a. in artikel 5ter, § 10, eerste lid, in de Franse versie, worden de woorden "« un nombre d'emplois de chefs d'établissement adjoints, de proviseurs adjoints ou de sous-directeurs adjoints, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs »" vervangen door de woorden « un nombre d'emplois de directeurs complémentaires, de directeurs adjoints complémentaires, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de directeurs ou de directeurs adjoints »;

b. in artikel 5ter, § 10, tweede lid, in de Franse versie, worden de woorden «chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs, d'éducateurs économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier de l'établissement fusionné sont rappelés à l'activité ou remis au travail, dans les emplois de chefs d'établissement-adjoints, de proviseurs-adjoints ou de sous-directeurs adjoints,» vervangen door de woorden «directeurs, de directeurs adjoints, d'éducateurs économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier de l'établissement fusionné sont rappelés à l'activité ou remis au travail, dans les emplois de directeurs complémentaires ou de directeurs adjoints complémentaires,»;

c. in artikel 5ter, § 10, wordt lid 4 vervangen door een tekst die luidt als volgt:

"Vanaf de eerste dag van de maand volgend op de beëindiging van een ambt van aanvullend directeur als bedoeld in lid 1, komt de betrokken instelling in aanmerking voor het ambt van aanvullend directeur in afwijking van artikel 21quater.";

d. in artikel 5ter, § 10, lid 6,

- het woord "inrichtingshoofd" wordt vervangen door het woord "directeur",

- de woorden "van provisor of bijkomend onderdirecteur" worden vervangen door de woorden "bijkomend adjunct-directeur";

e. in artikel 5ter, § 10, leden 7 en 9, worden de woorden "de provisor of onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

f. in artikel 21quater,

- in lid 1 worden de woorden "van provisor of onderdirecteur" vervangen door "de adjunct-directeur";

- in lid 3 wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

19. in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, in artikel 19, worden de woorden "onderdirecteur of provisor" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

20. in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap,

a. in de artikelen 5, 15, 17 en 20 wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

b. in titel III "Selectieambten" wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen door de woorden "HOOFDSTUK I. - adjunct-directeur";

21. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap,

a. in de artikelen 6, 15, 17, 18 en 20 wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

b. in titel III "Selectieambten" wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen door de woorden "HOOFDSTUK I. - adjunct-directeur";

22. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, in artikel 8 § 1, lid 2, wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

23. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

a. in artikel 8 worden de woorden "provisor, onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

b. in artikel 11 wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

24. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

a. in artikel 8 worden de woorden "provisor, onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

b. in artikel 11 wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

25. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 1997 dat de beslissing bindend maakt die op 25 november 1996 genomen werd door de paritaire commissie van het gesubsidieerd officieel secundair onderwijs betreffende het stelsel van specifieke opleiding bepaald bij het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs met het oog op een benoeming tot een selectie- en bevorderingsambt,

a. in artikel 1 worden de woorden "onderdirecteur en provisor" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

b. In Tabel I worden de woorden "provisor" en "onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

26. in het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 97, § 4, worden de woorden "onderdirecteurs, van provisors" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";

27. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 oktober 1997 waarbij de beslissing van 27 februari 1997 van de paritaire gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd gespecialiseerd onderwijs en het onderwijs voor sociaal-culturele promotie bindend verklaard wordt in verband met het stelsel van specifieke opleiding bepaald bij het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs met het oog op een benoeming tot een selectie- of bevorderingsambt,

a. in artikel 1 wordt het woord "onderdirecteuren" vervangen door de woorden "adjunct-directeuren";

b. in de referentieprogramma's die bij het besluit zijn gevoegd, wordt het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

28. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1997 betreffende de Participatieraad en het inrichtingsproject in het basisonderwijs en in het secundair onderwijs en houdende de toepassing van de artikelen 69 en 70 van het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren,

a. in artikel 1, 5°, worden de woorden "de provisor of onderdirecteur of de provisor of onderdirecteur" vervangen door de woorden "de adjunct-directeur of adjunct-directeur";

b. in artikel 1, 8°, a), worden de woorden "de provisors of onderdirecteurs of de provisors of onderdirecteurs" vervangen door de woorden "de adjunct-directeuren of de adjunct-directeuren";

c. in artikel 2, tweede lid, worden de woorden "provisor of onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

29. in het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt in de artikelen 50, 53, 55, 69, 89 en 98 het woord "onderdirecteur" telkens vervangen door: de woorden "adjunct-directeur";

30. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs, met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in artikel 2, wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

31. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1999 tot vaststelling van verscheidene maatregelen betreffende de geldelijke toestand van sommige leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie, in artikel 4, wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

32. in het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 tot vaststelling van de overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, wordt in artikel 6 het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

33. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2001 tot oprichting van een Technisch Tuinbouwcentrum van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap in Gembloux, in artikel 4, worden de woorden "provisor, onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

34. in het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, in de artikelen 70 en 71, wordt het woord "onderdirecteur" vervangen door de woorden "adjunct-directeur";

35. in het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, in artikel 10, worden de woorden "provisor of onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

36. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2011 tot bepaling van de nadere regels bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, in bijlage 2, punt 5, worden de woorden "provisor of onderdirecteur" vervangen door "adjunct-directeur";

37. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2013 tot samenvoeging door opsorping van het "Athénée royal Maurice Carême (Waver)" met het "Athénée royal de Rixensart", in artikel 2, worden de woorden "adjunct-directeur" vervangen door de woorden "aanvullend directeur";

38. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2013 tot samenvoeging door opsorping van het « Athénée royal Alain Hubert » te Pepinster met het « Athénée royal Verdi » te Verviers, in artikel 2, worden de woorden "adjunct-directeur" vervangen door de woorden "aanvullend directeur";

39. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 maart 2016 waarbij de beslissing van 22 oktober 2015 van de Gemeenschappelijke Paritaire Commissie voor het gesubsidieerd officieel onderwijs voor sociale promotie tot vaststelling van het arbeidsreglement, verbindend wordt verklaard,

a. in de bijlage wordt in artikel 30, § 1, het woord "sous-directeur" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

b. in bijlage I bij het arbeidsreglement wordt het woord "sous-directeur" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

40. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2016 waarbij de beslissing van 22 oktober 2015 van de Gemeenschappelijke Paritaire Commissie voor het gesubsidieerd officieel secundair onderwijs tot vaststelling van het arbeidsreglement, verbindend wordt verklaard, in de Bijlage, in artikel 30, § 2,

a. worden de woorden "provisieur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques)" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

b. worden de woorden "d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques)" vervangen door de woorden "d'un directeur adjoint";

41. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2016 waarbij de beslissing van 22 oktober 2015 van de Gemeenschappelijke Paritaire Commissie voor het bijzonder onderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs voor socioculturele promotie (Gespecialiseerd onderwijs) tot vaststelling van het arbeidsreglement, verbindend wordt verklaard, in de bijlage, in artikel 30, § 2,

a. worden de woorden "provisieur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques)" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

b. worden de woorden "d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques)" vervangen door de woorden "d'un directeur adjoint";

42. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2016 waarbij de beslissing van 22 oktober 2015 van de Gemeenschappelijke Paritaire Commissie voor het gesubsidieerd officieel basisonderwijs tot vaststelling van het arbeidsreglement, verbindend wordt verklaard, in de Bijlage, in artikel 30, lid 2

a. worden de woorden "provisieur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques)" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

b. worden de woorden "d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques)" vervangen door de woorden "d'un directeur adjoint";

43. in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2016 houdende bindende werking van het decreet van de Gezamenlijke Commissie voor het Speciaal Onderwijs en het Speciaal Onderwijs en het Socio-Cultureel Promotie Onderwijs (ESAHR) van de Gemeenschap 22 oktober 2015 tot vaststelling van het kader van het arbeidsreglement,

a. in de bijlage, in artikel 27, lid 2, wordt het woord "sous-directeur" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

b. in de bijlage, in artikel 27, § 2, wordt het woord "sous-directeurs" vervangen door de woorden "directeurs adjoints";

c. in Bijlage I bij het Arbeidsreglement,

- wordt het woord "sous-directeur" vervangen door de woorden "directeur adjoint";

- wordt het woord "sous-directeurs" vervangen door de woorden "directeurs adjoints".

44. In de bijlage bij het decreet van 9 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst wordt het woord "sous-directeur" telkens vervangen door de woorden "directeur adjoint".

TITEL XIII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 144. Het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het opvoedend hulppersoneel der rijksonderwijsinrichtingen, wordt opgeheven.

Art. 145. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt opgeheven.

Art. 146. In titel III, hoofdstuk I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, wordt afdeling II met de artikelen 37 en 38 op 31 december 2019 opgeheven.

Art. 147. In tabel I als bijlage bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, worden de volgende 3 regels opgeheven:

- onderdirecteur lager secundair onderwijs;
- provisor of onderdirecteur;
- onderdirecteur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 148. In tabel II, gevoegd bij hetzelfde decreet, worden de regels betreffende de ambten van kleuterdirecteur, directeur lager onderwijs, directeur basisschool, directeur lager secundair onderwijs, prefect van studies of directeur, directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, opgeheven.

TITEL XIV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 149. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de personeelsleden die titularis zijn van een volggattest van een opleiding specifiek voor het ambt van werkleider of voor een van de selectieambten die vóór 1 september 2019 zijn verleend, geacht de eis voor twee jaar vanaf 1 september 2019 te vervullen om het attest te bezitten van de succesvolle afronding van de specifieke opleiding die vereist is voor de vaste benoeming of aanwerving in het ambt van werkplaatsleider of in het selectieambt dat betrokken is bij de benoeming of aanwerving in vast verband.

In afwijking van lid 1 wordt de geldigheidsduur van genoemde attesten opgeschort tijdens de perioden waarin het personeelslid tijdelijk een selectie- of bevorderingsambt uitoefent van werkplaatsleider.

Personeelsleden die voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet in vast verband zijn benoemd / aangeworven in een selectie- of bevorderingsambt zijn aangesteld, worden geacht overeenkomstig de bepalingen van dit decreet in vast verband te zijn benoemd / aangeworven.

Art. 150. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de tijdelijk benoemde of tijdelijk aangeworven personeelsleden in de selectieambten van werkplaatsleider, CEFA-coördinator, adjunct-directeur, directiesecretaris, opvoeder-huismeester en het bevorderingsambt van werkplaatsleider en die hun ambt bekleedden vóór 31 augustus 2019 kunnen in vast verband worden benoemd of aangeworven zodra ze aan de volgende voorwaarden voldoen:

1°. een dienstanciënniteit van zes jaar, of zeven jaar voor de werkplaatsleiders, te hebben verworven, in een van de ambten van de bedoelde categorie, berekend volgens de nadere regels vastgesteld in artikel 29bis van het voornoemde decreet van 1 februari 1993 of artikel 34 van voormeld decreet van 6 juni 1994, naar gelang van het geval; met betrekking tot de toegang tot het ambt van adjunct-directeur kan de dienstanciënniteit evenwel worden verkregen zowel in een ambt van de categorie het bestuurs- en onderwijzend personeel en in een ambt van opvoedend hulppersoneel;

2°. in vast verband worden benoemd in een van de ambten bedoeld in punt 3°, of één van deze gedurende zes jaar uitgeoefend hebben;

3°. voor minstens een halve opdracht een of meer ambten hebben uitgeoefend die toegang verlenen tot het toe kennen selectie- of bevorderingsambt en titularis zijn van een capaciteitsattest in overeenstemming met de artikelen 101 of 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeur in het onderwijs zoals bepaald op de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet;

4°. een oproep voor kandidaturen hebben beantwoord;

5°. na het volgen van een specifieke opleiding, bekrachtigd door een attest van aanwezigheid.

Art. 151. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, worden de personeelsleden die een promotie- of selectieambt bekleeden ten gevolge van een aanwijzing in het kader van een oproep tot kandidaturen vóór 1 september 2019 in dat ambt benoemd wanneer dit ambt vacant wordt verklaard.

Art. 152. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de personeelsleden die vóór 1 september 2020 tijdelijk werden aangesteld als werkplaatsleider, bestuurder of in een van de selectieambten in een niet-vacant ambt voor meer dan vijftien weken worden in vast verband benoemd op voorwaarde dat ze:

1. tijdelijk aangesteld werden voor een ononderbroken periode van minstens twee jaar vanaf de datum waarop het dienstverband vacant werd verklaard;

2. minstens twee evaluaties hebben ondergaan, waarvan de laatste geleid heeft tot de toekenning van de vermelding "gunstig";

3. de slaagattesten hebben verkregen via de opleidingen bedoeld in de artikelen 19, 19bis, 19ter, 20, 20bis, 21 en 21ter van het decreet van 4 januari 1999".

Art. 153. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs kan de inrichtende macht, zonder toepassing van de procedure bedoeld in artikel 35, §§ 1 en 3, van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs en artikel 28, §§ 1 en 4, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en selectieambten, de aanstelling verlengen van personeelsleden die vóór 1 september 2019 een promotie- of selectieambt uitoefenden en die werden beoordeeld met een gunstige vermelding door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, totdat de betrekking die ze bezetten vacant wordt; zodra deze betrekking vacant is geworden, worden ze na een nieuwe "gunstige" evaluatie tot de stage toegelaten of worden ze vast benoemd als ze aan de toepasselijke benoemingsvoorwaarden voldoen.

De betrekkingen die vacant worden op 1 juli 2019 en 1 juli 2020 na definitieve wijzigingen van de aanwijzingen in de selectieambten zullen in de eerste plaats worden aangeboden aan personeelsleden die een gunstige evaluatie hebben gekregen en die als gevolg van deze wijzigingen van aanwijzing hun opdracht verliezen".

Art. 154. In wetteksten en regelgeving betreffende het onderwijs, dient nu voortaan "het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van directeurs in het onderwijs" gelezen te worden in plaats van "het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van directeurs".

Art. 155. Dit decreet treedt in werking voor het schooljaar 2019-2020.

In afwijking van het vorige lid, treden de artikelen 36ter, § 1, lid 2, 56bis, §1, lid 2 en 79bis, §1, lid 2, van het decreet van 2 februari 2007, zoals respectief gewijzigd bij de artikelen 26, 36 en 42, in werking op de dag van de inwerkingtreding van het decreet betreffende de steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de adviseurs voor de ondersteuning en begeleiding.

Vóór 15 mei 2019 ten laatste kan een inrichtende macht een behoorlijk met redenen omkleed verzoek indienen bij de Regeringsdiensten, zodat de bepalingen met betrekking tot de selectieambten voor het schooljaar 2019-2020 niet op haar worden toegepast. De Regering beslist over dit verzoek binnen een termijn van één maand. Bij gebreke daaraan, wordt het verzoek als goedgekeurd beschouwd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—————
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 766-1. Commissieamendementen, nr. 766-2.- Commissieverslag nr. 766-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 766-4. Vergaderingsamendementen, nr. 766-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 766-6

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 maart 2019.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2019/201688]

25. FEBRUAR 2019 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegediensten über die Grenzen des Teilstaates hinaus

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegediensten über die Grenzen des Teilstaates hinaus wird gebilligt.

Art. 2 - Vorliegendes Dekret tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2019 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 25. Februar 2019

O. PAASCH

Der Ministerpräsident

I. WEYKMANS

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

A. ANTONIADIS

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

H. MOLLERS

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung

—————
Fußnote

Sitzungsperiode 2018-2019

Nummerierte Dokumente: 277 (2018-2019) Nr. 1 Dekretentwurf 277 (2018-2019) Nr. 2

Bericht Ausführlicher Bericht: 25. Februar 2019 - Nr. 62 Diskussion und Abstimmung